

# Arsenal

La voix du Parti communiste révolutionnaire (PCR)

# 10

Été 2018



## **Nous sommes les continuateurs !**

*Saisissons-nous de l'initiative révolutionnaire  
et construisons notre parti !*



**Nous sommes les  
continueuses !**

*Saisissons-nous de l'initiative révolutionnaire  
et construisons notre parti !*

Couverture : manifestation du PCR  
à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de la  
révolution d'Octobre le 7 novembre 2017  
à Montréal. (Photo : Marie Madeleine)

## AU SOMMAIRE :

<b>Présentation</b>	<b>4</b>
<b>Les formes objectives d'action révolutionnaire</b>	<b>5</b>
Une introduction à ce que nous entendons par <i>formes objectives d'action révolutionnaire</i>	5
La naissance du marxisme et l'action communiste réelle	6
Les formes objectives d'action révolutionnaire regroupent l'ensemble des formes de lutte produites par l'histoire	7
Les quatre formes objectives d'action révolutionnaire	8
L'action communiste réelle d'aujourd'hui : la prise en charge des quatre formes objectives d'action révolutionnaire	11
Le rapport des différentes formes objectives entre elles	15
<b>La lutte pour le parti communiste complet</b>	<b>18</b>
<b>Critique de la confusion et de l'opportunisme contenus dans l'Arsenal #9</b>	<b>23</b>
Le contenu général de l'Arsenal #9	23
L'approche communiste du travail de masse	24
La lutte des classes continue	29
<b>Une histoire du mouvement communiste au Canada (I)</b>	<b>30</b>



La revue **Arsenal** est publiée par le Bureau d'information politique. Elle présente les points de vue du Parti communiste révolutionnaire - PCR. Le PCR est un parti marxiste-léniniste-maoïste qui vise à unir les prolétaires révolutionnaires dans la lutte pour renverser la bourgeoisie canadienne et construire une nouvelle société – une société socialiste, libre de toute exploitation.

Nous vous invitons non seulement à lire la revue **Arsenal**, mais aussi à la diffuser, à en débattre et à l'appuyer.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec et à la Bibliothèque nationale du Canada.

La reproduction des articles est autorisée à condition de mentionner la source.

Pour nous joindre, pour commander des exemplaires, pour nous transmettre une correspondance, ou encore pour contacter le Bureau d'information politique, il suffit d'écrire :

a/s Maison Norman Bethune  
303-9697, boul. Saint-Laurent  
Montréal (Québec) H3L 2N1

Par courriel : [info@pcr-rpc.ca](mailto:info@pcr-rpc.ca)

Sur le Web : [www.pcr-rpc.ca](http://www.pcr-rpc.ca)

Facebook :

Parti communiste révolutionnaire - PCR

## ★ *Présentation* ★

*À tous ceux et à toutes celles qui combattent pour le communisme...*

La parution du numéro 10 de l'**Arsenal** est un grand pas en avant pour l'affermissement du camp révolutionnaire au Canada. Avec la sortie de ce numéro, le Parti communiste révolutionnaire entre dans une nouvelle phase de sa lutte politique pour reconstruire le camp de la révolution. C'est plus unies que jamais et armées d'un enthousiasme à toute épreuve que ses militantes se prêtent à la tâche.

Le numéro 10 de l'**Arsenal** se concentre sur les formes objectives d'action révolutionnaire, sur la notion de parti communiste complet et sur la continuation de l'expérience historique du mouvement révolutionnaire canadien et international. Il traite de questions pratiques qui obligent tout groupe luttant pour le communisme à choisir entre l'initiative et la paralysie, l'audace et la lâcheté, la révolution et le révisionnisme. Nous allons clarifier la notion de *science de la révolution* et aborder de manière maoïste les enjeux politiques, stratégiques et tactiques relatifs au répertoire d'actions qu'un parti communiste doit aujourd'hui opérationnaliser.

Comment un petit groupe de révolutionnaires peut-il parvenir à mobiliser la colère des masses dans une guerre populaire contre la bourgeoisie ? Quelles actions ce groupe doit-il assumer à une époque où le maillon le plus fragile de la chaîne reliant les révolutionnaires à la masse du prolétariat est le parti ? Quelle est la différence entre simplement reconnaître une chose (la nécessité d'un affrontement soutenu avec la bourgeoisie jusqu'à son anéantissement) et la mettre en pratique dès aujourd'hui ? Pour solutionner dans la pratique ces problèmes, pour relever les grands défis stratégiques de la révolution, il est nécessaire de s'approprier l'expérience historique du prolétariat. Totaliser les formes objectives d'action révolutionnaire et parvenir à construire un parti communiste complet, voilà la tâche que le mouvement révolutionnaire doit accomplir dans les prochaines années pour aboutir à une véritable tentative de montée vers le pouvoir. À une époque où la bourgeoisie est plus outillée que jamais pour lutter contre le prolétariat, le refus de formes d'action et le confinement dans un seul champ d'activité ne peuvent que condamner à la défaite le camp de la révolution. Au contraire, c'est tout le spectre de la pratique révolutionnaire qu'il faut assumer.

Ce nouveau numéro nous permet aussi de régler nos comptes avec l'**Arsenal** #9 paru à l'époque où le Parti était encore para-

sité par les opportunistes. Ce numéro doit désormais être considéré comme un document étranger au Parti communiste révolutionnaire et doit être critiqué. Les articles écrits par les opportunistes reprennent les pires erreurs du passé et les rhabillent avec un langage à la mode. Entre autres, l'article intitulé « *L'approche communiste du travail de masse* » avance une *conception révisionniste de la ligne de masse* réduisant le *travail du parti dans les masses* à des luttes réformistes alors qu'il doit plutôt viser à établir, avec le prolétariat, une liaison configurée de telle sorte qu'il soit éventuellement possible de lancer la lutte armée.

La raison d'être d'une revue politique comme l'**Arsenal** est de contribuer à l'unification des forces subjectives de la révolution au Canada. Le présent numéro doit permettre d'alimenter la polémique au sein du mouvement maoïste et d'outiller tous ceux et toutes celles qui veulent se mettre sous la direction des continuateurs de l'expérience révolutionnaire au Canada. Nous pensons que les idées et les perspectives défendues ici aideront à former idéologiquement et politiquement la prochaine génération de communistes. En définitive, ce numéro doit permettre de renforcer la préparation politique de la guerre populaire au pays.

La reconstruction de notre parti et l'épuration du mouvement maoïste canadien de sa frange révisionniste se solutionneront grâce à l'action révolutionnaire que nous déploierons dans les prochains mois. Nous appelons toutes les militantes, les révolutionnaires, les partisanES, les communistes et les progressistes à prendre connaissance de ce nouveau numéro de l'**Arsenal**, à débattre de son contenu et à l'assimiler. Les partisanES du MLM, partout dans le monde, doivent se resserrer autour d'un maoïsme prolétarien et révolutionnaire. Pour relancer le processus d'unification internationale des maoïstes partisanES de la guerre populaire prolongée, il faut d'abord développer une compréhension commune de l'infiltration grandissante des perspectives bourgeoises dans les organisations communistes des pays impérialistes. La présente revue est notre humble contribution aux débats brûlants de notre époque historique. ★

**Nous sommes les continuateurs !**

**Reconstruisons le Parti communiste révolutionnaire !**

**Développons le parti communiste complet !**

**Préparons la prochaine vague de révolutions et de**

**guerres populaires pour mettre fin à ce monde injuste !**

**Ce siècle en sera un de combats et de victoires !**



# Les formes objectives d'action révolutionnaire

## ◆ Une introduction à ce que nous entendons par formes objectives d'action révolutionnaire

La notion de formes objectives d'action révolutionnaire découle d'une appréciation matérialiste et politique de l'expérience accumulée historiquement par le mouvement communiste international. La lutte des classes a produit une quantité impressionnante d'*expériences militantes*, de *formes de lutte* et de *moyens de combattre*. En effet, il existe une série de *moyens d'action distincts* tels que l'agitation, les tracts, les journaux, les graffitis, les noyaux communistes, le sabotage, la lutte de partisans, l'établissement en milieu ouvrier, les grèves, les séquestrations, les insurrections, les barricades, les revues, les conférences, les manifestations, le travail clandestin en tout genre, la lutte armée, la prise du pouvoir, l'armement des masses, ou encore l'organisation du pouvoir politique. Ces différentes formes de lutte composent ce que nous appelons le spectre de l'action révolutionnaire. Elles ont en commun d'être apparues concrètement dans l'histoire de la lutte des classes et de pouvoir être mises en pratique à nouveau dans les conditions qui prévalent aujourd'hui. Autrement dit, elles n'ont pas été inventées abstraitement et ne sont pas figées dans le passé.

Les organisations aspirant à diriger la révolution prolétarienne doivent impérativement chercher à s'approprier cette vaste accumulation d'expérience. Pour ce faire, elles doivent faire l'évaluation politique de chacune de ces formes de lutte et cerner ce qui les rassemble et ce qui les distingue. C'est ainsi que notre organisation en est arrivée à considérer que *toutes* ces formes de lutte pouvaient être rangées dans quatre grandes catégories (les formes objectives d'action révolutionnaire) : la propagande classique, l'action révolutionnaire parmi les masses (ARM), la propagande armée et la guerre populaire prolongée (GPP). C'est aussi de cette manière que notre organisation a adopté son programme et a fixé ses objectifs, lesquels consistent à *mettre tout en pratique* pour parvenir à renverser la bourgeoisie impérialiste canadienne et son État réactionnaire au moyen de la guerre populaire prolongée. Cet affrontement prolongé doit être précédé d'une *période de préparation politique et stratégique* permettant de déployer l'ensemble des moyens et des dispositifs nécessaires pour mettre en œuvre des formes d'action révolutionnaire de plus en plus *abouties*. C'est cette conception organique et totalisante du processus révolutionnaire au Canada ainsi que ses implications pratiques qui ont été au cœur de notre lutte de lignes avec les opportunistes canadiens. **Nous dénonçons leur négation de l'ARM au profit d'un travail réformiste et économiste, leur volonté de construire des organisations intermédiaires anti-parti plutôt que des dispositifs adéquats, leur négation du principe selon lequel le déclenchement de la guerre populaire est une initiative politico-militaire du parti et non une réaction défensive, leur abandon de notre conception de l'accumulation des forces (résumée dans le slogan « combattre et affronter l'ennemi ») au profit d'une orientation révisionniste sur la ligne**

de masse, ainsi que leur refus de donner au parti les moyens de prendre en charge *toutes les formes d'action révolutionnaire*. Ces perspectives erronées ont servi à préserver les gains organisationnels opportunistes du parti qui avaient été faits à l'extérieur du Québec et plus particulièrement en Ontario de 2011 à 2017. La progression quantitative de notre parti a inévitablement posé des questions pratiques qui ont été la cause de sa scission en une fraction révolutionnaire et une autre révisionniste. Le mérite de notre conception des formes objectives d'action révolutionnaire et du parti qui se construit en les assumant est d'obliger les opportunistes à se prononcer *contre* leur prise en charge et ainsi à se démasquer. Les camps se démarquent ainsi : **continuer ou s'arrêter en chemin**, se préparer à *payer le prix* de la révolution ou se réfugier dans la légalité bourgeoise et se cacher derrière les formes de pratique qu'elle permet.

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère qu'il existe aujourd'hui quatre formes objectives d'action révolutionnaire : la propagande classique, l'action révolutionnaire parmi les masses, la propagande armée et la guerre populaire prolongée.

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère qu'il faut assumer chacune d'entre elles. Tous les partis communistes qui ont réussi à faire la révolution ont assumé l'ensemble des formes objectives de la pratique existant à leur époque.

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère qu'un parti communiste complet est le type de parti qui prend en charge l'ensemble des formes objectives d'action révolutionnaire. C'est le seul type de parti pouvant parvenir à prendre le pouvoir.

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère que la guerre populaire est la forme d'action révolutionnaire qui totalise toutes les autres et qui permet de les prendre en charge durablement pour parvenir à la conquête du pouvoir.

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère que la tâche des communistes est de construire un parti communiste complet. C'est la capacité ou non à déclencher la guerre populaire et ultimement à conquérir le pouvoir politique qui permet de constater le succès ou l'échec de cette opération.

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère que les tâches de la période historique actuelle sont de travailler à la préparation politique de la guerre populaire en déployant des formes d'action révolutionnaire de plus en plus complexes et complètes.



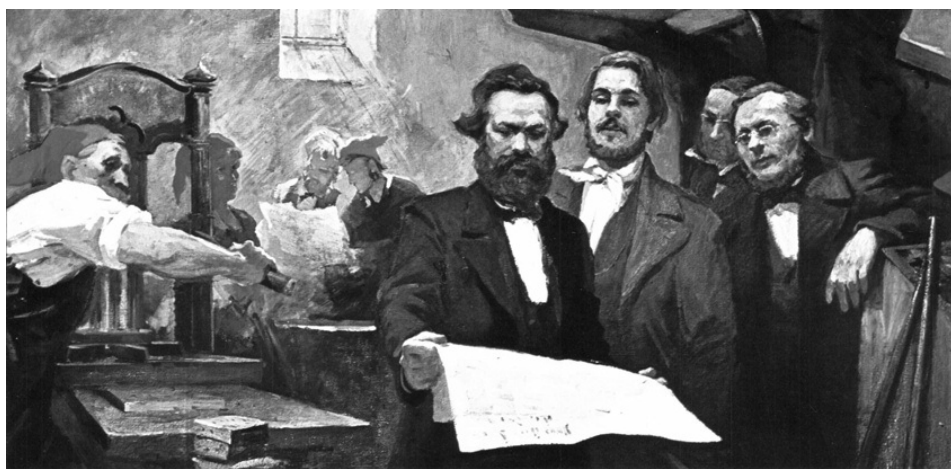
## ◆ La naissance du marxisme et l'action communiste réelle

C'est avec la naissance du marxisme qu'apparaît ce que nous appelons aujourd'hui l'action révolutionnaire. Les nombreux combats politiques de Marx et Engels permettent la fondation du matérialisme historique et du matérialisme dialectique. Leur lutte aboutit aux grandes révélations politiques sur le mode de production capitaliste et aux premières analyses historiques et matérialistes des enjeux de la lutte des classes : l'État et le pouvoir de classe, la lutte politique et les escarmouches économiques, le mouvement associatif et l'action des communistes dans les syndicats, le mouvement ouvrier et les mouvements nationaux, etc. Les combats politiques majeurs liés à l'émergence du marxisme permettent la victoire du socialisme scientifique sur le socialisme utopique, la naissance du mouvement social-démocrate sous le mot d'ordre de la fusion du socialisme scientifique et du mouvement ouvrier, ainsi que les premières grandes percées internationales de la révolution (la Ligue des communistes, l'Association internationale des travailleurs (AIT), la Commune de Paris, la traduction des ouvrages phares en plusieurs langues, etc.).

Lorsqu'on regarde le parcours de Marx et Engels, on constate que c'est dans l'action que le marxisme se constitue. La base matérielle de leur génie est de participer concrètement au mouvement réel contre le capitalisme, de contribuer aux luttes révolutionnaires de leur époque et de s'attaquer aux tâches immédiates qui en découlent. C'est à travers les polémiques qu'ils engagent dans la Gazette Rhénane et dans les Annales franco-allemandes qu'ils s'illustrent pour la première fois grâce à leur clarté de vue. **Les années 1840 sont un grand laboratoire politique et philosophique dans lequel se développe le marxisme.** À cette époque, les tenants du marxisme mènent les premières batailles contre les idéalistes et contre les partisans du socialisme utopique. Leurs éclaircissements politiques sont contenus dans le *Manifeste du Parti communiste*. Cet ouvrage voit le jour à l'occasion d'une des premières tentatives de regroupement politique du prolétariat international. Il est adopté comme document central de la Ligue des communistes, venant conclure du même souffle une série de victoires contre les conceptions utopiques des premiers courants socialistes, lesquelles perdent de l'influence dans les années qui suivent.

À une époque où la consolidation du capitalisme en Europe est encore récente, ce sont les courants utopiques qui représentent les positions dominantes dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui caractérise ces premières tendances socialistes est l'adoption d'une position de classe étrangère au prolétariat. En effet, les propositions théoriques des socialistes utopiques reflètent leur propre situation

de classe. Ils ne font pas partie du prolétariat (étant artisans, petits-bourgeois, etc.), mais ils entrent tout de même matériellement en confrontation, à des degrés divers, avec les nouveaux rapports de production capitalistes. Les socialistes utopiques formulent et proposent des projets idéaux (coopératives, mutualisme, multiplication de la petite propriété, retour anhistorique à un féodalisme bâtard, etc.) promettant une amélioration de leurs propres conditions matérielles d'existence, mais constituant un cul-de-sac politique pour le prolétariat dont ils nient le rôle central. Le socialisme utopique partage avec un grand nombre de mouvements (politiques, philosophiques, économiques, etc.) et de théories bourgeoises à la mode un grave problème :



Marx et Engels dans l'imprimerie de la *Gazette Rhénane* à Cologne. (Tableau de E. Shapiro)

l'idéalisme. En effet, toutes ces théories refusent, chacune à leur manière, d'appréhender la réalité matérielle et sa transformation. L'idéalisme des courants socialistes utopiques se résume à inventer des mondes imaginaires, coupés de l'expérience et des classes sociales. Le développement des catégories scientifiques du matérialisme historique (mode de production, classes sociales, plus-value, rapports de production, force de travail, infrastructure, superstructure, etc.) est le produit de cette lutte contre l'idéalisme gangrenant le mouvement socialiste de l'époque. **Le centre de gravité de ce processus est de comprendre comment réaliser l'acte de transformation de la réalité matérielle.** C'est dans cette optique que sont produites les grandes analyses politiques et économiques des années subséquentes.

Il est frappant de constater à quel point les notions de passage à l'acte, d'action réelle et de pratique révolutionnaire sont au cœur des travaux de Marx et Engels dans les années 1840. Dans leur lutte contre les conceptions petites-bourgeoises du socialisme utopique, Marx et Engels défendent que le communisme n'est pas une création abstraite, sur papier, mais repose bien au contraire sur le dévelop-

pement historique de la société et de ses contradictions matérielles : « *Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel.* » (*L'idéologie allemande*) C'est dans les conditions existantes que se trouvent les prémisses de la révolution et ses objectifs. Ce faisant, Marx et Engels n'en restent pas à un simple postulat contemplatif et déphasé de l'existence réelle des classes, de leurs luttes et de leur action. Hostiles à tout mécanisme et à tout spontanéisme, ils se prononcent sur la nécessité et sur l'importance de l'action des communistes : « *En réalité, pour le matérialiste pratique, c'est-à-dire pour le communiste, il s'agit de révolutionner le monde existant, d'attaquer et de transformer l'état de choses qu'il a trouvé.* »

**C'est en luttant pour développer, conquérir et dominer par l'action subjective le mouvement objectif du développement social qu'on parvient à révolutionner le monde existant.** Les révolutionnaires doivent comprendre et maîtriser les moyens d'action permettant d'agir au sein de ce mouvement réel plutôt que d'en rester éloignés et spectatrices ou spectateurs.

Critiquant les limites du matérialisme métaphysique pré-marxiste, Marx et Engels situent les sujets politiques (les classes sociales) dans le monde objectif et démontrent que la bourgeoisie et le prolétariat sont en fait des composantes interdépendantes de la même réalité matérielle. « *Le principal défaut, jusqu'ici, du matérialisme de tous les philosophes – y compris celui de Feuerbach est que l'objet, la réalité, le monde sensible n'y sont saisis que sous la forme d'objet ou d'intuition, mais non en tant qu'activité humaine concrète, en tant que pratique, de façon non subjective.* » (*Thèse #1 sur Feuerbach*) Selon les matérialistes mécaniques, la réalité objective est un objet fixe et immuable. Au contraire, selon Marx et Engels, elle est constamment en mouvement et se transforme

sous les flux et les reflux de la lutte des classes. **Les métaphysiciens, quant à eux, ne conçoivent pas qu'il est possible de modifier cette réalité objective.** Aussi, ils nient l'importance stratégique de l'action humaine dans le mouvement réel, c'est-à-dire **l'importance d'un parti communiste et de son action révolutionnaire pour diriger le processus de transformation sociale.**

Développant une théorie de la connaissance, le marxisme naissant postule que c'est la pratique qui constitue le critère de la vérité. « *La question de savoir s'il y a lieu de reconnaître à la pensée humaine une vérité objective n'est pas une question théorique, mais une question pratique. C'est dans la pratique qu'il faut que l'homme prouve la vérité, c'est-à-dire la réalité, et la puissance de sa pensée, dans ce monde et pour notre temps.* » (Thèse #2 sur Feuerbach) Il est anti-matérialiste de percevoir la connaissance de la réalité en dehors de l'acte de transformation. C'est par la maîtrise scientifique de l'action révolutionnaire déployée pour transformer la société

qu'on valide les analyses de la réalité. C'est en cela qu'on peut dire que le marxisme est une science de la révolution. « *Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer.* » (Thèse #11 sur Feuerbach)

Si l'important est de transformer le monde et non seulement de l'interpréter, encore faut-il rompre avec une autre forme d'idéalisme. **On ne transforme pas la réalité avec des idées, des spéculations intellectuelles et des projets imaginaires : on la transforme avec l'action communiste réelle.** Afin de déterminer comment mener cette action, Marx et Engels développent leur compréhension des éléments constitutifs de la lutte des classes : le prolétariat comme sujet révolutionnaire, l'importance de saisir le pouvoir pour transformer la société, les objectifs politiques du mouvement ouvrier, etc. « *Pour abolir l'idée de la propriété privée, le communisme pensé suffit entièrement. Pour abolir la propriété privée réelle, il faut une action communiste réelle.* » (Manuscrits de 1844)

matérielle du prolétariat et leur impact sur sa conscience de classe, le localisme artisanal et l'esprit de cercle des social-démocrates russes). Surtout, elles tiennent compte de ces éléments d'analyse pour définir la manière d'agir en tant que parti révolutionnaire. C'est parce qu'elles reposent sur une *méthode scientifique* qu'elles sont justes. La lutte contre les économistes découle d'une *appréciation politique et scientifique* de la façon d'intervenir dans la lutte des masses afin de progresser vers la prise du pouvoir. De la même façon, l'évaluation scientifique de l'ensemble des caractéristiques et des limitations du mouvement révolutionnaire russe conduit au lancement d'un journal politique bolchévique pour toute la Russie. S'en dégagent les notions d'organisateur collectif et de direction idéologique, notions dont nous nous servons encore aujourd'hui. Une telle maîtrise consciente de l'action révolutionnaire implique de nommer les *formes embryonnaires* de travail politique, de se doter d'un langage commun : *tactique, agitation, propagande, tract, meeting, cercle, antenne*, ou encore, *parti, front uni, soviets, armée rouge, prise du pouvoir, dictature du prolétariat*. Ces mots réfèrent à des **réalités objectives** que les communistes doivent comprendre pour réussir à maîtriser scientifiquement et totaliser l'expérience indirecte du prolétariat international.

## ◆ Les formes objectives d'action révolutionnaire regroupent l'ensemble des formes de lutte produites par l'histoire

### Faire la révolution est un processus conscient et scientifique

La révolution est une lutte entre la préparation et le hasard, entre le contrôle et le chaos. La révolution prolétarienne est la révolution la plus consciente d'elle-même, celle qui doit laisser le moins de place à l'aléatoire. En tant que maoïstes visant à déployer une action communiste réelle, nous accordons une grande importance aux notions de **maîtrise, de conscience, d'acquisition de capacités, de reproductibilité, d'accumulation d'expérience et de progression scientifiquement contrôlée.**

Le marxisme est avant tout *une science de la révolution* : il vise à accumuler des connaissances sur les lois objectives du développement des révolutions et donc à développer une juste compréhension de la *manière* dont l'action révolutionnaire doit être menée. En ce sens, les communistes cherchent à maîtriser leur *propre expérience* en acquérant la capacité à évaluer politiquement et scientifiquement de quelle manière intervenir dans la classe ouvrière, disposer leurs forces, se développer et construire un parti révolutionnaire d'avant-garde apte à formuler une stratégie, à élaborer des tactiques et à les mettre en œuvre. **Le marxisme, en tant que science de la révolution, vise à maîtriser l'acte de transformation matérielle de la société.**

**L'action révolutionnaire est l'élément central de l'expérience révolutionnaire**

**qu'un parti communiste tend à scientifiquement maîtriser.** Trop souvent, le caractère scientifique du marxisme est réduit à une simple et banale analyse de la réalité objective. Par exemple, les phénomènes sociaux sont quantifiés et qualifiés, et ce, comme s'il était possible d'y parvenir tout en étant coupées de la pratique sociale. Une rupture entre la théorie et la pratique s'opère lorsque le marxisme est confiné dans une approche purement contemplative et intellectuelle. Pourtant, l'ensemble des analyses de la réalité matérielle doivent servir à comprendre *les objectifs concrets* d'une révolution, à se repérer, à faire des choix, à déterminer comment agir pour transformer la société, à progresser consciemment et à parvenir à la guerre populaire. Tout l'arsenal pratique et toute la richesse théorique du maoïsme disparaissent dès qu'ils sont séparés de l'action révolutionnaire. Il ne s'agit pas de réduire l'importance de l'économie politique ou des grandes analyses, mais de les situer *correctement* dans leur rapport à la *pratique révolutionnaire*.

Dans l'ouvrage *Que faire ?* de Lénine et dans la progression politique vers le deuxième congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) se trouve quelque chose d'éminemment *révolutionnaire*, quelque chose de *maîtrisé scientifiquement*. Les thèses avancées dans ce livre ne sont pas simplement des analyses de la situation politique (l'histoire des grèves en Russie, la notion historique de fusion du socialisme scientifique et du mouvement ouvrier, les conditions d'existence

### Distinguer les formes objectives d'action révolutionnaire

Dans différents milieux, à différentes époques et dans différentes situations, certaines *formes de lutte* apparaissent et disparaissent, se répètent, se modifient, passent de secondaires à principales, atteignent des niveaux historiques jamais vus, se complètent les unes les autres et *enclenchent des tentatives de montée vers le pouvoir*. **Elles sont mises au monde par le développement objectif de la lutte du prolétariat pour son émancipation.** Elles sont constituantes de son expérience, de ses acquis et de son patrimoine. Elles représentent, un peu comme les développements techniques dans la production et dans le procès de travail de la société, des outils potentiels, maîtrisables et dont l'usage est reproductible. Elles composent aujourd'hui l'ensemble objectif de la pratique révolutionnaire historique du prolétariat international. Pensons aux premiers sabotages, aux grèves, aux négociations et à l'ensemble des combats menés par la classe ouvrière naissante. Pensons à la transformation des grèves économiques en grèves politiques, aux premières manifestations, aux barricades et aux combats de rue. Pensons aux premières formes de regroupements de partisans, aux vols de banques, au terrorisme politique et à la destruction d'infrastructures importantes pour la bourgeoisie. Pensons aux occupations, aux séquestrations



et à la reprise en main de forces productives abandonnées par la bourgeoisie. Pensons aux graffitis, aux journaux, aux tracts illégaux, à l'agitation publique, à l'appel à la grève et à l'agitation en manifestation. Pensons à la création de faux passeports, au réseautage clandestin et à la détection de mouchards. Pensons aux premières formes de guerre civile, à l'art de l'insurrection, à la guerre de mouvement, à la guerre de guérilla et à la guerre de position. Et plus encore !

Ces formes se développent à partir de *toutes les grandes expériences* de notre mouvement, qu'il s'agisse des premières escarmouches du mouvement ouvrier, du mouvement associatif et des trade-unions, des révolutions européennes de 1948 à 1950, des barricades au XIX<sup>e</sup> siècle, de la Commune de Paris, des grèves économiques et politiques en Europe, de la Révolution de 1905 en Russie, de l'insurrection d'Octobre 1917, de la guerre civile en Russie, des insurrections urbaines en Allemagne, en Hongrie et en Italie, ou encore, de la construction du socialisme en URSS, du travail du Komintern, de la naissance d'un véritable essaim de partis communistes sur la Terre entière, de la lutte contre le fascisme, de la guerre populaire en Chine, des fronts unis en Amérique et en Europe, des guerres de libération nationale, de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, des combats anti-révissionnistes et de la pratique combattante des organisations communistes dans les pays impérialistes. Et plus encore ! Toutes ces expériences témoignent de l'audace et du génie contenus dans **les nouvelles propositions** émergeant de la lutte des masses. Ces propositions sont **systématisées et dirigées** par *les plus grandes avant-gardes* de notre classe.

## ◆ Les quatre formes objectives d'action révolutionnaire

### 1 La propagande classique

La propagande est la forme objective d'action révolutionnaire regroupant l'ensemble des moyens qui propagent, synthétisent et exposent intelligiblement des idées et des perspectives. Elle provoque l'adhésion à une ligne politique, c'est-à-dire à une conception révolutionnaire du monde. Elle fait des révélations politiques aux masses sur le capitalisme et sur la révolution. La propagande permet à un parti de s'unir, de formuler un programme et de développer sa direction politique et idéologique. Elle permet, entre autres, de prendre en charge la direction des idées, de ce que l'on pense, des points de vue adoptés, des analyses défendues, du langage accepté et du regard porté sur notre propre action. Elle aide à la métabolisation des problèmes vivants et complexes de la lutte des classes, de la construction du parti, de la guerre populaire et de la prise du pouvoir. **Elle génère l'action révolutionnaire, pérennise les acquis politiques, produit l'adhésion et crée le milieu politique per-**

Parmi toutes ces formes de lutte, certaines se **distinguent grandement les unes des autres** alors que d'autres sont **suffisamment semblables** pour qu'il soit possible de les mettre dans **une seule et même catégorie**. Aujourd'hui, afin de se repérer dans ce vaste ensemble, il est nécessaire de bien comprendre la conception matérialiste des *catégories fondamentales*. Pour les matérialistes, les catégories ne sont pas un produit de l'esprit : elles existent *objectivement* peu importe la façon dont elles sont appréciées *subjectivement*. Aussi, certaines sont plus englobantes que d'autres. Par exemple, Lénine caractérise l'histoire de toute la philosophie comme étant une lutte entre le *matérialisme* et l'*idéisme*, les deux catégories les plus *hautes* et les plus *totalisantes* de ce domaine. L'ensemble des formes de lutte contenues dans l'expérience révolutionnaire accumulée jusqu'à maintenant se rapportent à l'une ou l'autre des catégories que nous désignons comme des **formes objectives d'action révolutionnaire**. Bien entendu, celles-ci se manifestent différemment selon le contexte (par exemple, la propagande des communistes en Chine n'est pas la même que celle des communistes en Russie, l'ARM de la 3<sup>e</sup> Internationale est différente de celle des bolcheviks, la GPP au Pérou est différente de celle en Inde). Elles abritent un bon nombre de sous-moyens et de sous-actions. Reliées entre elles, elles ont des objectifs communs (unir le prolétariat, prendre le pouvoir politique, transformer la réalité), mais prises séparément, elles ne partagent pas les mêmes objectifs stratégiques spécifiques.



**mettant l'action unifiée. On retrouve, objectives par les différentes expériences historiques de propagande classique, les notions d'organisateur collectif, d'organe central, de révélation politique, de démarcation, de cohésion idéologique, d'unification des forces subjectives de la révolution, de direction idéologique, de lutte théorique, d'appels généraux, de dialogue dans la lutte des classes, de transmission aux masses, d'initiative politico-idéologique et de métabolisation des questions de la lutte des classes.** En bref, la propagande est le ciment

politique de l'activité révolutionnaire. Elle prend différentes formes, vise à produire différents effets et reçoit différents qualificatifs au fil de l'histoire du mouvement communiste. On peut compter parmi les formes historiques qui relèvent de la propagande dite **classique** *le journal, le programme, la polémique, le tract, le livre, le discours, l'exposé, le dessin, l'affiche, le cinéma, la chanson, etc.* C'est selon l'époque dans laquelle se trouve le processus révolutionnaire qu'on détermine la manière spécifique de propager les mots d'ordre et les analyses du parti dans les masses.

Comme c'est le cas pour bon nombre d'organisations, la propagande est le premier *centre de gravité de la lutte* autour duquel s'est construit et continue de se construire notre parti. La capacité de la propagande à générer les autres formes objectives d'action révolutionnaire doit atteindre son point culminant avec la réalisation dans la pratique de l'initiative *idéologico-politique* du parti, laquelle sert à préparer et à soutenir la *proposition de montée vers le pouvoir* que l'avant-garde soumet au peuple avec le déclenchement de la guerre populaire. Cette initiative doit susciter une discussion permanente et rigoureuse entre l'avant-garde et le prolétariat sur les formes et les caractéristiques du nouveau pouvoir populaire en émergence. Ce grand dialogue doit viser à gagner progressivement de nouvelles couches du prolétariat pour soutenir la progression générale de la révolution.

### 2 L'action révolutionnaire parmi les masses

L'action révolutionnaire parmi les masses est la forme objective d'action révolutionnaire regroupant l'ensemble des moyens employés par les organisateurs et les organisatrices maoïstes agissant au sein des masses pour les entraîner à l'action. Elle vise à développer des liens révolutionnaires vivants et durables entre l'avant-garde et le prolétariat, à élever les capacités et la conscience de classe de ce dernier et à le faire participer activement à la lutte révolutionnaire. Cette présence agissante n'est pas qu'une simple *présence reflet* : c'est l'intervention consciente du parti dans le mouvement réel, intervention qui, à travers un discours et des actes bien démarqués, entraîne le prolétariat à participer massivement au processus révolutionnaire et à entrer en confrontation avec la bourgeoisie et son État. L'action révolutionnaire parmi les masses est l'intervention des communistes qui fait exister le parti quotidiennement dans la lutte des classes et qui transforme les luttes revendicatives en *lutte politique pour le pouvoir* prolétarien. En somme, l'action révolutionnaire *parmi* les masses vise à produire l'action révolutionnaire *des masses*. Nous rangeons donc dans cette catégorie l'ensemble des formes de lutte et des moyens de combat utilisés par le prolétariat

international pour résister au capitalisme, qu'il s'agisse des grèves, du sabotage, des barricades, des manifestations, des occupations, etc. Ici, la tâche des révolutionnaires est de systématiser les nouvelles formes de lutte des masses, tout comme d'utiliser le patrimoine de formes de lutte déjà accumulées. C'est l'action révolutionnaire *des* masses qui est la source inépuisable de nouvelles formes de lutte et de nouveaux moyens de combattre.

Un parti ayant une pratique d'action révolutionnaire parmi les masses n'est pas un groupe isolé et inexistant dans la réalité politique concrète de la lutte des classes. Il est actif, omniprésent et au cœur de l'action des masses. En développant sa participation aux luttes et sa capacité à diriger les masses, il fait fusionner son expérience directe avec l'expérience directe du prolétariat dans la lutte pour le pouvoir politique, les rendant organiques et inséparables. Une organisation assumant l'ARM est une organisation qui assume son rôle d'avant-garde en introduisant en permanence dans les combats spontanés des travailleurs et des travailleuses une conception révolutionnaire du monde.

**On retrouve, objectivées par les différentes expériences historiques d'ARM, les notions de liaison avec les masses, d'agitation, d'entraînement à l'action, de participation des masses, de travail du parti dans les masses, de secteurs d'intervention, de tactiques, de méthodes de travail, de liaisons permanentes, d'actions à l'intérieur du mouvement, d'actions à l'extérieur du mouvement, d'actions ponctuelles, de noyaux communistes, d'établissement en milieu ouvrier, d'actions révolutionnaires des masses, de systématisation des moyens de combats développés par les masses, de manifestations physiques du pouvoir des masses, d'affrontement de l'ennemi, de provocation de l'adhésion par l'action et de révélation politique par l'action.**

L'histoire du mouvement communiste recèle de multiples façons de mener l'ARM, qu'il faut étudier et dont il faut tirer des enseignements. L'histoire nous apprend aussi qu'il n'existe pas de parti communiste qui n'ait pas une pratique généralisée d'action révolutionnaire parmi les masses.

◆ ***L'action révolutionnaire parmi les masses pour opérer la fusion du socialisme scientifique et du mouvement ouvrier dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle***

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les partisans du socialisme scientifique et les partis ouvriers naissants mènent une lutte implacable pour rompre avec le parallélisme qui les place à l'extérieur du mouvement ouvrier. Ils et elles luttent pour la fusion du socialisme scientifique et du mouvement ouvrier. Ils et elles mènent un travail

systématique et résolu pour aller à la rencontre de la classe ouvrière et pour l'organiser. En participant activement aux mouvements des ouvrières et ouvriers et en y introduisant des perspectives encore extérieures à ses objectifs immédiats, ils et elles font une des premières expériences majeures d'action révolutionnaire parmi les masses. Le mouvement ouvrier commence alors à maîtriser la question du pouvoir politique et de l'organisation en parti.

◆ ***La lutte contre l'économisme ainsi que les méthodes multiformes d'agitation et d'entraînement à l'action des bolcheviks***

Les bolcheviks sont exemplaires dans leur capacité à entraîner les masses à l'action. Les méthodes multiformes d'agitation utilisées par le POSDR lui permettent de se lier avec les masses de diverses manières. On peut penser aux tracts illégaux, à l'agitation publique, à l'action politique spectaculaire en usine, aux actions ponctuelles dans la vie quotidienne des masses, à la direction pratique de manifestations massives et combatives, à la création de groupes de combat, à la prise en charge d'une multitude de grèves politiques, etc. Les bolcheviks sont de tous les combats et s'inscrivent organiquement dans la lutte du peuple contre le tsarisme.

La lutte contre l'économisme et l'opportunisme constitue l'une de leurs premières grandes écoles pour maîtriser les objectifs de leur action au sein des masses. Ils et elles parviennent à établir la liaison adéquate entre la lutte politique, le mouvement revendicatif spontané, l'intervention de l'avant-garde et l'entraînement à l'action. Ils et elles développent les notions de révélation politique sur la conquête du pouvoir politique et d'entraînement des masses à l'action révolutionnaire. À l'époque de la Russie tsariste, il n'est pas possible d'agiter et d'entraîner les masses à l'action révolutionnaire sans *assumer les confrontations et les contrecoups qui s'en suivent, sans payer de sa personne*. Les bolcheviks n'ont d'autres choix que d'être conséquents, car les masses répondent activement à leurs appels (par exemple, résister au tsarisme et aux Cent-Noirs).

◆ ***Les noyaux communistes dans les syndicats de la 3<sup>e</sup> Internationale***

Devant les défis posés par le développement la révolution mondiale, la 3<sup>e</sup> Internationale communiste élabore des thèses sur comment se lier aux masses dans la conjoncture mondiale suivant la révolution de 1917. Les conditions prévalant au début des années 1920 sont celles de la reprise en main et de la consolidation du capitalisme partout dans le monde. Le contexte des démocraties bourgeoises naissantes n'est alors plus le même que celui de la Russie autocratique où l'acti-

tivité révolutionnaire des masses a connu des périodes fécondes. Les partis de la 3<sup>e</sup> Internationale adoptent une tactique spécifique d'ARM en consacrant une grande part de l'activité révolutionnaire à la création de noyaux communistes dans les organisations réelles et en particulier dans les syndicats existants. Cette méthode de travail est jugée nécessaire en raison des nouveaux centres de gravité de la lutte et de la nouvelle situation concrète. L'action s'inscrit dans la durée et à l'intérieur du mouvement ouvrier. Les révolutionnaires cherchent à se préserver plutôt qu'à entraîner immédiatement à l'action, et ce, afin de donner des assises solides et des ancrages partout dans la classe aux partis communistes naissants. Bref, on mise sur la construction d'une liaison permanente.

◆ ***Le travail du parti dans les masses pour construire le nouveau pouvoir durant la guerre populaire en Chine***

La guerre populaire prolongée en Chine fait émerger une pratique bien précise d'ARM visant à *développer le nouveau pouvoir au sein des masses*. Cette pratique, caractérisée par l'idée de *servir le peuple*, est cruciale dans un contexte où il est particulièrement important de se *démarquer politiquement* étant donné que la lutte armée est aussi utilisée par des organisations réactionnaires (les seigneurs de guerre et le Kuomintang). Surtout, cette pratique est nécessaire au Parti communiste chinois (PCC) pour ravitailler et préserver les forces armées. Par ailleurs, la révolution chinoise implique la construction du nouveau pouvoir qui exige un travail minutieux et permanent de liaison avec les masses pour les amener à le reconnaître, à y participer et à mener le processus de transformation sociale.

Cette pratique historique d'ARM, dans le cadre de la guerre populaire en Chine, est généralement qualifiée de *travail du parti dans les masses*. Celui-ci prend des formes variées. Il permet aux militantes du parti de comprendre la vie quotidienne des masses, d'y intervenir correctement, d'entrer en contact avec la population, d'apprendre à solutionner politiquement les problèmes vivants de la société, de cartographier un territoire, d'enquêter sur un milieu pour en comprendre les dynamiques, d'entreprendre des actions politiques offensives, d'unir les masses autour du parti et d'isoler ses ennemis. Parmi les moyens utilisés, on compte les éclaireuses, les agitateurs et agitatrices publiques, les représentantes, etc. L'ARM pendant la guerre populaire permet au PCC de lancer massivement la paysannerie dans l'action révolutionnaire, de développer la production et l'économie politique de la guerre populaire, de recruter durablement des forces pour l'armée rouge ainsi que de préserver les forces combattantes.



◆ **Les formes d'ARM nouvelles et originales permettant de rompre en pratique avec le révisionnisme à partir des années 1960 en Europe**

Dans les années 1960 en Europe, les nouvelles organisations communistes qui émergent sont placées devant la nécessité de reconstruire le camp de la révolution. C'est alors qu'un nouveau type d'ARM se développe. La forte concurrence des organisations révisionnistes, la confusion que leur propagande génère et leur trahison historique obligent les révolutionnaires à redonner confiance au prolétariat et à rompre en pratique avec le révisionnisme. En effet, de grands et forts partis communistes abandonnent dans les faits la voie révolutionnaire tout en continuant de se dire révolutionnaires. Se démarquer du révisionnisme en paroles ne suffit donc pas : il faut le démontrer dans la pratique. Dans les pays impérialistes, le travail en usine est éprouvant, la classe ouvrière est devenue massive et les luttes sont retentissantes. Plus que jamais, l'ARM doit chercher à bâtir une direction politique accueillie et reconnue par les masses. Pour y parvenir, il faut nécessairement agir en conséquence.

La pratique révolutionnaire prend alors des formes inédites, solides politiquement et offensives. Les militantes réactualisent l'expérience des bolcheviks en payant de leur personne. Les grèves sauvages, les commandos contre les contremaîtres, les coups d'éclat dans les usines, les manifestations disciplinées et combattantes, les auto-réductions, les occupations d'usine, les séquestrations de patrons, les actions avec les masses pour soutenir les grèves ou encore les occupations prolongées de zones urbaines après des manifestations constituent autant d'exemples de ces nouvelles pratiques. Ces formes de lutte sont soutenues par un travail de liaison vivant et permanent avec la classe ouvrière. Est mise en œuvre la tactique d'établissement en usines et d'enquête ouvrière, laquelle constitue alors une nouvelle version de la tactique des noyaux communistes.

◆ **L'ARM pour gagner la participation massive du peuple dans la guerre populaire au Vietnam**

L'impressionnante ARM déployée pendant la guerre populaire au Vietnam permet d'organiser un pan important du peuple. L'ampleur des capacités gagnées par le camp révolutionnaire est illustrée par de nombreux exemples. Pensons à la défense héroïque de Hanoï au début de la guerre contre l'impérialisme français, aux batailles victorieuses comme celle de Diên Biên Phu – laquelle est rendue possible grâce au travail acharné des masses pour préparer et dominer l'affrontement –, à l'ingénieuse construction de la route Ho Chi Minh, ou encore, à la participation massive du peuple dans la lutte de longue

durée contre l'impérialisme américain. Les communistes vietnamiennes mettent en place des outils et des formes organisationnelles (le front uni, les milices populaires, les groupes d'auto-défense) pour faire basculer massivement le peuple dans la guerre populaire.

◆ **L'ARM du Parti communiste du Pérou (PCP) et la notion d'organisateur et d'organisatrices maoïstes et de militantes polyvalentes**

Le PCP développe un impressionnant dispositif d'organisateur et d'organisatrices maoïstes au sein des masses. Il les forme comme des militantes polyvalentes, c'est-à-dire des militantes qui assurent une présence agissante permanente au sein du peuple péruvien tout en s'inscrivant dans le processus de construction concentrique du parti. Il cible des dirigeantes spontanées et les rallie au maoïsme pour mieux faire basculer des sections importantes du peuple dans le camp de la révolution. Les organisateurs et organisatrices maoïstes péruviennes démontrent une capacité supérieure à créer des points de contact et à entraîner durablement les masses à l'action révolutionnaire, tout en relevant les défis de la défense territoriale et de la lutte armée. Cette pratique d'ARM permet au nouveau pouvoir de se développer à mesure que la guerre populaire progresse.

### 3 La propagande armée

La propagande armée est la forme objective d'action révolutionnaire qui regroupe l'ensemble des moyens armés employés avant la guerre populaire et contribuant à sa préparation politique. Elle est dirigée contre des biens, des instances, des appareils organisés, des moyens et des dispositifs de la bourgeoisie pour occasionner leur destruction partielle ou totale. Surtout, elle sert de support ou de véhicule au discours révolutionnaire dans la lutte des classes. Elle élargit la portée de la propagande révolutionnaire en s'adressant, avec une ampleur inatteignable autrement, à l'ensemble de la société, à la nation entière. Son message est compréhensible pour toutes les couches du peuple. Elle éduque toutes les classes quant aux contradictions et aux enjeux politiques dans la société. La propagande armée stimule la conscience de classe des prolétaires. Elle valide matériellement la possibilité pour le peuple de remporter des victoires. Elle a comme objectif de libérer l'expression et l'activité politiques des communistes. La propagande armée a principalement une fonction politique dans la lutte des classes. Le contenu de ce qu'elle propage est plus important que le moyen dont elle se sert. Elle est la forme supérieure et nécessaire de la propagande. Elle a le potentiel de parler aux masses mieux qu'un million de tracts. Elle révèle au

grand jour où campent toutes les forces politiques. Elle donne confiance au prolétariat en même temps de redonner de la mobilité aux forces révolutionnaires dans des conjonctures où tout est figé.

On retrouve diverses expériences de propagande armée dans les pays impérialistes (Brigades rouges, Cellules communistes combattantes, Front de libération du Québec, Parti communiste espagnol [reconstitué], Fraction armée rouge, etc.) de même que dans les pays dominés (les actions servant à préparer politiquement la guerre de résistance au Vietnam, la pratique des Tupamaros en Uruguay, etc.). La propagande armée inclut également de multiples expériences embryonnaires et spontanées au sein des masses, expériences consistant à attaquer des représentations politiques de l'ennemi de classe à l'aide de moyens armés.

Aujourd'hui, dans un pays comme le Canada, dénoncer la démocratie bourgeoise doit être le but principal des actions de propagande armée. La révéler politiquement au moyen de la propagande classique est devenu insuffisant alors qu'à l'époque de l'autocratie – où les droits démocratiques étaient inexistantes et où régnait la répression ouverte –, la forme journalistique pouvait suffire. Les démocraties bourgeoises de notre époque sont désormais expérimentées et éprouvées. Même si les révélations journalistiques sont encore nécessaires, elles ne peuvent plus, à elles seules, préparer politiquement le terrain de la guerre populaire et amener la lutte des classes à devenir une lutte pour renverser l'État bourgeois. Les moyens employés doivent avoir la puissance nécessaire pour forcer toute la population à se prononcer en faveur ou en défaveur de la prise du pouvoir et de la socialisation des moyens de production.

### 4 La guerre populaire prolongée

La guerre populaire prolongée est la forme objective d'action révolutionnaire regroupant l'ensemble des guerres du peuple dirigées par le prolétariat et son parti pour vaincre et anéantir la bourgeoisie. Elle fait la synthèse politique de toutes les autres formes d'action révolutionnaire et de toutes les initiatives d'une classe sociale et de son avant-garde. La lutte armée en est la forme d'action principale. Chaque classe fait la guerre à sa façon et donc, le prolétariat a une façon de la faire qui lui est propre. La guerre populaire est une guerre menée politiquement devant permettre d'armer le prolétariat et ses alliés, de construire le nouveau pouvoir et simultanément de désarmer et de détruire l'État bourgeois réactionnaire. Il est à noter que le déclenchement de la guerre populaire est une initiative politico-militaire amorçant une montée vers le pouvoir. C'est une déclaration consciente qui marque la première grande victoire stratégique contre le spontanéisme et l'aléatoire.

## ◆ L'action communiste réelle d'aujourd'hui : la prise en charge des quatre formes objectives d'action révolutionnaire

Au XXI<sup>e</sup> siècle, les partis communistes doivent impérativement tenter de maîtriser les quatre formes objectives d'action révolutionnaire. Qu'une organisation ou qu'un parti les assume ou les nie, les prenne en charge ou les néglige, elles existent en tant que formes historiques objectivées par l'expérience du prolétariat international. *Assumées et prises en charge*, ce sont autant de possibilités et de capacités pour la révolution. *Niées et négligées*, ce sont autant de capacités d'initiative et de résistance laissées à la bourgeoisie et à ses alliés politiques. Une grande partie du succès de la construction et de la progression stratégique d'un parti révolutionnaire au XXI<sup>e</sup> siècle réside dans la capacité à proposer pour chacune de ces formes des objectifs adéquats, fondés matériellement et politiquement, ni trop téméraires ou irraisonnés, ni trop faibles ou conciliants.

**Avoir une compréhension juste des formes objectives et historiques est tout spécialement important pour les communistes des pays impérialistes, car la force historique du révisionnisme et de la démocratie bourgeoise nous a rendus aveugles devant l'expérience révolutionnaire que notre mouvement a accumulée.** Il existe, même en milieux urbains, un grand nombre d'expériences d'action révolutionnaire parmi les masses combattives et de haut niveau. Elles sont pourtant outrageusement rejetées du revers de la main et décriées comme de l'aventurisme, de l'opportunisme de gauche et du volontarisme par des intellectuels petits-bourgeois. En réalité, ceux-ci ne cherchent qu'à cacher leur propre opportunisme. Plus particulièrement, ici, les opportunistes canadiens font des bilans sclérosés de l'expérience communiste. Leur incapacité à différencier l'action révolutionnaire parmi les masses du travail réformiste et à différencier la propagande armée de la guerre populaire en témoigne. Il en va de même pour les partisans du RCP-USA, qui, à l'époque, refusent d'envisager toutes formes d'action sortant du cadre restreint de la lutte idéologique et enferment le progrès révolutionnaire dans un étapisme métaphysique.

Les révolutionnaires doivent tirer des leçons de la pratique combattante et de la guerre de partisans chez les bolcheviks en Russie, de la guérilla urbaine des partis communistes européens durant la Seconde Guerre mondiale, de la liaison originale avec les masses et des actions offensives de l'organisation Gauche prolétarienne en France, des actions armées menées par les Brigades rouges en Italie, de la lutte armée multiforme des communistes chinois, de la propagande armée des

felquistes au Québec, ou encore de la militarisation du Parti communiste du Pérou. Il est important de bien comprendre ce qui distingue ces expériences de même que ce qui les relie. Surtout, il importe de mettre en pratique, dans le contexte qui est le nôtre, leurs enseignements. En contrepartie, concevoir ces expériences historiques comme un bloc homogène et nier leurs apports positifs, c'est refuser une grande partie de l'arsenal dont nous avons besoin pour unir notre classe, pour isoler et affaiblir la bourgeoisie ainsi que pour préparer politiquement la guerre populaire. C'est aussi refuser les différentes façons de mener la lutte armée pour désarmer et détruire l'État bourgeois. En somme, c'est se cantonner dans une conception passive et attentiste de la révolution.

Au lieu de chercher à saisir et à *prendre en charge* les formes objectives de la pratique révolutionnaire, les opportunistes en viennent même à se demander s'il est possible ou politiquement justifié d'utiliser des moyens d'action sortant du cadre bourgeois ! **Une telle position conduit inévitablement à rejeter indistinctement tout ce qui sort de la légalité bourgeoise, à ne maîtriser aucun moyens illégaux, à refuser tout ce qui dépasse nos capacités immédiates et à se cacher derrière un appui en paroles à la guerre populaire.** Il va sans dire qu'aucun parti communiste ne peut espérer prendre le pouvoir sans assumer l'action révolutionnaire parmi les masses et la propagande armée. De la même manière, le camp de la révolution ne peut progresser sans mettre en pratique une conception communiste de la propagande révolutionnaire.

### Les distinctions politiques importantes entre le PCR et les opportunistes canadiens

Les opportunistes canadiens entretiennent énormément de confusion sur les formes objectives d'action révolutionnaire. Entre autres, ils critiquent les expériences de propagande armée du mouvement communiste, en particulier celles ayant eu lieu dans les pays impérialistes depuis les années 1970. Ils les rejettent du revers de la main, car ils les considèrent à tort comme de vaines tentatives de déclencher des guerres populaires et non pas pour ce qu'elles ont réellement été. Il s'agit pourtant d'expériences de propagande armée, et ce, même si les organisations ayant mené ces actions ne les concevaient pas forcément ainsi. Le bilan erroné défendu par les opportunistes canadiens sert objectivement à renforcer les conceptions révisionnistes suivantes :

a) L'usage de moyens armés précédant la guerre populaire et servant à la préparer politiquement est écarté ;

b) La guerre irrégulière et la lutte armée multiforme au début de la guerre populaire sont effacées – ou du moins leur importance est grandement diminuée – au profit d'actions purement défensives ou d'actions de soutien à des luttes économiques, pouvant en réalité être rangées en grande partie dans l'ARM qui précède la guerre populaire ;

c) La défensive stratégique représente la quasi-totalité de la guerre populaire et se trouve confinée dans une période de temps interminable pendant laquelle la lutte armée est pratiquement inexistante (une version déguisée du cul-de-sac insurrectionnel) ;

d) Une série de préalables stratégiques irréalisables au déclenchement de la guerre populaire est inventée sous prétexte de ne pas répéter les erreurs du passé et au nom de l'*impossibilité* de déclencher la guerre populaire sans avoir le soutien de la majorité – ou du moins d'une fraction numériquement très importante – du peuple.

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère que l'usage de moyens armés, dans une forme politique et pratique bien définie, précède la guerre populaire et la prépare politiquement.

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère que la guerre populaire est une *guerre*, c'est-à-dire un *affrontement militaire* soutenu et non pas simplement une période de luttes plus intenses qu'à l'ordinaire.

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère que la lutte armée est centrale dans le développement de la défensive stratégique et que si cette étape doit se prolonger dans le temps, c'est essentiellement pour préparer l'équilibre stratégique, le passage progressif à la guerre régulière et le développement du Nouveau Pouvoir populaire.

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère que lors du déclenchement de la GPP au Canada, le parti n'aura pas encore le soutien de la majorité du peuple (ni même d'un pourcentage élevé de celui-ci), qu'aucun parti dans l'histoire n'a jamais eu un tel soutien des masses au moment du déclenchement de la GPP, et que cela est contraire au principe du *développement inégal de la révolution* et à la notion d'*initiative politico-militaire*.

Pour notre part, nous évaluons que le défaut principal des expériences de propagande armée des années 1970, c'est qu'elles étaient pensées, par les organisations révolutionnaires qui les ont instiguées, comme des points de *rupture historique subjective*. Au contraire, nous considérons la propagande armée comme étant simplement *une dimension objective de la pratique* existant parmi d'autres aspects de la lutte révolutionnaire. La plus grande critique à adresser aux organisations qui ont mené la propagande armée dans les pays impérialistes n'est pas d'avoir tenté ces actions, ce qui est tout à leur honneur, mais de s'être spécialisées à outrance dans une forme particulière de la pratique. Sans le vouloir nécessairement, elles ont restreint de plus en plus le spectre de leur pratique révolutionnaire à cette seule forme d'action au lieu de l'élargir à d'autres dimensions de la lutte.

Nous considérons que pour assumer durablement la propagande armée, il faut avoir la maturité politique suffisante pour *la faire résonner conséquemment et quotidiennement dans les masses* à l'aide d'autres formes d'action révolutionnaire. C'est *l'ensemble des formes* utilisées en *permanence* qui parvient à préparer politiquement la classe ouvrière et ses alliés en leur donnant de l'expérience et des forces et en produisant des révélations politiques. C'est ainsi qu'est générée l'adhésion au déclenchement d'une guerre ouverte avec l'État canadien et que sont posées les bases d'une tentative de montée de la classe ouvrière vers le pouvoir. De plus, nous considérons que si la guerre populaire et la propagande armée partagent l'aspect commun d'utiliser des moyens armés, il n'en demeure pas moins qu'elles sont bien différentes dans leurs objectifs. La guerre populaire est une forme d'action caractérisée par l'aspect *militaire*, devant permettre d'armer le peuple, de désarmer la bourgeoisie, de construire le Nouveau Pouvoir et de détruire l'État réactionnaire capitaliste. La propagande armée est un moyen marqué par l'aspect politique, ne comportant aucune dimension militaire et servant à propager la politique révolutionnaire à l'entière du peuple. Elle permet de préparer politiquement la guerre populaire en rendant limpide la réalité de la lutte des classes et en obligeant le positionnement. Elle met à l'ordre du jour la question de la révolution. Elle étend la portée des autres formes d'action révolutionnaire. Assumer politiquement la propagande armée exige d'avoir des perspectives claires et d'avoir commencé à résoudre les problèmes stratégiques et pratiques de la *liaison du parti avec les masses*.

L'objectif de l'ARM, dans notre conjoncture, est de créer des *liens révolutionnaires* avec les masses, des liens d'un *type nouveau* et non simplement copiés sur ceux que le mouvement spontané produit continuellement. Ces liens doivent permettre au parti d'être

ancré solidement dans le mouvement ouvrier et dans le prolétariat en général. C'est leur solidité qui permet à terme de mettre en action de larges sections des masses sous les mots d'ordre du parti. Ils font résonner les autres formes d'action du parti au sein des masses. Du déclenchement de la guerre populaire jusqu'à la prise du pouvoir, c'est la force de ces liens dans les *grands groupes du prolétariat* qui est garante du *basculement du peuple dans la guerre populaire*.

Les opportunistes canadiens défendent une position contraire qui est de construire des organisations *intermédiaires parallèles au mouvement de masse réel*, entrant en concurrence avec lui et rajoutant un obstacle de plus entre le parti et le peuple. Pour eux, notre conception des petits mouvements (les dispositifs du parti agissant dans les grands mouvements) est une conception bureaucratique. Selon eux, le fait de dire que le parti doit avoir un contrôle organisationnel sur les dispositifs qu'il met en place équivaut à rejeter la nécessité de développer une direction politique. C'est pourquoi ils défendent l'idée que les organisations mises sur pied par le parti doivent être formellement autonomes. Pourtant, la manière dont le parti se construit doit lui permettre de savoir (au sens d'en avoir la *certitude*) comment les organisations déployant son ARM réagiront lorsque seront assumées *des nouvelles formes d'action* (la propagande armée et la guerre populaire). Nous croyons, par exemple, que le Revolutionary Student Movement (RSM) fondé par les opportunistes fera tout en son pouvoir pour se distancier publiquement de ces nouvelles formes d'action. Ainsi, les opportunistes placent devant eux un préalable stratégique supplémentaire qui est de *convaincre le RSM* d'agir pour supporter ces nouvelles formes d'action, alors que la tâche urgente est de convaincre *les larges masses* de la nécessité de la révolution.

Pour atteindre cet objectif, le parti doit disposer judicieusement ses forces au sein des grands groupes du prolétariat et des divers mouvements réels, forces sur lesquelles il doit avoir un contrôle *centralisé et rapproché*. Au contraire, mettre en place une organisation sur laquelle on décide *soi-même* de ne pas avoir de direction centralisée, c'est choisir de ne pas tenir compte des obstacles réels et concrets qui guetteront les révolutionnaires dans les *prochaines années*. Ainsi, les opportunistes optent consciemment pour une avenue qui les met à l'abri des problèmes induits par une pratique révolutionnaire conséquente. Les organisations qu'ils construisent sont configurées pour servir de prétexte au rejet de nouvelles formes d'action. Considérant que les simples *manifestations combattives* que nous menons actuellement sont décriées par les opportunistes comme *aventuristes et contre-productives*, nous n'osons pas imaginer comment seront qualifiées des formes de combat plus percutantes !

Bien entendu, nous reconnaissons la nécessité de la direction politique et de *l'influence générale* des communistes sur les masses. Nous rejetons, par le fait même, les méthodes de direction bureaucratiques. Par contre, cette *persuasion* et cette influence générale doivent être celles du parti sur les larges masses et non sur *ses propres forces* ! Toutes les cellules et organisations, tous les comités et dispositifs que le parti met en place doivent être soumis au plus grand centralisme dans l'action. Évidemment, cette soumission doit être *consciente et volontaire*. Prétendre que notre parti est incapable d'exercer une direction politique revient à dire que nos militantes se soumettent à cette *discipline* sans être convaincus *politiquement* de son bien-fondé, ce qui, considérant l'ensemble des *dangers* que la révolution comporte, est un non-sens. De plus, il est absurde de penser que des communistes, dans un pays capitaliste avancé, au sein de démocraties bourgeoises éprouvées, peuvent parvenir à organiser, comme nous le faisons, des manifestations attaquant la bourgeoisie *sans être liées aux masses* et *sans exercer une véritable direction politique*.

Tenir des manifestations révolutionnaires et combattives, comme nous le faisons le 8 mars, le 1<sup>er</sup> mai et à bien d'autres occasions, est déjà *en soi* une façon d'exercer une direction politique sur les masses. Dans cette pratique particulière d'ARM, nous tentons de faire converger une partie des masses vers un événement politiquement marquant dans la lutte des classes. Un tel exercice requiert, au préalable, une *préparation au sein des masses*, une action *permanente* dans les quartiers populaires et dans les zones ouvrières. Une des plus grandes leçons actuelles du mouvement maoïste au Canada est **qu'il est possible de tenir ce type de manifestation partout au pays, dans tous ses grands centres économiques, tant et aussi longtemps que le travail politique préparatoire est accompli et qu'on accepte de payer de sa personne**.

La capacité à tenir des manifestations combattives est le résultat d'une liaison révolutionnaire permanente avec les masses. Pour justifier lâchement qu'ils ne se prêtent pas à ce type de manifestation, les opportunistes clament que la conjoncture politique au Québec est objectivement différente de celle prévalant dans le reste du Canada. À vrai dire, il n'existe pas une différence de période historique ou encore une différence dans les conditions objectives générales entre le Québec et le reste du pays. L'unique différence réside dans le travail révolutionnaire véritable et permanent de notre parti au sein des masses qui permet de réaliser ce type de manifestation ! En vérité, c'est dans la rue, dans l'affrontement, qu'on *valide* la direction politique sur les masses *acquise au fil du temps*. De plus, il est important de reconnaître que ces manifestations révolutionnaires sont une forme de



lutte qui donne à la *direction politique* du parti de la *crédibilité* auprès de la *classe ouvrière*. Par exemple, l'action menée contre le siège social de Bombardier à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai 2017 nous a permis de gagner une direction sur les travailleuses et travailleurs qui considéraient déjà les dirigeants de cette entreprise comme des ennemis du peuple et qui revendiquaient qu'on agisse contre eux. Que cette direction soit encore émergente, que nous en soyons encore à nos *premiers pas* dans ce type d'actions et que nous n'ayons pas encore la capacité de les faire connaître *partout et abondamment* ne signifie pas que les initiatives de ce genre ne sont pas à propos !

Ces manifestations combatives ne sont qu'un moyen parmi d'autres de concrétiser une *conception de l'ARM*, c'est-à-dire une manière de se lier activement avec les masses et de les entraîner à l'action. À présent, il faut développer *d'autres façons concrètes et systématiques* de mettre en action cette conception de l'ARM et plus particulièrement de la diriger vers la classe ouvrière. La prise en charge de l'ARM doit trouver une *solution pratique* au cours des prochains mois et des prochaines années. Cette prise en charge ininterrompue implique des tactiques différentes pour chaque étape de notre progression. L'étape actuelle de cette *progression contrôlée* qu'on appelle le Mouvement révolutionnaire ouvrier (MRO), est de *surmonter le premier niveau de difficulté* qui confine les révolutionnaires dans une présence encore essentiellement *extérieure* au mouvement ouvrier. Sortir de ce confinement doit permettre d'entamer une action au niveau *des industries et des syndicats*. Le moment où le parti parvient à avoir un fort ensemble de *noyaux communistes* à l'intérieur des *usines* marque la dernière étape de ce processus, car c'est le *niveau de liaison le plus difficile* à atteindre : il est complètement à l'*intérieur* du mouvement et de la réalité de la classe ouvrière. Cette étape coïncide avec le *déclenchement* de la guerre populaire, car le parti est parvenu à maîtriser les différentes dimensions de progression de l'action au sein du *mouvement ouvrier réel (de l'extérieur vers l'intérieur ; des zones ouvrières aux différentes industries, syndicats et usines)*.

Le déclenchement de la guerre populaire est une initiative politico-militaire permettant de *prendre l'initiative* dans la lutte des classes et de *préserver les acquis* (tels que les incontournables noyaux communistes) durement gagnés au cours de nombreuses années de lutte. C'est une leçon que l'histoire nous apprend durement : il est impossible d'accumuler et de conserver des forces révolutionnaires sans *les mettre en action, sans combattre et affronter l'ennemi* ! C'est, par exemple, cette conception qui est à l'origine de l'expérience de la *militarisation du parti* au Pérou. Toute autre perspective sur l'accumulation des forces

revient à liquider des forces révolutionnaires grandissantes en les confinant dans des formes de lutte *permises* par la démocratie bourgeoise et sa légalité.

Objectivement, toutes les forces révolutionnaires au Canada sont à l'étape de *sortir du confinement extérieur au mouvement ouvrier*. L'arrogance des opportunistes les empêche de le reconnaître ; c'est pourquoi ils se permettent de nous critiquer en disant que nous sommes isolées des masses (alors que dans les faits, ce sont eux qui sont complètement coupés de la classe ouvrière !). Certes, à ce jour, le PCR a réussi à rallier et à organiser des ouvrières et ouvriers, à déployer une propagande et une action révolutionnaire parmi la classe, mais la progression stratégique du MRO n'est



Un flic atteint par un cocktail Molotov dans une manifestation contre l'austérité en Grèce.

qu'au *début de son processus*, ce qui est parfaitement normal pour l'étape actuelle de préparation de la guerre populaire au Canada. Ce qui est anormal, c'est de faire comme les opportunistes canadiens et de n'entreprendre aucun travail vers la classe ouvrière, et ce, tout en s'imaginant qu'adopter une *perspective stratégique économiste* et que créer artificiellement des liens *syndicaux et réformistes* avec les ouvrières et ouvriers (liens qui existent déjà par milliers dans la société bourgeoise) permettra de court-circuiter cette nécessaire progression méthodique. Dans la pratique, à maintes reprises, il a été prouvé que ce type de liens est inutile dans notre conjoncture. L'ensemble des liaisons produites par le mouvement spontané sont, et seront toujours, incapables de répondre aux tâches stratégiques que requiert le déclenchement de la guerre populaire.

Le léninisme enseigne que le parti doit parvenir à développer l'ensemble des maillons – c'est-à-dire des formes concrètes de pratique

et d'organisation – de la chaîne reliant l'avant-garde au prolétariat. Dans la période historique actuelle, dans les pays impérialistes, c'est le *parti communiste* qui est le *maillon le plus faible de cette chaîne*. La démocratie bourgeoise a *rapatrié vers elle* une grande partie des forces politiques sur lesquelles, à une époque antérieure, les avant-gardes pouvaient compter, ce qui fait que le groupe de départ est aujourd'hui réduit en nombre, en capacités et en ressources. La démocratie bourgeoise a légalisé l'ensemble des anciens maillons historiques spontanés (syndicats, associations, etc.) organisant et reliant les prolétaires entre eux. Au contraire, la seule et unique forme que la démocratie bourgeoise ne peut *jamais tolérer* est la *forme parti* ! Vouloir recopier des

liens permis, dominants, réformistes et économicistes en leur collant les étiquettes « rouge » ou « révolutionnaire » revient, qu'on le veuille ou non, à renforcer le *mouvement historique spontané* qui affaiblit le parti. La dernière chose dont ce dernier a besoin, c'est d'un nouvel intermédiaire entre lui et les masses, renforçant, par le fait même, son état d'isolement déjà produit par la démocratie bourgeoise !

Les opportunistes ne considèrent ni la *période historique* ayant vu naître des syndicats révolutionnaires, ni la *base matérielle* qui les génèrent. Pour notre part, nous considérons que c'est la guerre populaire qui, le temps venu, oblige l'ensemble des organisations existantes à se positionner face à la montée vers le pouvoir de la classe ouvrière. C'est seulement dans ce contexte qu'il est possible de parler de syndicats révolutionnaires, c'est-à-dire de l'ensemble des syndicats qui appuient la montée vers le pouvoir. Penser que les syndicats peuvent, dans la période qui précède, constituer autre chose que des outils de



défense économique plus ou moins efficaces revient à leur attribuer des tâches qui sont *celles du parti* !

L'existence des syndicats révolutionnaires dans l'histoire a été le produit de la prise du pouvoir en Russie, prise du pouvoir qui a ouvert une nouvelle période historique et qui a lancé un vaste mouvement de montée vers le pouvoir sur la Terre entière. C'est ce mouvement qui a constitué la base matérielle sur laquelle se sont développés des syndicats révolutionnaires au début du XX<sup>e</sup> siècle. Aussi, dans l'histoire récente, le fait que des syndicats révolutionnaires aient vu le jour dans des pays comme le Pérou et le Népal a été le résultat de guerres populaires obligeant les organisations existantes à se positionner en faveur ou en défaveur de la révolution.

C'est la période historique qui détermine la combativité des organisations. C'est la puissance du mouvement révolutionnaire qui permet aux communistes d'unir l'ensemble des organisations existantes autour d'eux et elles. C'est la tâche des révolutionnaires de lutter pour le positionnement en faveur de la révolution et de construire un front uni autour du parti communiste. Cette tâche commence dès aujourd'hui en développant des séquences d'ARM permanente de plus en plus fortes au sein des masses et en développant les petits mouvements du parti au sein des grands mouvements. Le parti complet donne l'impulsion révolutionnaire et ses petits mouvements en constituent la caisse de résonance quotidienne. Vouloir organiser des syndicats révolutionnaires aujourd'hui consiste à qualifier de révolutionnaire un projet purement économiste. Dans les faits, en tentant de développer des syndicats révolutionnaires (qui n'ont de révolutionnaire que le nom), les opportunistes vont se retrouver, face aux résultats de leur pratique, devant la nécessité de choisir entre devenir sans ambiguïté un *petit parti économiste*, ou se transformer en un véritable syndicat.

### **Les formes objectives unifient l'expérience directe et indirecte du prolétariat international**

Notre mouvement maoïste est actuellement faible et éclaté. C'est comme si la longue série de luttes, de transformations et d'avancées ayant marqué les deux derniers siècles n'avait jamais eu lieu. Nous subissons, malgré nous, une impression de retour à la case départ, comme si le prolétariat n'avait jamais tenu entre ses mains le pouvoir d'État, comme si les communistes n'avaient pas façonné le monde tel qu'il existe aujourd'hui en dirigeant l'ensemble de l'action historique et politique de notre classe. **Pour se débarrasser de cette illusion, il faut assimiler l'expérience révolutionnaire indirecte. La profondeur et la force de ce patrimoine offrent toute la clarté nécessaire en matière de principes,**

**de stratégie et d'action révolutionnaire.** Sans cette assimilation, nous sommes condamnées à élaborer, comme les opportunistes canadiens, des propositions politiques métaphysiques et idéalistes ou encore à copier les idées réactionnaires de la petite-bourgeoisie postmoderne.

Une des contradictions que le mouvement communiste doit résoudre est le déphasage entre sa faiblesse actuelle et la richesse de son expérience accumulée. **Il faut s'accrocher au fil reliant les débuts du marxisme et du mouvement ouvrier à aujourd'hui.** C'est ce fil conducteur de la lutte des classes que le révisionnisme tente de nous faire perdre. Sans surprise, le révisionnisme rejette ce qui est au cœur de toute l'expérience communiste : la confrontation physique et armée avec la bourgeoisie. Les révisionnistes refusent de sortir de la sphère idéologique et réformiste, à l'instar des mencheviks, des sociaux-démocrates, des franges de droite des partis de la 3<sup>e</sup> Internationale et des organisations révisionnistes depuis la Seconde Guerre mondiale.

**Ce qui rend possible la fusion de l'expérience directe (celle qu'on acquiert soi-même**

**en luttant pour transformer le monde) et de l'expérience indirecte (celle qui est accumulée historiquement et internationalement), c'est le fait que le communisme constitue, depuis son émergence, un seul et même mouvement tendant à transformer la réalité matérielle.** C'est parce que nous luttons matériellement contre la situation qui prévaut aujourd'hui qu'il nous est possible d'assimiler, de métaboliser et de synthétiser l'expérience indirecte des révolutionnaires et du prolétariat international. C'est en participant à la révolution et en construisant le parti dans son propre pays qu'on crée la base matérielle permettant de faire fusionner l'expérience indirecte avec la pratique concrètement déployée. Voilà le premier principe de l'action communiste réelle. La base matérielle de la ligne politique du PCR a été la fusion du maoïsme avec l'état de la révolution au Canada au XXI<sup>e</sup> siècle. Autrement dit, au moment de notre fondation, nous avons anticipé les centres de gravité qui doivent se succéder dans le développement d'un parti comme le nôtre se construisant dans un bastion de la réaction impérialiste.

### **Les formes objectives d'action révolutionnaire au cœur de l'histoire de notre mouvement**

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère que la position léniniste sur les diverses formes de lutte générées par la réalité objective de la lutte des classes est de reconnaître qu'elles sont nécessaires et qu'elles doivent être comprises comme un tout pour que le mouvement révolutionnaire soit porté au pouvoir.

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère que cette position léniniste est un développement de la position *marxiste de base* sur l'évaluation des formes de lutte.

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère que cette position sur l'unité de toutes les formes de lutte est inhérente à la conception d'un *parti communiste complet*, laquelle correspond au prolongement de ce que Lénine définit comme le *parti d'avant-garde*.

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère que la conception du *parti d'avant-garde* de Lénine est elle-même le prolongement de la conception du parti défendue par Engels : « [...] la lutte est menée dans ses trois directions : théorique, politique et économique - pratique (résistance contre les capitalistes), et ce en une synthèse, avec cohérence et méthode. La force invincible du mouvement allemand réside précisément dans cette attaque pour ainsi dire concentrique. » (Préface de 1875 de *La guerre des paysans en Allemagne*)

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère que cette conception léniniste du *parti complet* devant unifier et totaliser les formes d'action révolutionnaire tient compte d'une vérité historique : la révolution et la lutte des classes tendent vers une guerre civile où la victoire du prolétariat requiert toutes les capacités pratiques.

★ Le Parti communiste révolutionnaire considère que le maoïsme développe cette position en affirmant que la guerre populaire unifie dans la pratique l'ensemble des formes de lutte nécessaires pour prendre le pouvoir et qu'elle est au centre de la révolution.

★ **Le Parti communiste révolutionnaire considère que cette progression politique sur les formes objectives de la pratique révolutionnaire ainsi que sur le parti complet les assumant totalement est l'actualisation du pénétrant bilan marxiste des révolutions de 1948-1950 en Europe. Devant un ennemi puissant et unifié, un parti révolutionnaire est dans l'obligation de prendre en charge la guerre populaire et de la mener jusqu'à la victoire. Autrement dit, la maturité d'un parti communiste complet réside dans sa capacité à maîtriser progressivement l'ensemble des formes objectives d'action révolutionnaire.**

## ◆ Le rapport des différentes formes objectives entre elles

Aujourd'hui, un parti communiste révolutionnaire doit envisager l'accumulation pratique de forces en fonction de la *progression stratégique vers le déclenchement de la guerre populaire*. Nous examinons cette question à travers trois prismes :

a) *L'unité nécessaire de toutes les formes de lutte pour porter un mouvement révolutionnaire au pouvoir ;*

b) *La question du centre de gravité de la lutte dans le cadre de la construction d'un parti communiste et de la progression stratégique vers la guerre populaire ;*

c) *La guerre populaire comme élément fondamental du maoïsme, comme défi principal de notre période historique, unifiant l'ensemble de la pratique révolutionnaire et totalisant le processus révolutionnaire.*

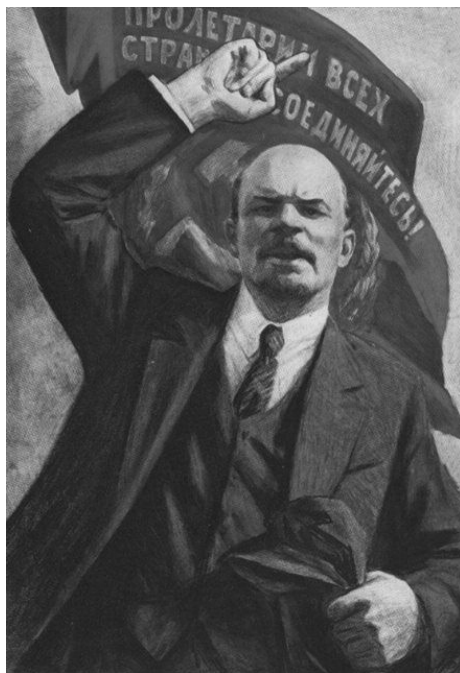
### **L'unité nécessaire de toutes les formes de lutte pour porter un mouvement révolutionnaire au pouvoir**

Au XX<sup>e</sup> siècle, jamais un parti prolétarien n'est parvenu à prendre le pouvoir sans prendre en charge *l'ensemble* des formes de lutte existant à son époque. À cet effet, la révolution d'Octobre nous apprend que la construction et le développement des outils du prolétariat révolutionnaire ne se fait pas selon une progression verticale et grâce à une disposition de forces à un seul et unique endroit. Au contraire, c'est en multipliant, complétant et unissant, à travers *le temps et l'espace*, les combats et les initiatives politiques qu'on parvient à renverser l'État réactionnaire. Plus encore, le léninisme nous apprend qu'un parti ouvrier n'est pas la simple addition de groupes circonscrits aux limites d'une usine ou d'une localité. La proposition révolutionnaire d'un parti ouvrier doit être propulsée très loin et propagée partout dans le peuple. C'est le gage de *l'unité réelle* sur laquelle se fonde une organisation luttant activement pour la révolution.

Un parti communiste est tout sauf une fédération, un ensemble mécanique et inorganique de révolutionnaires disparates. L'avant-garde fait la *synthèse politique* des acquis d'une classe sociale. C'est l'ensemble des combats historiques du prolétariat qui est ainsi unifié dans la construction d'un parti révolutionnaire. C'est cette synthèse qui permet de développer la force politique nécessaire au peuple pour vaincre un ennemi fort et puissant. Ainsi seulement, l'action révolutionnaire est pérennisée et le processus d'accumulation des forces n'est pas à recommencer indéfiniment. Au contraire, lorsque son expérience est fractionnée et désorganisée, le prolétariat demeure à jamais condamné à la défaite.

La relation qu'entretiennent la propagande et l'action révolutionnaire nous permet de constater, même à petite échelle, à quel point l'unité des formes d'action produit un résultat plus grand que chacune d'elles prises isolément. Reprenons l'exemple des manifestations révolutionnaires du 1<sup>er</sup> mai. Lorsque nous développons l'ARM dans un centre économique de la bourgeoisie et que nous faisons ensuite résonner l'action au sein de la classe ouvrière, notre propagande acquiert une force supérieure. En faisant connaître largement l'action, en montrant qu'elle est juste et en expliquant comment la reproduire de manière encore plus forte, nous répandons l'idée qu'il est concrètement possible, *à terme*, de vaincre la bourgeoisie. De la même façon, nous venons offrir un rayonnement qualitativement plus grand à notre ARM, qui, sans la propagande, resterait confinée dans la mémoire des travailleurs et des travailleuses y ayant directement participé ou y ayant assisté. Cet effet doit se découpler à mesure que les formes d'action utilisées se développent et que le nombre de prolétaires entrant en action sous les mots d'ordre du parti s'accroît.

Il est impossible de faire chuter une classe sociale et son État réactionnaire sans déployer une lutte longue, acharnée et disciplinée. Il n'existe aucun moyen d'action qui, *à lui seul*, est capable de vaincre la bourgeoisie, c'est-à-dire de la désarmer, de détruire progressivement son État, de l'isoler politiquement, de faire tomber les masques de la démocratie bourgeoise et de saper ses capacités d'action et d'initiative. Ce n'est que l'unité de tous les moyens disponibles qui permet au peuple de se libérer et de conquérir le pouvoir politique à travers un processus *contrôlé et préparé*.



## **La question du centre de gravité de la lutte dans le cadre de la construction d'un parti communiste et de la progression stratégique vers la guerre populaire**

### ◆ *Lexemple du bilan de l'insurrection de Moscou en 1905*

À chaque fois que des nouvelles formes concrètes de la pratique révolutionnaire émergent dans l'histoire, elles provoquent des remous au sein du mouvement communiste et elles obligent les organisations à les assumer ou non. Les nouvelles formes de lutte qui apparaissent lors de la Révolution russe font, à l'époque, l'objet de débats qui encore aujourd'hui sont riches d'enseignements. L'insurrection de Moscou à la fin de 1905 est le point de bascule de la montée révolutionnaire. Son échec marque le début du reflux qui suit en 1906 et la défaite de la première Révolution russe. Le bilan de cette expérience conduit à un débat intense entre les bolchéviks et les mencheviks. Ce qui est en jeu, c'est le développement ou non de la lutte en guerre civile. **Les bolcheviks, avec Lénine en tête, défendent l'émergence d'une nouvelle forme de lutte dans l'insurrection de Moscou, qu'ils caractérisent de lutte de partisans.** Les mencheviks, quant à eux, défendent qu'il s'agit du retour aux *barricades* – connues en Europe quelques décennies auparavant – dans le contexte russe.

La guerre civile, telle que la conçoit Lénine, est reconnue par une partie des forces révolutionnaires depuis que Marx et Engels ont fait le bilan des révolutions bourgeoises et des révolutions défaits en Europe. Engels développe l'idée selon laquelle l'ancienne tactique des barricades est désormais résolue en tant que moyen principal pour renverser le pouvoir réactionnaire, et ce, en raison du progrès technique et militaire que connaît la société. La tactique des barricades est une forme de lutte qui n'est fonctionnelle que dans la mesure où la grande majorité du peuple affronte une infime minorité d'opresseurs. Au contraire, toujours selon Engels, le cadre contemporain de la révolution est celui d'une guerre civile dans laquelle la lutte armée et le combat pour unir des forces autour de soi acquièrent une grande importance stratégique. Les combats armés menés par des petits regroupements de partisans lors de la Révolution russe constituent une nouvelle forme de lutte, adaptée aux nouvelles circonstances. Lénine défend que les combats de rue, lors de l'insurrection, sont constitutifs de la guerre civile entre les classes en Russie. Les mencheviks, de leur côté, nient cette expérience ou la qualifient d'*improductive*, soutenant qu'elle est digne des *pires pratiques anarchistes*. L'une des interventions les plus importantes de Lénine à ce sujet est



contenue dans le texte *La guerre des partisans*. En voici un court extrait :

« *Commençons par le commencement. Quelles exigences essentielles doit présenter un marxiste dans l'examen de la question des formes de lutte ?*

*En premier lieu, le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à quelque forme de combat unique et déterminée. Il admet les méthodes de lutte les plus variées, et il ne les "invente" pas, il se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de lutte des classes révolutionnaires, qui surgissent spontanément dans le cours même du mouvement.*

*Absolument hostile à toutes les formules abstraites, à toutes les recettes de doctrines, le marxisme veut que l'on considère attentivement la lutte de masse qui se déroule et qui, au fur et à mesure du développement du mouvement, des progrès de la conscience des masses, de l'aggravation des crises économiques et politiques, fait naître sans cesse de nouveaux procédés, de plus en plus variés, de défense et d'attaque.*

*imaginées par des "fabricants de systèmes" dans leur cabinet de travail.*

*Nous savons, disait par exemple Kautsky, examinant les formes de la révolution sociale, que la crise imminente nous apportera de nouvelles formes de lutte que nous ne pouvons prévoir actuellement.*

*En second lieu, le marxisme exige absolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect historique.*

*Poser cette question en dehors des circonstances historiques, concrètes, c'est ignorer l'a b c du matérialisme dialectique.*

*À des moments distincts de l'évolution économique, en fonction des diverses conditions dans la situation politique, dans les cultures nationales, dans les conditions d'existence, etc., différentes formes de lutte se hissent au premier plan, deviennent les principales, et, par suite, les formes secondaires, accessoires, se modifient à leur tour.*

*Essayer de répondre par oui ou par non, quand la question se pose d'apprécier un moyen déterminé de lutte, sans examiner en détail les circonstances concrètes du mouvement au degré de développement qu'il a at-*

*et de circonstances concrètes. Le centre de gravité de la lutte est le terme depuis longtemps utilisé par les révolutionnaires pour désigner le problème prioritaire à résoudre dans la lutte des classes, celui empêchant une accumulation durable de forces révolutionnaires. C'est autour de cette question principale que tous les autres problèmes secondaires viennent graviter et s'organiser. Par exemple, la propagande a une importance prépondérante au début d'un processus révolutionnaire. Par contre, à terme, comme toutes les autres formes d'action, elle vient se réorganiser autour de la lutte armée. L'importance de la propagande ne disparaît pas au cours de la révolution, mais ses objectifs et ses conséquences se transforment à mesure que progresse la classe ouvrière vers le pouvoir.*

Dans la même lignée, pendant la genèse de la Révolution bolchévique, Lénine critique la pratique du terrorisme anarchiste (une prise en charge non-reproductible, non contrôlée et isolée des masses de moyens armés). Lénine considère cette forme de lutte comme étrangère à la conjoncture qui requiert plutôt une forte action propagandiste classique. Il analyse les problèmes de la révolution en Russie pour définir le centre de gravité de celle-ci – la nécessité d'un organisateur collectif pour mener, entre autres, la lutte contre les économistes sur les questions de tactique et d'ARM –, et ce, dans le but d'unifier politiquement les révolutionnaires autour d'une action cohérente et durable. Cette analyse située dans le temps n'a pas rejeté pour l'éternité l'utilisation de moyens armés, mais l'a reportée à une étape ultérieure du développement de la révolution. À cette étape, le centre de gravité exige l'utilisation généralisée et dirigée de moyens armés – soit tout le contraire des actes anarchistes isolés, complètement extérieurs à une pratique d'action révolutionnaire parmi les masses.

#### ◆ **Le centre de gravité de la lutte dans le cadre de la construction du parti de la guerre populaire**

Pour unifier aujourd'hui les dimensions objectives de la pratique et les différents moyens de combattre, il faut les replacer dans le cadre de la période historique, complexe et féconde, de préparation politique et stratégique de la guerre populaire. Il faut revenir aux deux principes léninistes qui sont de totaliser l'ensemble des formes de lutte et de maîtriser la question des centres de gravité successifs dans la progression révolutionnaire. Dans la période actuelle, le parti se construit concentriquement à travers les grandes initiatives et offensives politiques ainsi qu'à travers une prise en charge de plus en plus complète des différentes formes d'action révolutionnaire. Les centres de gravité sont les grands maillons de la chaîne reliant le moment où se constitue le premier noyau du parti au déclenchement de la guerre populaire. Ils ne sont pas déter-



« Le pouvoir est au bout du fusil » – Mao Zedong. (Affiche du Parti communiste du Pérou)

**C'est pourquoi le marxisme ne répudie d'une façon absolue aucune forme de lutte.**

*En aucun cas, il n'entend se limiter aux formes de lutte possibles et existantes dans un moment donné ; il reconnaît qu'un changement de la conjoncture sociale entraînera inévitablement l'apparition de nouvelles formes de lutte, encore inconnues aux militants de la période donnée.*

*Le marxisme, sous ce rapport, s'instruit, si l'on peut dire, à l'école pratique des masses ; il est loin de prétendre faire la leçon aux masses en leur proposant des formes de lutte*

*teint, ce serait abandonner complètement le terrain marxiste.*

*Tels sont les deux principes théoriques essentiels qui doivent nous guider. »*

Dans ce texte, Lénine nous rappelle deux principes théoriques fondamentaux. Les révolutionnaires doivent totaliser les formes de luttes (refuser le combat unique, admettre les formes les plus variées, n'en répudier aucune) et doivent les apprécier selon le centre de gravité de la lutte. L'appréciation politique des formes et des moyens de combat n'est pas abstraite. C'est une question de conjoncture

minés par les aléas du mouvement spontané, mais plutôt par les besoins de la lutte armée.

Le prolétariat international a accumulé une expérience indirecte riche. Nous ne sommes pas à la case départ. Nous avons à notre disposition un patrimoine de moyens de combattre. Contrairement à aujourd'hui, ce patrimoine commençait tout juste à s'accumuler au début du XX<sup>e</sup> siècle ; il fallait batailler pour faire des propositions nouvelles à des révolutionnaires encore frileux ! Ne pas reconnaître cet héritage, c'est aller dans le sens contraire de l'histoire, c'est rejeter des acquis politiques ! Les révolutionnaires n'ont pas à attendre sagement et passivement que dans la lutte des masses émergent spontanément et durablement l'ensemble des formes de luttes que nous avons déjà connues dans l'histoire avant de se permettre de les utiliser ! Au contraire, la tâche des révolutionnaires est de propager le maoïsme et d'introduire l'expérience indirecte révolutionnaire au sein des masses et de leurs mouvements. Cela ne veut pas dire que nous ne sommes pas attentifs et attentives aux nouvelles propositions qui peuvent encore émerger de la lutte des masses ! Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas le devoir, en tant qu'avant-garde, de continuer d'examiner les différentes façons de combattre et de résister du prolétariat ! Cela signifie que nous avons le rôle historique de reprendre le fil conducteur du mouvement communiste pour le faire fusionner avec les masses et les nouvelles pratiques qu'elles développent !

### **La guerre populaire totalise et unifie les formes objectives d'action révolutionnaire**

**La guerre populaire est l'élément fondamental du maoïsme et sa réalisation est la tâche principale de notre période historique.** Toutes les autres questions sont reliées, de près ou de loin, à son déclenchement et à sa progression jusqu'à la prise du pouvoir. C'est la guerre populaire qui totalise le processus révolutionnaire actuel et l'ensemble de la pratique révolutionnaire accumulée à ce jour.

Au Canada, dans l'histoire du mouvement ouvrier, les trois premières formes objectives ont une existence spontanée. Leur émergence, même embryonnaire et confuse dans ses objectifs, nous oblige à les assumer. Par exemple, il y a quelques années au Québec, des prolétaires en grève se sont mis à saboter les câbles appartenant à leur employeur, Vidéo-tron. Plus récemment, lors de la grève illégale

des grutiers, une grue appartenant à un capitaliste de la construction a été incendiée. Que le parti ait prévu ou non les actions des masses qui résistent spontanément au capitalisme, il doit en tenir compte, les défendre et chercher à les diriger. La propagande classique, l'action révolutionnaire des masses et la propagande armée peuvent apparaître spontanément. Par contre, la guerre populaire doit absolument être déclenchée par une avant-garde. C'est une distinction fondamentale. Aucune guerre populaire dans l'histoire n'a été le résultat spontané de la lutte des classes. Elles ont toutes été le produit de l'action révolutionnaire des avant-gardes. Elles sont difficiles à initier, car elles marquent le début de l'affron-



tement armé, de la montée de la classe ouvrière vers le pouvoir et de l'activité acharnée des exploités pour anéantir leur adversaire. Le déclenchement de la guerre populaire au Canada ne sera pas un événement secondaire et imperceptible. Pour y parvenir, le parti doit agir conséquemment dans la lutte des classes.

Le rôle du parti est de diriger le déclenchement de la GPP tout en persévérant dans l'action révolutionnaire. Ce n'est pas une tâche insurmontable. C'est un objectif qui ne doit pas terroriser les révolutionnaires. Par contre, sans un parti qui accumule et centralise des forces, ce processus est impossible à initier. Déclencher la guerre populaire exige du parti qu'il assume l'ensemble des moyens pouvant être utilisés subjectivement à son avantage. De la même manière, la préservation des forces révolutionnaires et la pérennisation de l'action révolutionnaire exigent l'initiation d'une guerre contre l'État bourgeois. Le déclenchement de la guerre permet de continuer d'accumuler des forces en combattant l'ennemi à un

moment où les forces révolutionnaires sont encore trop faibles pour conquérir immédiatement le pouvoir d'État. La guerre populaire permet à une force politique voulant renverser la bourgeoisie de se développer en affaiblissant son adversaire. Sans assumer la guerre populaire, il est impossible de construire un parti communiste qui ne tombe pas dans l'opportunisme ou qui ne cherche pas à préserver ses forces avec des moyens tolérés par la bourgeoisie.

### **Assumer ou refuser l'héritage révolutionnaire**

Faire la révolution est un processus vivant, complexe, marqué de flux et de reflux, de victoires et de défaites, d'essais et d'erreurs. Nous considérons que la notion de forme objective d'action révolutionnaire est un outil important pour y voir plus clair et pour maîtriser consciemment le processus révolutionnaire. Elle permet, dans une conjoncture concrète, d'évaluer notre pratique, de la nommer et de la soumettre à l'examen de l'histoire. Les formes historiques d'action révolutionnaire ne sont pas un simple vestige du passé. Elles ne sont pas des outils métaphysiques. Elles découlent de la réalité pratique de la révolution et de sa progression. Elles sont constitutives de la réalité actuelle de la lutte des classes. Chacune d'entre elles est liée à une question politique actuelle sur laquelle un parti communiste doit prendre position. Elles représentent une arme redoutable pour les révolutionnaires et un danger pour la bourgeoisie. La prise en charge des

différentes formes est une question pratique de séquence et de progression et non pas de volonté subjective. Elle met en rapport la construction du parti et la vitesse avec laquelle il métabolise les différents aspects de la lutte révolutionnaire. Elle permet de solutionner concrètement les problèmes politiques et organisationnels.

La question n'est pas d'accepter ou de refuser une forme ou une autre, car cela reviendrait à accepter ou refuser l'héritage du prolétariat international. La question est de déterminer comment un petit groupe de communistes peut aujourd'hui solutionner dans la pratique l'ensemble des problèmes posés par la prise en charge de toutes les formes objectives d'action révolutionnaire afin de permettre à la classe ouvrière d'entamer une nouvelle montée vers le pouvoir. ★





# La lutte pour le parti communiste complet

Les communistes révolutionnaires mettent de l'avant que pour faire la révolution, il faut un parti révolutionnaire, c'est-à-dire un parti d'avant-garde capable de regrouper les prolétaires les plus conscientes de leurs intérêts de classe ainsi que TOUTES les révolutionnaires qui adhèrent à la cause du prolétariat. Comme le dit le programme du PCR, « *bâtir et édifier le nouveau Parti communiste révolutionnaire du prolétariat canadien : telle est la tâche numéro un à laquelle doivent œuvrer tous ceux et celles qui veulent en finir avec l'exploitation et l'oppression et qui veulent mettre fin au règne de la bourgeoisie canadienne* ».

La perspective qu'un parti révolutionnaire puisse à moyen terme unifier le prolétariat et le faire agir en tant que classe indépendante ne manque pas de susciter les craintes de la bourgeoisie. C'est parce que la révolution reste à faire que les révolutionnaires demeurent fermement attachés à la notion du parti. Ils et elles sont conscientes que le parti communiste révolutionnaire est, pour le prolétariat, un instrument indispensable pour mener la lutte révolutionnaire et que l'absence d'un parti révolutionnaire a historiquement été la cause de sérieux problèmes lorsqu'il s'est agi d'affronter toute la puissance de la bourgeoisie et de mener contre elle une lutte de classes conséquente. Comme le dit Mao, « [p]our faire la révolution, il faut qu'il y ait un parti révolutionnaire. Sans un parti révolutionnaire, sans un parti fondé sur la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste et le style révolutionnaire marxiste-léniniste, il est impossible de conduire la classe ouvrière et les grandes masses populaires à la victoire dans leur lutte contre l'impérialisme et ses valets. »

Tirant les leçons des expériences organisationnelles du mouvement communiste, nous ajoutons que le parti adéquat pour faire la révolution ne saurait être autre chose qu'un parti communiste *complet*, c'est-à-dire un parti qui ne se confine pas dans un seul champ de l'activité révolutionnaire, mais qui au contraire maîtrise tout le spectre – idéologique, politique, pratique, militaire – de la pratique révolutionnaire. Le parti complet, c'est le parti capable de diriger la guerre populaire prolongée jusqu'à la prise du pouvoir. Un tel parti, s'il aspire réellement à diriger la lutte du prolétariat, doit avoir préalablement gagné la maîtrise scientifique des conditions de la lutte. Il faudra par conséquent que ce parti éprouve ses propres capacités, qu'il accumule des forces et des acquis positifs et qu'il gagne, par le fait même, la confiance et l'adhésion du prolétariat révolutionnaire. Au moment de sa création, un parti communiste est nécessairement incomplet, c'est-à-dire que ses forces sont limitées et que sa maîtrise des formes de lutte et des moyens d'action requis pour faire la révolution est encore restreinte. C'est à travers le combat pour concrétiser ses perspectives, à travers l'affrontement avec l'ennemi de classe qu'il accumule de l'expérience et des capacités et qu'il les synthétise à un niveau supérieur (en actions plus fortes, en combats plus ambitieux, en organisations nouvelles, etc.), se complétant ainsi à mesure qu'il s'approche de la prise du pouvoir. Pour tendre vers le parti *complet*, une organisation doit mettre constamment ses forces en action afin de les tester, de leur faire gagner de l'expérience et de les amener à se dépasser et à acquérir de nouvelles aptitudes.



Contingent du PCR à la manifestation contre le G7, juin 2018, Québec.

Les militantes d'une telle organisation doivent, dès le départ, accepter de se placer au cœur de la tempête et de *payer de leur personne* en participant concrètement à lutte contre la bourgeoisie et son État.

Loin de n'être que des phrases creuses, la lutte pour édifier le parti révolutionnaire complet est un travail de longue haleine, concret, méthodique et précis qui doit être mené de manière soutenue. Il s'agit de faire en sorte que l'expérience qui s'accumule en ce moment à travers les différentes luttes auxquelles participent les prolétaires et les révolutionnaires serve à cimenter les liens entre le parti et le prolétariat autour d'une stratégie révolutionnaire commune : la guerre populaire prolongée. Cela fixe d'avance certaines des tâches à accomplir : d'une part, il s'agit de rallier les éléments d'avant-garde du prolétariat et d'autre part, il s'agit de commencer à mettre en place dès maintenant des *façons de faire* qui vont permettre au parti de se doter le plus tôt possible des capacités nécessaires pour exercer pleinement son rôle d'avant-garde dans le processus de la révolution prolétarienne au Canada. Parmi ces façons de faire, on peut mentionner 1) la mise en place de cellules actives sur le territoire – dont l'activité interne est strictement cloisonnée, mais qui ont un grand rayonnement parmi les masses –, 2) la formation de militantes capables de se soumettre à la plus grande discipline, aptes à jouer le rôle d'organiseurs et d'organisatrices maoïstes au sein du prolétariat et ayant la capacité de défendre en toutes circonstances la ligne du parti et de l'appliquer, 3) la *construction verticale* d'une structure centralisée capable de réagir rapidement à toutes les situations, ou encore 4) la multiplication d'actions et d'initiatives (par exemple, le boycott offensif des élections bourgeoises) s'inscrivant dans une progression politique qui incorpore un nombre grandissant de prolétaires et qui vise à avancer vers le déclenchement de la guerre populaire.

Toutefois, la question du parti ne se pose pas dans le vide. Elle se pose dans une période historique particulière qui est celle du capitalisme dominant et de l'hégémonie de la démocratie bourgeoise – la forme par laquelle la bourgeoisie impose son pouvoir dans la société capitaliste. C'est aussi une période marquée par les défaites subies par les premières expériences historiques de lutte pour le socialisme. L'apparente suprématie du monde capitaliste, tout comme les reculs enregistrés par le mouvement communiste, a favorisé l'apparition et la multiplication d'organisations et d'idéologies qui ont en commun de tenter de libérer les individus en idées (donc à l'intérieur du capitalisme) plutôt que par une modification des conditions matérielles.

De fait, de nombreuses années de propagande anti-communiste ont nourri une forte tendance au subjectivisme qui tend à morceler

la lutte générale contre le capital en une multitude de luttes spécifiques, ne permettant plus d'unité, mais accentuant plutôt les particularités. Au lieu de favoriser l'émergence d'une conscience de classe forte parmi les exploitées, ce subjectivisme, qui est hostile à l'idée même du parti prolétarien, a favorisé – en particulier dans les pays capitalistes avancés – l'émergence de formes d'organisation qui empruntent au radicalisme petit-bourgeois. Or, en ne voyant que le particulier, le localisé et le spécifique, ce mouvement en vient à récuser par le fait même les liaisons qui existent entre les luttes, négligeant leurs points de rencontre et contribuant ainsi à l'isolement de chacune d'elles.

On peut donc dire que les conditions qui prévalent actuellement dans les pays impérialistes posent des obstacles sérieux à la construction du parti communiste complet. Les courants petits-bourgeois sont parvenus à faire disparaître les perspectives révolutionnaires, à remplacer le point de vue prolétarien et même à nier l'existence de la classe ouvrière. Il faut désormais mener une lutte à contre-courant pour remettre à l'avant-plan les vérités marxistes démontrées par l'histoire, notamment les concepts de classe sociale, de mode de production, de prolétariat, de prise du pouvoir, de socialisme et en particulier celui de parti d'avant-garde centralisé (le parti léniniste). Bref, il faut populariser à nouveau les mots et le langage de lutte de classes. Aussi, il n'existe plus aujourd'hui de bassin de prolétaires ou d'intellectuels communistes qu'il suffit de rallier au parti. Il n'y a pas de collectifs, de cercles ou d'organisations marxistes qu'on peut rassembler comme c'était le cas au temps de Lénine. Au contraire, tout est à construire : le parti doit former complètement à l'intérieur de ses rangs les militantes communistes. Autrement dit, sans parti, il n'y aurait pas de communistes révolutionnaires au Canada. C'est donc dire qu'il ne faut pas attendre d'avoir rassemblé suffisamment de communistes avant de fonder le parti, puisque c'est le parti qui les fait exister ! De plus, les militantes communistes en devenir sont appelées à combattre constamment les réflexes induits par la démocratie bourgeoise (soumission des intérêts de classe à la légalité capitaliste, atténuation de la volonté de lutter, tendance à l'individualisme, passivité, etc.) s'ils et elles aspirent à adopter une position de classe prolétarienne ferme. Il faut cultiver consciemment la haine de classe, le sentiment d'abnégation et l'enthousiasme vis-à-vis de la lutte.

Le mouvement communiste est faible dans les pays impérialistes. C'est une faiblesse qui perdure depuis la fin des années 1970 lorsque les grandes organisations marxistes-léninistes sont disparues, et ce, bien avant d'être devenues de réelles menaces pour l'ordre bourgeois. Il y a eu une rupture dans la transmission de

l'expérience, rupture induisant aujourd'hui, chez certaines militantes, une difficulté à aborder correctement la question du parti : soit qu'on sous-estime son importance, soit qu'on ne cherche pas à maîtriser la manière concrète de le construire. En effet, bien que l'idée selon laquelle il faut un parti pour faire la révolution soit partagée en principe par les communistes, il n'en demeure pas moins qu'en pratique, nombreuses sont les organisations qui, dans les pays capitalistes, négligent ou sous-estiment la tâche concrète de construire une organisation révolutionnaire capable de diriger les masses prolétariennes. Aussi, au lieu d'en *saisir le caractère stratégique indéniable* – donc au lieu d'en faire une tâche prioritaire –, la lutte pour construire le parti de la révolution est plus souvent qu'autrement abordée de façon mécanique et idéaliste.

On trouve de nombreux exemples tirés de la réalité contemporaine où le travail pour bâtir une puissante organisation révolutionnaire prolétarienne se limite essentiellement à copier unilatéralement l'expérience accumulée par les autres sans réellement la maîtriser. Pire encore, les particularités (la conjoncture, les rapports de classes, la situation économique, la situation sociale, etc.) qui ne manquent pas d'accompagner toute expérience historique sont trop souvent occultées. Ce faisant, on ne maîtrise pas réellement l'expérience historique du prolétariat ; on ne fait qu'en sélectionner certains aspects généraux. Or, se limiter à la reproduction mécanique des thèses générales tirées de l'histoire du mouvement communiste, c'est au final ne faire qu'une partie du travail nécessaire pour faire avancer la révolution et, surtout, c'est en retirer le contenu politique vivant. Bref, cela revient à ne pas tenir compte des avertissements lancés par deux des plus grands praticiens de la révolution que sont Lénine et Mao. En effet, Lénine souligne dans *Que faire ?* qu'« il ne suffit pas simplement de connaître cette expérience ou de se borner à recopier les dernières résolutions : il faut pour cela savoir faire l'analyse critique de cette expérience et la contrôler soi-même. » Autre lieu, autre temps, Mao dit la même chose lorsqu'il fixe aux révolutionnaires la tâche de vérifier les conclusions tirées par les autres : « [À] l'aide de notre expérience, assimiler ce qu'elles offrent d'utile, rejeter ce qu'on y trouve d'inutile et ajouter ce qui n'est propre qu'à nous-mêmes. » (*Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire*)

L'absence du travail nécessaire et difficile d'assimilation révolutionnaire de l'expérience historique du prolétariat appauvrit le marxisme. En escamotant tout le travail qui justement rend possible l'analyse et le contrôle de l'expérience (approfondissement du marxisme), on se retrouve nécessairement poussé vers l'opportunisme et on finit par adopter une pratique somme toute caricaturale

qui consiste à rechercher des recettes pour faire la révolution. Avoir la velléité de suivre une recette, c'est vouloir répéter l'histoire sans rien y changer. Or, comme le soulignait Marx – corrigeant par le fait même Hegel –, l'histoire ne se répète jamais deux fois. C'est pourquoi le marxisme-léninisme-maoïsme (MLM) doit être considéré avant tout comme un guide pour l'action, une science de la révolution.

Les développements politiques les plus significatifs sont toujours précédés par une appropriation inspirée et profonde de la théorie révolutionnaire sous la forme d'une actualisation, ou pour le dire comme Lukacs, « [L] actualisation de la révolution prolétarienne constitue le noyau de la doctrine marxiste. » (*La pensée de Lénine*) Pour en revenir encore une fois à l'expérience historique, il est significatif de constater qu'on retrouve un dénominateur commun à toutes les expériences positives, à savoir que le parti révolutionnaire fait tout en son pouvoir pour s'assurer la maîtrise complète de son propre développement et que par conséquent, il se fixe comme objectif prioritaire de se libérer des limites qui sont imposées par l'ordre bourgeois. C'est en effet à partir de ses propres initiatives, donc à travers l'application vivante de sa ligne politique, qu'un parti révolutionnaire parvient à surmonter de façon consciente le difficile passage d'un parti ayant des capacités minimales à un parti complet ayant accumulé, lors de nombreux combats, une somme importante d'expérience révolutionnaire, c'est-à-dire un parti ayant mis à l'épreuve ses organisations, ses structures, son membership d'organisateurs et d'organisatrices prolétariennes, et ce, à même la lutte des classes. Lénine précise dans *Que faire ?* : « [L]a classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de la société contemporaine, connaissance non seulement théorique... disons plutôt : moins théorique que fondée sur l'expérience de la vie politique. » Le mot clé à retenir ici est *expérience*. L'expérience, c'est d'abord le fait d'acquérir, volontairement ou non, la connaissance des êtres et des choses par la pratique et par une confrontation de soi avec le monde. L'expérience, c'est aussi le résultat de cette acquisition, la maîtrise de l'ensemble des connaissances concrètes accumulées : des capacités. Ce gain en expérience, on peut le valider empiriquement par la qualité et la quantité des liens solides et variés qu'entretient le parti avec les masses prolétariennes et par sa capacité à les diriger dans l'action.

Historiquement, la lutte des classes fait apparaître une fraction résolue de prolétaires capable d'entraîner l'ensemble du prolétariat. Ces prolétaires ont non seulement la volonté de s'organiser, mais aussi se distinguent du fait qu'ils et elles possèdent « l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien » (*Manifeste du Parti communiste*).

C'est cette fraction résolue qui donne naissance à une forme supérieure d'organisation du prolétariat capable d'enregistrer le bond en avant qualitatif accompli par le mouvement pratique réel : le parti communiste révolutionnaire.

Le parti communiste révolutionnaire n'est pas une forme organisationnelle parmi d'autres, syndicales ou associatives. Il est la forme suprême d'organisation de la classe ouvrière, celle qui lui permet de prendre pied dans la lutte proprement politique en montrant quelles transformations radicales sont nécessaires et possibles dans un contexte donné, et aussi, en en organisant les moyens. C'est ce qui fait que le parti révolutionnaire est d'emblée un protagoniste de la lutte politique. Cette conception entraîne une série de conséquences, non seulement stratégiques mais aussi pratiques et qui impliquent au moins deux choses : 1) comprendre les conditions de la lutte ; 2) appliquer toutes les formes objectives d'action révolutionnaire en tenant compte de ces conditions.

Pour commencer, un parti qui se fixe pour tâche de contribuer à organiser la révolution communiste doit évidemment savoir ce

durables : des membres, des structures, des luttes et surtout, de l'expérience. Cette expérience directe est ce qui permet la permanence, la durée, la longévité, le développement, le renforcement, etc. Inversement, le peu d'expérience accumulée dans la lutte des classes marque les limites d'une organisation, ce qui explique notamment la faiblesse, dans les pays impérialistes, des organisations se revendiquant du MLM. En effet, le gros de leur expérience est pour ainsi dire *importé* des livres et de l'histoire.

Pour faire la révolution, nous avons besoin d'un *parti complet*, un parti qui est en mesure de prendre complètement en charge sa propre construction à même la lutte des classes. Ainsi donc, un parti complet, en regard de la révolution communiste, c'est un parti ayant des capacités idéologiques, théoriques, propagandistes, militaires, etc. Ces capacités ne surgissent pas spontanément ni aléatoirement : ce sont des capacités qui sont gagnées par l'expérience indirecte (étude) et directe (pratique), par la mise à l'épreuve (pratique) et la théorisation (étude) de cette mise à l'épreuve.



qu'elle est, quelles en sont les conditions déjà réalisées comme celles encore à réaliser. Cela peut paraître une évidence, mais c'est ce qui distingue néanmoins les grandes tendances qu'on retrouve dans le prolétariat. En effet, réfléchir sur les conditions de la révolution et du socialisme n'a pas de sens pour le réformisme puisque pour ce dernier, ce qui importe, c'est le mouvement, car « le but n'est rien ».

Le parti communiste, c'est la fusion entre la théorie révolutionnaire – l'héritage du mouvement communiste international – et la pratique révolutionnaire. L'unité politique des militantes d'un parti se forge autant au niveau de la compréhension politique que de la pratique réelle. Après avoir été adoptés, son programme, ses plans et ses perspectives doivent être appliqués dans la lutte des classes. À un certain stade, une pratique conséquente permet une accumulation de forces nouvelles et

Il s'agit donc d'une perspective de construction du parti qui est matérialiste et dialectique et qui sous-entend que tout ce que nous accumulons comme forces – organisations, capacités à diriger les masses, capacités de propagande, etc. – doit continuellement être mis à l'épreuve et validé dans la lutte des classes.

Une autre façon d'aborder la question est de considérer le parti complet comme étant un parti capable de réaliser les tâches que la réalité objective pose devant lui. À cet effet, la lutte des classes, à travers l'histoire, fournit de nombreux exemples de partis capables de saisir, au moment opportun, les occasions historiques qui se présentent et, inversement, de partis qui en sont incapables. Par exemple, le parti bolchévique, sous la direction de Lénine, a positivement su faire l'analyse de la période historique (impérialisme, guerre mondiale), saisir que la Russie représentait le maillon



faible de toute la chaîne des puissances impérialistes et adopter les moyens d'action correspondant aux impératifs de la lutte (le parti, l'insurrection et la guerre civile). Pour ce faire, il a fallu auparavant accepter de mener, pendant de nombreuses années, un travail révolutionnaire constant, c'est-à-dire mener la lutte théorique et pratique pour faire émerger les forces capables de renverser le régime autocratique russe. Inversement, les mencheviks, qui pourtant évoluaient eux aussi dans les mêmes circonstances que Lénine, ont été incapables de mener un tel travail.

En somme, le parti révolutionnaire accumule des forces, acquiert des capacités nouvelles et les convertit. Plus précisément, en organisant les masses prolétaires, le parti se transforme en force politique réelle, et par la lutte des classes, il transforme sa **force politique** (ses militantes, ses fronts, ses organisations, ses liens avec les masses, etc.) en **puissance politique**, c'est-à-dire en mots d'ordre, en initiatives, en campagnes et en combats. Or, comme chacun le sait, une force peut trouver à s'exercer ou non et par conséquent, il faut prendre soin de distinguer une puissance réelle d'une puissance potentielle.

Pour devenir une puissance politique, il faut maîtriser non seulement une forme de lutte spécifique, mais l'ensemble des formes objectives de la lutte révolutionnaire. Autrement dit, la radicalité théorique des communistes, « [l']intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien » existe seulement dans la radicalité pratique d'être « la fraction la plus résolue [...] qui stimule toutes les autres » (*Manifeste du Parti communiste*). En ce sens, il faut s'investir non seulement dans l'éducation politique et la propagande, mais il faut aussi traduire cette propagande dans l'action révolutionnaire. Il ne faut pas seulement s'intéresser aux luttes immédiates, mais il faut partir de ces luttes pour développer la lutte révolutionnaire. C'est en maîtrisant les formes objectives de la lutte révolutionnaire et en organisant les masses les plus nombreuses que l'activité même du parti révolutionnaire lui permet de se compléter. Aussi, ce processus du passage de parti incomplet à parti complet ne peut-il se faire qu'à travers la lutte révolutionnaire avec les masses contre l'ordre bourgeois.

La maîtrise de la lutte idéologique est une nécessité pour le parti révolutionnaire dans la

mesure où, pour se constituer en classe, le prolétariat doit s'affranchir de l'influence qu'exerce sur lui l'idéologie bourgeoise, c'est-à-dire l'idéologie dominante dans la société capitaliste. Or, certaines s'imaginent pouvoir s'affranchir des obligations de la lutte révolutionnaire en développant une lutte de classe qui serait strictement « idéologique » et qui consisterait pour l'essentiel à opposer des idées marxistes aux idées bourgeoises. Ces partisans de la lutte idéologique à outrance s'imaginent que, par la seule force des idées, le prolétariat va prendre conscience de la réalité du capitalisme et qu'il va se mettre à lutter *tout de go* pour son abolition immédiate. Cette façon de voir – surtout parce qu'elle est par-



tielle et incomplète – est problématique du simple fait qu'elle pousse les organisations révolutionnaires à n'adopter que des pratiques qui se limitent à la seule sphère idéologique ou culturelle.

Constatons que l'idéologie de la classe dominante n'empêche pas automatiquement la lutte des prolétaires : simplement, elle en limite la portée en faisant en sorte que cette lutte va demeurer dans des limites acceptables pour le capitalisme, ou pour le dire autrement, que toutes les luttes prolétaires seront

contenues et ne se développeront pas au-delà d'un point où il serait possible d'envisager la remise en cause de l'existence même des rapports sociaux capitalistes. En somme, rien ne doit venir menacer les mécanismes de reproduction de la société capitaliste.

Il faut certes prendre conscience que l'idéologie bourgeoise représente une barrière réelle au développement d'une conscience de classe prolétarienne indépendante. En effet, le progrès de la lutte révolutionnaire est intimement lié au progrès des idées et analyses révolutionnaires. Notamment, il faut que les idées révolutionnaires aient été introduites et soient devenues hégémoniques dans le prolétariat. C'est donc une des tâches du parti révolutionnaire d'orienter et d'organiser une quantité de plus en plus importante de prolétaires autour des idées de la révolution et du socialisme. Cela est une évidence pour toutes ceux et celles qui luttent pour l'abolition du capitalisme. Or pour rallier les forces les plus nombreuses, le parti révolutionnaire ne doit pas se limiter à la seule sphère idéologique, mais doit plutôt unir de façon vivante et créative le contenu révolutionnaire à l'activité révolutionnaire. Le parti doit simultanément interpeller et combattre, dire et agir. C'est cette cohérence entre les idées et les actions qui rend possible l'émergence d'un puissant mouvement révolutionnaire.

À l'étape actuelle, le travail de propagande politique à grande échelle est une des principales tâches que doit réaliser le parti révolutionnaire s'il veut devenir un parti complet. En effet, la propagande politique, dans la mesure où elle permet aux prolétaires d'identifier clairement la bourgeoisie comme ennemi de classe, s'avère un puissant outil de consolidation de la conscience de classe des prolétaires et de leur mobilisation, à condition qu'elle popularise aussi l'action à entreprendre contre l'ennemi de classe. Ce serait une erreur de considérer que la propagande politique se limite à révéler aux exploités qu'ils sont exploités, ou bien de concevoir son rôle comme étant celui d'opposer des idées « progressistes » à des idées « réactionnaires » et de croire ainsi que cela suffit à faire s'écrouler l'emprise de l'idéologie bourgeoise dominante et à mener au renversement du capitalisme réel. En effet, concevoir la propagande politique seulement sous l'angle de la dissémination des idées révolutionnaires, c'est oublier que la propagande joue aussi un rôle d'*organisateur*



collectif. Pire encore, c'est perdre de vue qu'entre les désirs révolutionnaires et les conditions objectives de la révolution, il existe une distance qui ne saurait être comblée autrement que par l'action révolutionnaire, et inversement, que la lutte idéologique, sans l'action révolutionnaire, est orpheline, ce qu'illustre parfaitement la pléthore d'organisations communistes dont l'activité principale est de pulluler sur internet (comme par exemple les opportunistes canadiens).

Concevoir la lutte idéologique comme principalement une lutte entre des idées repose sur une sous-estimation des conditions concrètes de la lutte contre l'idéologie dominante. Il n'est pas difficile de constater que les moyens de production et de diffusion des idées sont en très grande majorité sous le contrôle direct ou indirect de la bourgeoisie. Peut-être faut-il le rappeler, les sociétés capitalistes modernes reposent sur le maintien d'une certaine paix sociale, garantie entre autres par un compromis entre la bourgeoisie et une importante fraction de la petite-bourgeoisie, laquelle a troqué la révolution des masses contre l'obtention d'une série de droits (droit de parole, droit d'association, droit de critique, etc.) Ceux-ci font en sorte qu'il est maintenant possible de dénoncer les méfaits de telle ou telle entreprise, tel ou tel bourgeois, tel ou tel politicien, etc., sans que, toutes choses étant égales par ailleurs, rien ne change réellement.

Pour jouer un rôle positif, un rôle révolutionnaire, il faut que la propagande communiste s'incarne dans une pratique conséquente qui matérialise les *idées justes*. En ce sens, le parti révolutionnaire est le parti de la révolution *haïssable*, c'est-à-dire la révolution que la bourgeoisie ne peut tolérer, voire qui ne fait pas immédiatement l'unanimité chez la majorité des prolétaires. Marx avait d'ailleurs établi cette distinction lors des événements de juin

1848 à Paris, distinction entre la révolution des mots et du vide, soit « *la belle révolution, la révolution de la sympathie générale* », et la révolution réelle, soit « *la révolution haïssable, la révolution répugnante, parce que la chose a pris la place de la phrase* » (*Les luttes de classes en France*). Un tel parti s'assure que ses appels (sa propagande) contribuent à ce que la chose même (la révolution) remplace les discours généraux sur les méfaits du capitalisme. Autrement dit, il ne se contente pas de dénoncer le capitalisme : il en organise activement la destruction.

La théorie révolutionnaire est absolument nécessaire pour éclairer et orienter la lutte révolutionnaire, car elle permet de démasquer les causes réelles des méfaits du capitalisme. Toutefois, la théorie, laissée à elle-même, ne peut qu'aboutir à des résultats limités : elle permet d'anticiper en idées ce qui doit être fait pour abolir le capitalisme, mais ces idées restent à réaliser. Autrement dit, la théorie ne peut, par ses propres moyens, supprimer le capitalisme. Néanmoins, la théorie s'avère un élément vital et fondamental qui contribue à cimenter la conscience de classe et qui entre dans le développement et l'organisation des forces révolutionnaires. Comme l'indiquait Lénine, « [s]ans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire » (*Que faire ?*). La théorie est l'outil indispensable pour faire « *l'analyse concrète de la situation concrète* », c'est-à-dire l'analyse précise des conditions existantes, sans laquelle il est impossible de saisir les circonstances, la situation de toutes les classes et les rapports entre elles. En orientant l'activité des révolutionnaires, la théorie justifie la nécessité de la lutte révolutionnaire, lui donne un contenu et oriente sa progression.

Cela dit, la théorie révolutionnaire ne peut se développer que si la lutte des classes se développe, ce qui nous ramène au lien entre la

théorie et la pratique. C'est la lutte réelle qui provoque les transformations dans la conscience politique des prolétaires. Aussi, les questionnements théoriques surgissent au fur et à mesure que les besoins pratiques en engendrent la nécessité, car comme l'indique Marx, « [i]l ne suffit pas que la pensée pousse à se réaliser; il faut que la réalité pousse elle-même à penser » (*Critique du droit politique hégélien*). La condition pour que le prolétariat s'empare de la théorie révolutionnaire, c'est-à-dire de la théorie que les révolutionnaires introduisent dans ses rangs, c'est qu'elle contribue à comprendre, et ultimement à résoudre, les problèmes qui surgissent lors des luttes. **Surtout, il faut que la théorie révolutionnaire soit portée par des militantes révolutionnaires, que ces militantes soient liées aux prolétaires et que cette liaison, pour prendre forme, débouche sur l'action révolutionnaire.**


En somme, le parti communiste qui vise à devenir un parti complet doit :

- Se construire de manière à être éventuellement en mesure de déclencher et de diriger la guerre populaire ;
- Faire fusionner la théorie révolutionnaire avec la pratique révolutionnaire ;
- Former ses militantes comme organisateurs et organisatrices révolutionnaires, capables d'entraîner le prolétariat à l'action et de le diriger ;
- Mettre constamment à l'épreuve de la pratique les forces qu'il accumule ;
- Concrétiser son programme et ses perspectives à travers une série d'initiatives politiques qui le font progresser vers la guerre populaire ;
- Chercher à maîtriser *toutes* les formes d'action révolutionnaire. ★

À PROPOS ANALYSES ACTUALITÉS POLÉMIQUES ARCHIVES CORRESPONDANCES FRANÇAIS ▾
Q

I S K R A

Des paroles de feu, des actions de feu !



## LISEZ, DIFFUSEZ, PARTAGEZ L'ISKRA !

L'ISKRA est le journal du Parti communiste révolutionnaire.

Disponible en ligne au  
[www.iskra-pcr-rpc.ca](http://www.iskra-pcr-rpc.ca)

Envoyez-nous  
vos correspondances !

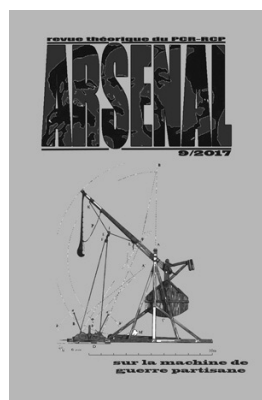
Écrivez à :  
[redaction@iskra-pcr-rpc.ca](mailto:redaction@iskra-pcr-rpc.ca)

# Critique de la confusion et de l'opportunisme contenus dans l'Arsenal #9

La présente critique participe au combat que nous menons depuis plusieurs mois pour réparer les dégâts politiques que les opportunistes canadiens ont causés au camp de la révolution.

Le Parti communiste révolutionnaire se dissocie complètement du numéro 9 de la revue politique **Arsenal** paru à l'époque où le parti était encore gangrené par les opportunistes. À compter d'aujourd'hui, il en arrête définitivement la distribution. La publication de cette revue, au début de l'année 2017, servait des objectifs contre-révolutionnaires et a constitué un pas en arrière considérable pour le mouvement communiste au Canada. Nos lecteurs et lectrices, nos sympathisants et sympathisantes, ont alors pu se demander si notre organisation avait abandonné le combat pour le communisme et s'était transformée en un énième appendice de la démocratie bourgeoise. À ce moment, il a même pu apparaître, aux yeux de nos alliées et de certaines organisations sœurs, que les perspectives contenues dans cette revue constituaient une synthèse de l'action révolutionnaire et des acquis politiques du prolétariat au Canada. Il n'en est rien.

Le contenu de l'Arsenal #9 est complètement étranger aux conceptions et à la pratique du Parti communiste révolutionnaire. Les idées et les propositions qui y sont formulées ne peuvent servir qu'à désorganiser le combat pour le pouvoir politique. Elles représentent la justification politique d'une pratique opportuniste témoignant du refus de combattre pour avancer vers la guerre populaire. Avec cette revue, les opportunistes canadiens révèlent clairement leur rejet du parti léniniste, leur conception révisionniste de la ligne de masse ainsi que leurs perspectives consistant à réduire la révolution à une succession de luttes pour des réformes et à inventer des préalables stratégiques inutiles au déclenchement de la guerre populaire.



Le PCR se dissocie totalement du numéro 9 de la revue *Arsenal* et en cesse la distribution.

## Le contenu général de l'Arsenal #9

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il importe de replacer la publication du numéro 9 de l'Arsenal dans son contexte afin de mieux comprendre le plan réactionnaire dans lequel elle s'inscrivait. Dans la première moitié de la présente décennie, la pratique développée par les opportunistes au sein du PCR leur a permis de faire une série de petits gains organisationnels (Revolutionary Student Movement [RSM], conférences d'organisations intermédiaires, ralliement d'étudiantEs, etc.), principalement en Ontario. Cette pratique déviait de celle historiquement mise de l'avant par le PCR. Elle était mise en œuvre spontanément, sans *justification politique*. Au cours de l'année 2016 (soit quelques mois avant la parution de l'Arsenal #9), la lutte des opportunistes pour asseoir leur ligne révisionniste et pour isoler les révolutionnaires du PCR s'est accélérée. C'est à ce moment que la nécessité de consacrer à l'écrit leur pratique s'est imposée à eux. C'est dans cette optique que la direction opportuniste a préparé l'Arsenal #9, lequel devait servir à imposer ses conceptions à l'ensemble du parti et à satisfaire ses nouvelles recrues étudiantes. C'était la première fois que les conceptions des opportunistes canadiens se trouvaient contenues dans une publication

officielle du PCR. Auparavant, leurs idées avaient été propagées informellement au moyen d'interventions individuelles sur des blogs personnels et sur des pages Facebook. La publication de l'Arsenal #9 marquait une nouvelle étape dans la lutte réactionnaire menée par les opportunistes canadiens. Désormais, ils devaient assumer leurs perspectives liquidatrices et prêter le flanc aux attaques du camp révolutionnaire.



« Disperser l'ancien monde, construire le nouveau monde ». (Affiche chinoise, c. 1967)

On retrouve au cœur de l'Arsenal #9 une proposition opportuniste sur la construction du mouvement révolutionnaire (exposée pour l'essentiel dans le texte « *L'approche communiste du travail de masse* »). Cette proposition est sous-tendue par une révision complète du maoïsme. L'Arsenal #9 contient aussi une justification théorique de cette révision (présentée dans l'introduction « *Bâtir un parti maoïste de type nouveau* » et dans les textes « *Une théorie à la recherche d'une théorie* » et « *L'appareil austéritaire : notes préliminaires* »). Le tout s'accompagne d'un lot de confusion, d'approximations et de banalités contribuant à étourdir les lecteurs et les lectrices. Sous couvert d'une défense des idées nouvelles apportées par le maoïsme, les opportunistes canadiens en rejettent les principes fondamentaux (parti centralisé, action révolutionnaire, lutte armée, initiative

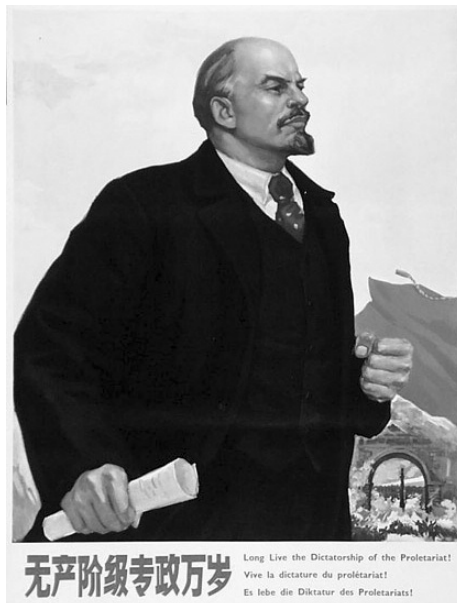


politique, centralité de la lutte pour le pouvoir, etc.). Il s'agit d'une véritable liquidation des acquis politiques de notre mouvement. Au cœur de cette révision se trouve *une conception droitière de la ligne de masse* servant à légitimer les pires pratiques économistes. Cette révision du maoïsme ouvre aussi la porte à l'importation des délires post-modernes, notamment à travers le détournement du terme « masses » pour désigner tout et n'importe quoi, excepté le prolétariat et la classe ouvrière.

L'introduction de la revue donne le ton en appelant à la construction *d'un parti maoïste de type nouveau*, ce qui, dans le langage des opportunistes, signifie *rejeter les acquis politiques et organisationnels du léninisme* pour les remplacer par *des conceptions soi-disant nouvelles* s'accordant avec leur pratique opportuniste. C'est ensuite dans les articles « *Une théorie à la recherche d'une théorie* » et « *L'appareil austéritaire : notes préliminaires* » qu'on trouve la théorisation de la révision du maoïsme opérée par les opportunistes. Le premier des deux textes prend la forme d'un appel à rejeter le *post-maoïsme*. L'argument principal de l'auteur est que la possibilité d'un développement conceptuel créatif est déjà inhérente au maoïsme et qu'il est donc inutile de parler de *post-maoïsme*. Cet argument, déjà médiocre en soi, sert en réalité à justifier l'éclectisme théorique de l'auteur pour qui le maoïsme semble n'être qu'un terrain de jeu intellectuel. C'est dans le second texte que cet éclectisme s'exprime avec plus de netteté : « *machine de guerre partisane* », « *mouvement des mouvements* », « *singularité* », « *multiplicité* », autant d'expressions prétentieuses et inutiles qui ne font qu'affaiblir des idées déjà claires et simples (l'avant-garde, le parti communiste, la direction politique, le mouvement spontané, les classes sociales, etc). Bref, ces deux textes peuvent se résumer ainsi : il ne sert à rien d'adopter *ouvertement* des idées étrangères au marxisme, car nous pouvons sans aucun problème importer ces idées toxiques dans le mouvement maoïste *par la porte d'en arrière*. Le récent livre du même auteur, *Continuity and Rupture (en continuité avec Badiou et Žizek, en rupture avec Lénine et Mao !)*, est la forme la plus aboutie de *ce renouveau théorique créatif*. Il s'agit d'un exercice de métaphysique vide de tout sens politique concret consistant à réviser l'histoire de la lutte des classes et à la transformer en une suite de catégories et de problèmes abstraits.

C'est dans le texte « *L'approche communiste du travail de masse* » que se trouve le cœur de la confusion et des perspectives opportunistes contenues dans l'Arsenal #9. Plus encore, parmi les écrits des opportunistes canadiens, c'est celui-là qui synthétise le mieux leur ligne politique et leur projet révisionniste. **La parution de cet article était**

**une manœuvre contre-révolutionnaire qui visait à nous imposer une ligne révisionniste en la figeant dans une revue officielle du PCR. Cette ligne, consistant à mettre la lutte pour des réformes au centre de l'étape actuelle du processus révolutionnaire, à prôner le développement d'organisations intermédiaires anti-parti et à liquider le parti d'avant-garde au profit d'un modèle informe visant à favoriser l'initiative des masses, n'est en fait rien d'autre que la récupération d'une vieille perspective opportuniste depuis longtemps rejetée par notre mouvement.** Celle-ci permet de dévier de la lutte révolutionnaire et d'échapper à ses dangers immédiats, ce qui la rend particulièrement attrayante aux yeux d'universitaires carriéristes et d'autres éléments petits-bourgeois du même genre.



« Vive la dictature du prolétariat ! » : les maoïstes de Chine ont toujours assumé leur totale continuité avec le léninisme.

### **L'approche communiste du travail de masse**

À la première lecture de ce texte, nous sommes ennuyés par toutes les *banalités* qu'il contient : « *les communistes doivent s'efforcer d'être de bonnes personnes* », « *les communistes doivent fonder leur action sur des principes* », « *si les masses ne sont pas organisées, il ne peut y avoir de révolution* », « *les communistes doivent respecter la direction élue* », « *les circonstances de la vie font qu'il est parfois nécessaire de permettre différents niveaux d'activité* », etc. Ces platitudes ne sont pas sans rappeler le texte insipide « *Pour être un bon communiste* » écrit par l'un des plus grands fossoyeurs de la Révolution chinoise, Liu Shaoqi. Il est important de ne pas se laisser distraire et de bien cerner où se situe l'essentiel. Une lecture attentive de « *L'approche communiste du travail de masse* »

révèle la présence d'un grand nombre d'idées droitières. On y apprend par exemple qu'il n'y a *pas* d'organisation d'avant-garde au pays actuellement, car il n'y a pas de parti communiste *massif et hégémonique*, que le parti fera le front uni avec *ses propres organisations*, que le mouvement Occupy a *directement remis en cause le capitalisme*, que le déclenchement de la guerre populaire est initié *par l'État bourgeois* et que la défensive stratégique consiste en *une défense des organisations de masses*.

Le texte « *L'approche communiste du travail de masse* » contient la *proposition principale* des opportunistes canadiens sur le *développement général de la révolution*. Nous la résumons ainsi :

a) Le parti est essentiellement *une coquille vide* ; il n'existe, dans les faits, qu'à travers l'action et le développement *d'organisations intermédiaires anti-parti* ;

b) La tâche principale de ces organisations intermédiaires est de mettre en œuvre *du travail de masse réformiste* et des *campagnes économistes* ; ce travail réformiste constitue l'essentiel de l'activité des communistes dans les masses ;

c) La révolution progressera graduellement à travers *une longue série de luttes pour des réformes*, au cours de laquelle les organisations intermédiaires *se multiplieront et se diversifieront* ;

d) À un certain point dans le futur, l'État bourgeois *s'estimera menacé* par la mobilisation et les campagnes menées par ce réseau d'organisations intermédiaires et décidera de les attaquer ; leur défense active par les révolutionnaires et les masses marquera *le passage à la guerre populaire (la défensive stratégique)* :

« *Au fur et à mesure que notre travail de masse obtiendra du succès et que notre parti et les organisations de masse se développeront, nous allons inévitablement subir une répression accrue de la part de l'État. [...] La défense énergique des organisations de masse et de leurs activités contre la répression de l'État peut constituer une étape de l'ouverture de la défensive stratégique en milieu urbain. Dans la mesure où les organisations de masse constituent l'embryon de ce qui deviendra les institutions du socialisme, la capacité de les défendre est au cœur de la mise en place d'un double pouvoir.* »

En dernière instance, c'est la **conception révisionniste de la ligne de masse** défendue par les opportunistes canadiens qui justifie cette progression unidimensionnelle à travers des campagnes réformistes. Cette conception prescrit aux communistes un développement graduel, pas à pas, plaçant le centre de gravité actuel de la lutte sur l'initiative émergente des masses plutôt que sur l'activité et la progression de l'avant-garde. Elle induit la nécessité de leur construire le plus tôt possible de



nouvelles organisations venant remplacer celles existant déjà et de rassembler aujourd'hui les éléments politiquement « de gauche » (les masses !) dans des organisations intermédiaires.

#### ◆ **Les organisations intermédiaires**

Les opportunistes canadiens utilisent la notion d'organisations intermédiaires pour désigner des organisations séparées du parti, ayant une base d'unité politique plus faible que celui-ci, ne luttant pas ouvertement pour la révolution et dont la vie politique et organisationnelle est autonome :

« Les organisations intermédiaires ont un niveau d'unité politique plus élevé que les organisations de masse ; par exemple, elles peuvent être consciemment anticapitalistes. Toutefois, les organisations intermédiaires n'ont généralement pas besoin d'adhérer à une stratégie révolutionnaire unifiée. »

« Bien que les organisations de masse et les organisations intermédiaires puissent être initiées par le parti, elles doivent être autonomes et démocratiques. »

Les opportunistes ont créé (ou ont tenté de le faire) une panoplie d'organisations de ce type (Proletarian Feminist Front (PFF), Revolutionary Workers Movement (RWM), Fuck the 150, Anticolonial Action, Serve the People, collectifs *Against Fascism*). Le spécimen le plus abouti dans cette longue série est sans contredit le RSM.

La manière dont les opportunistes canadiens sont arrivés à défendre la notion d'organisations intermédiaires est pitoyable. En effet, ils ont érigé en principe absolu la méthode d'organisation aléatoire et infantile employée lorsqu'ils ont formalisé un regroupement d'étudiant·es sympathiques au marxisme à Ottawa (ce qui avait débouché sur la création du RSM). Depuis ce temps, ils tentent de reproduire cette expérience et ils en étendent la méthode à l'ensemble de leur activité. Pour justifier politiquement et historiquement le principe des organisations intermédiaires, ils font une relecture droitière de la révolution en cours aux Philippines (avec ses organisations populaires luttant pour la démocratie nouvelle) et de l'expérience du Parti communiste du Canada dans les années 1920 et 1930 (avec la Trade Union Educational League et la Workers' Unity League organisant son action dans la classe ouvrière).

S'ils font ainsi, c'est parce qu'ils ont découvert que recruter des étudiant·es dans des organisations centrées sur des revendications démocratiques (ou vaguement de gauche), sans cohésion réelle, faciles d'accès et demandant peu d'implication, était plus simple que de construire une avant-garde révolutionnaire. À présent, les opportunistes tentent de justifier l'emprunt de cette voie facile en en faisant une nécessité stratégique de la révolution. Selon

eux, celle-ci serait induite par une autre nécessité, celle de faire émerger l'initiative des masses (laquelle est vue comme la *priorité absolue* du processus révolutionnaire) en leur faisant prendre conscience pas à pas de leurs capacités à travers une succession de luttes pour des réformes :

« En prenant en charge certaines revendications, en menant des campagnes spécifiques et en remportant des victoires, on peut améliorer immédiatement les conditions des masses. En retour, cela confère aux masses une raison matérielle de nous prendre au sérieux (non pas au sens où l'entend l'idéologie bourgeoise, mais dans celui de donner aux masses une véritable raison matérielle de prendre notre ligne en considération). »

« [L]e fait de gagner des réformes spécifiques permet aux masses de voir que la victoire est possible. »

Cela exige, selon eux, des formes d'organisation bâtarde et autonomes du parti servant à faire participer les masses sans les brusquer :



Pour les opportunistes, mener une campagne de masse en défense de la révolution d'Octobre, comme nous l'avons fait, est incompatible avec leur conception de la ligne de masse et relèverait d'une « société d'histoire », et non d'une parti communiste !

« Comment pouvons-nous, en tant que communistes, gérer cette apparente contradiction entre la nécessité de la participation des masses dans le processus révolutionnaire et l'existence d'un parti d'avant-garde centralisé ?

Pour ce faire, un autre type d'organisation est nécessaire. Nous parlons ici de ce qu'on appelle communément les organisations de masse, ou qui existent pour les masses. [...] Elles peuvent être organisées autour de questions ou de groupes démographiques spécifiques. »

« Qu'en est-il des personnes qui sont politiquement plus avancées que les organisations de masse, mais ne sont pas encore disposées

ou en mesure de rejoindre le parti ? Ici, nous insérons un autre type d'organisation, qu'on peut appeler "organisation intermédiaire". »

Ces nouvelles organisations constituent même, pour les opportunistes, les embryons de l'État prolétarien : « Les révolutionnaires doivent utiliser la ligne de masse pour éveiller le potentiel des masses et leur capacité à se diriger elles-mêmes ; les organisations formées dans le processus de lutte constitueront la base du socialisme. » Ainsi, pour eux, il est possible de commencer à construire le Nouveau Pouvoir populaire avant même d'avoir déclenché la lutte armée !

La construction d'un large réseau d'organisations intermédiaires est aussi en phase avec leur conception du *parti maoïste de type nouveau*. Selon cette conception, la tâche de développer une avant-garde révolutionnaire selon les principes et les méthodes élémentaires du léninisme (centralisme démocratique, groupe dirigeant, centralité de la lutte pour le pouvoir, action révolutionnaire, clan-

destinité, cloisonnement des cellules, etc.) doit être abandonnée car discréditée par l'histoire. Pour les opportunistes, le maoïsme offre maintenant une conception supérieure du parti communiste et de l'organisation en général. Cette conception nouvelle permet de résoudre la contradiction entre les masses et l'avant-garde, les organisations intermédiaires permettant aux masses de ne pas être dominées par le parti :

« Les membres, sympathisants et sympathisants du parti doivent s'impliquer dans les organisations de masse et les organisations intermédiaires, mais elles et ils ne doivent pas

agir d'une manière dirigiste à l'intérieur de ces organisations ; le dirigisme, dans ce cas, consisterait à s'emparer des postes de direction et à imposer une ligne politique qui dépasse le niveau politique des membres de l'organisation. En retour, le parti doit intégrer les perspectives avancées par les organisations de masse et intermédiaires, et synthétiser les perspectives correctes dans sa propre ligne politique. Bref, il doit y avoir un dialogue constant entre le parti et l'organisation de masse, sans que ni l'une, ni l'autre ne se voit accorder une plus grande importance. »

centralisé au profit d'une fédération de petits collectifs réformistes et qu'elle ne peut que condamner la révolution à la défaite. La création d'organisations intermédiaires ne fait que mettre des obstacles inutiles entre le parti et les masses. L'effet paradoxal de ces organisations est d'éloigner progressivement les masses du parti à mesure que se développe l'activité de ses militantes ! Aussi, ces organisations en viennent inévitablement à faire concurrence au mouvement de masse spontané. Ce mouvement spontané comporte bien sûr des forces et des faiblesses et est incapable, par lui-

que le parti doit parvenir à diriger la guerre populaire, ce qui implique d'assumer les transformations objectives et subjectives que cela requiert. Notre conception d'un tel parti est celui d'un parti communiste complet assumant l'ensemble objectif des formes d'action révolutionnaires. Pour être en mesure de diriger la guerre populaire, le parti doit se servir de l'ensemble des moyens et des principes développés par le léninisme, et non pas les rejeter du revers de la main sous prétexte que la science marxiste s'est développée ! Ces acquis sont toujours nécessaires aujourd'hui, alors que nous sommes confrontés aux mêmes problèmes qui ont constitué la base matérielle de l'émergence du léninisme (en fait, ces problèmes sont même renforcés aujourd'hui par la force de la démocratie bourgeoise et par la puissance militaire des États impérialistes). Penser que ces problèmes ont disparu et avec eux les méthodes objectivement nécessaires pour les surmonter, penser que le plus récent développement de la science marxiste induit désormais la tâche de créer un large réseau d'organisations intermédiaires dédiées à la lutte pour des réformes, quand des propositions de ce genre existaient déjà à l'époque de Lénine, c'est faire un pas en arrière dans l'histoire et retourner à la confusion organisationnelle... pré-léniniste !

Ce que les opportunistes canadiens présentent comme de nouvelles idées constitue en réalité une vieille conception depuis longtemps rejetée par notre mouvement. La notion d'organisations intermédiaires est une idée d'une simplicité navrante dont la base matérielle est le développement d'une pratique confuse et opportuniste dans des organisations politiques dédiées à la lutte immédiate, pratique se développant dans la période précédant ou chevauchant la création d'un parti communiste. Certaines militantes tentent alors de donner des assises théoriques à cette pratique et de la formaliser pour la faire subsister éternellement. Cette conception, inévitablement produite par la pratique infantile des organisations encore confuses, est particulièrement forte au début d'un processus révolutionnaire. Elle condense les méthodes de travail spontanées, inconscientes et artisanales que les communistes découvrent lorsqu'ils et elles sont à la case départ et qu'ils et elles entament du travail organisationnel avec les masses. Ces méthodes peuvent alors sembler adéquates aux yeux des militantes qui ont la vue courte et qui se laissent impressionner par les gains immédiats qu'elles permettent de faire (par exemple, un recrutement relativement rapide) sans considérer l'ensemble des défis qui attendent les révolutionnaires.

Ce qui est particulièrement fâchant est que le mouvement communiste au Canada, et plus particulièrement au Québec, a déjà fait les clarifications nécessaires à ce sujet et a rejeté depuis un bon moment cette conception



C'est ultimement l'action de l'avant-garde et de sa direction politique qui permet de dépasser les limites du mouvement spontané.

Affirmer, comme le fait l'auteur, que le parti n'a pas plus d'importance que les autres organisations des masses est en soi une négation du rôle dirigeant de l'avant-garde et de la place centrale que son action occupe dans le processus révolutionnaire. Pire encore, à une époque où l'organisation de type parti se trouve affaiblie par la démocratie bourgeoise et par la domination des perspectives petites-bourgeoises, et où le mouvement spontané renforce tous les autres types d'organisations, cela revient dans les faits à attribuer au parti un rôle secondaire : superviser de loin l'action en cours dans les organisations intermédiaires (qui ne sont pas ouvertement communistes et qui ne luttent pas ouvertement pour la révolution, rappelons-le).

Nous considérons que cette proposition est étrangère à l'histoire du mouvement communiste, qu'elle revient à liquider le développement du parti révolutionnaire d'avant-garde

même, d'aboutir à la révolution. C'est ultimement l'action de l'avant-garde et de sa direction politique qui permet de dépasser ses limites en faisant apparaître l'issue de la montée vers le pouvoir. Par contre, reproduire artificiellement et en parallèle une version réduite de ce mouvement est un détour stratégique inutile qui ne fera rien d'autre que détourner les révolutionnaires de leurs tâches actuelles en les faisant s'investir dans des luttes économicistes. Le résultat ne peut être que l'anéantissement de la force et des capacités de l'avant-garde politique. La tâche du parti, par rapport au mouvement spontané, est au contraire de développer de nouveaux liens révolutionnaires avec les masses, des liens directs et sans intermédiaires.

Il est vrai que le maoïsme développe et renforce la conception du parti communiste. Ce développement réside pour l'essentiel dans le fait d'énoncer explicitement et consciemment



immature. En effet, le même combat que celui que nous menons actuellement contre la proposition opportuniste de développer des organisations intermédiaires a dû être mené à l'intérieur du mouvement ML dans les années 1970. L'une des polémiques les plus connues et les plus représentatives de cette période est celle que l'organisation En Lutte ! a menée au milieu des années 1970 contre le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (CSLO). Il y avait, à cette époque au Québec, un processus d'unification des éléments d'avant-garde devant aboutir à la création d'un nouveau parti révolutionnaire. En périphérie de ce processus persistaient les formes de travail des années précédentes marquées par le spontanéisme et le refus de mener une action ouvertement révolutionnaire dans les masses. Ne voulant pas abandonner ces méthodes, les partisans du CSLO et d'autres comités de ce type (comités d'action politique, comptoirs alimentaires, etc.) ont été obligés de théoriser leur pratique opportuniste en inventant des nécessités stratégiques inutiles (organiser le soutien populaire aux luttes ouvrières, convaincre petit à petit les masses de la révolution en commençant d'abord par les faire lutter pour des réformes, développer leur initiative à travers des campagnes économistes, etc.). La réponse historique du mouvement ML a été de rejeter complètement cette conception et d'avancer dans le processus de construction du parti. Il est difficile de ne pas éprouver un certain haut-le-cœur en voyant réapparaître la même vieille conception opportuniste près d'un demi-siècle plus tard, cette fois présentée comme une grande avancée du maoïsme.

De tout cela, retenons que c'est la pratique infantile, confuse et économiste des opportunistes canadiens, combinée au refus d'abandonner des gains organisationnels non-révolutionnaires (par exemple le RSM) qui est la base matérielle de leur conception.

#### ◆ Le travail de masse réformiste

D'après le texte, les organisations intermédiaires mises sur pied par les communistes doivent leur servir à faire du travail de masse, soit, dans les faits, du travail réformiste affublé du terme masses. Il est postulé que ce travail « englobe toute activité politique qui interpelle les masses » alors que ce n'est que la perspective unidimensionnelle de la lutte pour des réformes (donner confiance aux masses en luttant pour des revendications spécifiques, mettre en place des programmes communautaires, développer des campagnes économistes, etc.) qui est traitée dans le texte. D'ailleurs, l'auteur affirme explicitement que c'est la lutte pour des réformes qui est prioritaire à l'étape actuelle :

« Les révolutionnaires ont besoin de parler aux masses là où elles sont, d'une manière qui influence directement leur vie au jour le jour

et en s'adressant concrètement à leurs expériences quotidiennes ; **actuellement, cela prend largement la forme de réformes ou de campagnes spécifiques.** »

De plus, le texte n'accorde de l'importance qu'à la tâche de développer l'initiative des masses, sans aborder l'entraînement des masses à l'action autrement que par l'organisation de luttes économistes. Nous disons plutôt que les masses prennent part à des luttes économiques et résistent au capitalisme spontanément chaque jour, sans même l'intervention des communistes. À vrai dire, ce qui manque à la lutte des classes, c'est la direction politique révolutionnaire d'une avant-garde vivante et persévérante pour contrer la dispersion et l'isolement politique du mouvement ouvrier.



« Contre l'économisme : détruisons la contre-offensive de la ligne réactionnaire de la nouvelle classe capitaliste ». (Affiche chinoise, janvier 1967)

Avec des objectifs aussi flous que « 1) organiser les masses pour la révolution, 2) [se] garder enracinées dans les masses, 3) recruter, 4) améliorer les conditions des masses, et 5) créer un sentiment de communauté », comment est-il possible de s'imaginer mener un travail différent de celui de l'ensemble des organisations réformistes et communautaires au pays ? Nous disons que ces organisations se fixent et atteignent sensiblement ces mêmes objectifs et donc, qu'il y a fort à parier qu'elles sont capables de déployer un bien meilleur travail de masse (tel que défini dans le texte) que celui des opportunistes canadiens. « L'approche communiste du travail de masse », en fin de compte, réduit toutes les questions stratégiques liées à la progression et à la préparation de la guerre populaire au développement des luttes revendicatives et réformistes.

D'après le texte, il suffit d'ouvertement et de consciemment rejeter l'économisme pour ne pas être économistes. Plus encore, il est affirmé qu'aucune contradiction ne réside entre la lutte pour des réformes et la lutte pour la révolution, et que la lutte réformiste devient une lutte révolutionnaire et politique lorsque ceux et celles qui la mènent se disent révolutionnaires.

« C'est seulement en liant consciemment la lutte pour une réforme à la lutte révolutionnaire plus globale et en la subordonnant ouvertement au processus révolutionnaire qu'on ne tombera pas dans l'économisme. »

Nous disons que bien entendu, les révolutionnaires doivent se saisir des luttes revendicatives existant objectivement indépendamment d'eux et elles. Par contre, organiser une révo-

lution est de loin plus difficile que développer des luttes économiques en copiant le mouvement spontané. Cette difficulté n'est pas une difficulté du futur : elle est actuelle. Il faut dès maintenant développer la lutte politique extérieure au mouvement ouvrier, lutte qui permettra aux luttes revendicatives d'ultimement déboucher sur le socialisme. C'est ce que nous appelons la préparation politique de la guerre populaire dans le processus de construction d'un parti communiste. Un parti communiste ne peut pas magiquement se transformer en parti apte à faire la guerre populaire et à prendre le pouvoir politique s'il se construit pendant des années à partir d'une action réformiste. L'histoire a démontré à maintes reprises que les organisations qui ont pris ce chemin ont inévitablement construit pires encore que des châteaux de cartes : des annexes



de la *démocratie bourgeoise*. Nous défendons qu'il faut *transformer* les combats parcellaires – condamnés à la défaite sans la lutte pour le pouvoir – plutôt que de *vouloir les renforcer*.

#### ◆ *La conception révisionniste de la ligne de masse*

Selon nous, « *L'approche communiste du travail de masse* » met de l'avant une conception attentiste et anti-léniniste de la ligne de masse. Le texte soutient que la ligne de masse est ce qui organise l'ensemble de la progression révolutionnaire. D'après le texte, faire la révolution revient à organiser successivement différentes campagnes qui développent pas à pas l'initiative des masses et leur volonté de lutter. Chacune de ces campagnes est organisée selon une procédure métaphysique en trois étapes condescendantes envers le prolétariat : les révolutionnaires doivent 1) enquêter auprès des masses, 2) formuler des revendications, et 3) organiser des campagnes autour de ces revendications. S'ensuit un travail de consolidation permettant d'accumuler durablement des forces. Les organisations intermédiaires servent alors à rallier de nouveaux et nouvelles militantes en fin de campagne. Ce processus, recommençant encore et encore, doit mener à la guerre populaire.

Nous estimons qu'une telle position revient à *abandonner* toute activité et toute pratique organisationnelle dépassant le cadre opportuniste du réformisme et de l'économisme. La conception de la ligne de masse avancée dans le texte évacue la lutte politique et simplifie avec naïveté le développement de la révolution et la construction d'un parti révolutionnaire. Selon les opportunistes canadiens, c'est ce collage grossier de catégories non-maîtrisées qui est l'héritage de la révolution en Chine et des guerres populaires du tournant du siècle dernier. Toujours selon eux, c'est cette « *méthode d'organisation universelle* » qui a été inconsciemment et objectivement à l'origine de toute progression révolutionnaire dans l'histoire. Dans les faits, selon nous, les trois étapes métaphysiques que le texte met de l'avant ne traduisent que l'adhésion unidimensionnelle des opportunistes canadiens au travail réformiste. Précisons que nous avons du mal à croire qu'ils aient fait un brin d'enquête ouvrière au cours de leur vie. Il y a fort à parier qu'ils sont complètement étrangers aux zones ouvrières et prolétariennes des villes dans lesquelles ils vont à l'université. De notre côté, nous ne rejetons pas l'enquête ouvrière. Nous sommes d'ailleurs beaucoup plus vaillantes que les opportunistes sur ce plan. Cependant, nous subordonnons ce travail presque quotidien au développement de l'action révolutionnaire et au déclenchement à venir de la guerre populaire.

Plus encore, la « *méthode d'organisation universelle* » renferme les déviations opportu-

nistes suivantes : 1) la spécialisation dans le regroupement de militantes de gauche sous prétexte d'élever le niveau politique des éléments intermédiaires ; 2) la présence reflète comme moyen de découvrir et de traduire les idées des masses ; 3) les campagnes économicistes pour partager les perspectives du parti avec les masses ; 4) la création d'organisations autonomes et distinctes du parti pour permettre à la ligne de masse de se développer ; 5) l'abandon du parti centralisé au profit d'une fédération de petits collectifs réformistes, et ce, pour ne pas exercer une direction bureaucratique sur les masses ; 6) le rejet du mouvement spontané réel du prolétariat au profit des mouvements politiques petits-bourgeois ; 7) la dilution du terme « masses » en y incluant n'importe quoi sauf la classe ouvrière ; etc.

Certes, pour nous, la ligne de masse est un apport important du maoïsme. Il est juste de « partir des masses pour retourner aux masses ». Depuis nos débuts, nous formulons des mots d'ordres qui concrétisent notre compréhension de la ligne de masse. Nous soutenons :

a) que *les travailleurs et les travailleuses sont des millions de héros* ;

b) qu'*il est important politiquement d'apprendre du mouvement réel qui produit la société quotidiennement (c.-à-d. le travail) et d'y participer* ;

c) que *la centralité ouvrière dans la lutte politique et dans le socialisme nous permettra de résoudre la contradiction entre le travail vivant et le travail mort* ;

d) que *les masses demandent l'organisation de la rébellion* ;

e) que *le socialisme répond à l'ensemble des revendications du peuple* ;

f) que *nous devons mener la lutte pour le pouvoir*.

En revanche,

a) la ligne de masse est une méthode de *direction* et non d'*organisation* ; plus précisément, c'est la méthode qui permet d'avoir des idées justes sur la façon de *diriger* les masses ;

b) la ligne de masse est un processus politique général et continu permettant d'outiller la direction politique de l'avant-garde et non une recette pour recueillir des doléances et pour formuler des revendications immédiates, ce qui réduit le combat politique à des pratiques opportunistes ;

c) les « idées justes » sont avant tout le reflet de la réalité matérielle et de l'expérience d'action révolutionnaire des millions de travailleurs et travailleuses au Canada et à travers le monde et non le produit de la lutte idéologique petite-bourgeoise ;

d) les maoïstes aujourd'hui ne partent pas de zéro ; ils et elles ont déjà comme bagage historique la synthèse « des idées justes » des masses ;

e) la nécessité de totaliser l'action révolutionnaire du prolétariat, de faire pénétrer les acquis politiques du mouvement communiste

dans les masses, de faire fusionner l'expérience directe et indirecte et de préparer la guerre populaire est un produit de la ligne de masse ;

f) plus largement, préparer, déclencher et diriger la guerre populaire n'est pas un exercice démocratique : c'est l'imposition d'un changement qui ne fait pas l'unanimité, qui n'attend pas l'approbation de la majorité, mais qui est nécessaire.

Il existe mille et une façons d'entraîner les masses à l'action révolutionnaire en partant de la réalité de la lutte des classes et de la conjoncture politique. Prenons l'exemple du boycott des élections bourgeoises que nous organisons périodiquement. En fait, le désaveu de la démocratie bourgeoise par le prolétariat existe déjà, comme il est possible de le constater en observant les taux de participation diminuer d'élections en élections. On peut donc dire qu'un boycott objectif a cours ; il ne demande qu'à être organisé sur une base résolument révolutionnaire.

À la lecture du texte, nous déduisons que les opportunistes canadiens font une relecture droitiste des expériences révolutionnaires passées et actuelles. Premièrement, ils confondent les tâches de la période qui est la nôtre (celles qui ont trait à la préparation de la guerre populaire) avec les tâches qui étaient propres à la Chine alors qu'elle était en pleine guerre populaire (faire basculer le peuple dans la lutte armée en appui aux combattantes, développer le nouveau pouvoir, transformer la vie quotidienne de millions de personnes, etc.). Deuxièmement, les opportunistes nient l'existence des mouvements spontanés et revendicatifs des masses au Canada, et en particulier celui de la classe ouvrière. Au mieux, ils les trouvent *inintéressants et inutiles*. Essentiellement, ils ne reconnaissent que l'existence des mouvements petit-bourgeois organisés. Plus encore, ils estiment devoir créer de nouvelles organisations et développer un nouveau mouvement de masse au pays, mouvement qui dans les faits, sera revendicatif. *L'esthétique révolutionnaire* ne les empêchera pas de copier ce qui se fait déjà spontanément.

Nous considérons qu'il faut plutôt s'atteler à construire le parti de la guerre populaire. C'est l'initiative politico-militaire de ce parti, c'est-à-dire sa proposition de montée vers le pouvoir, qui produira *la base matérielle* d'une réelle combativité chez les masses et qui poussera les organisations de masse à se positionner pour la révolution. Autrement dit, c'est la période historique, et non la volonté subjective, qui doit orienter notre analyse du mouvement spontané et des organisations de masse déjà existantes. En ce moment, pour préparer politiquement et stratégiquement la guerre populaire, le parti doit développer son action révolutionnaire permanente et disposer ses militantes révolutionnaires partout là où les masses se trouvent déjà, et idéalement là

où ils et elles peuvent influencer le plus grand nombre. Ainsi, ils et elles peuvent quotidiennement faire retentir à l'intérieur du mouvement réel l'activité et les perspectives du parti. Bref, nous sommes contre l'isolement volontaire proposé par les opportunistes canadiens et motivé par leur mépris de classe.

Si l'on se fie au texte, le mouvement de masse spontané contemporain se résume à des mouvements qui ont attiré l'attention des médias bourgeois et de la petite-bourgeoisie intellectuelle : le mouvement Occupy, la grève étudiante québécoise de 2012, ou encore le mouvement anti-guerre. Autrement dit, l'auteur est aveugle à la lutte menée quotidiennement par la classe ouvrière – et le prolétariat en général – pour résister à l'exploitation capitaliste et pour améliorer ses conditions matérielles d'existence. Aussi, nous disons que les mouvements auxquels l'auteur du texte accorde de l'importance sont dominés par des perspectives petites-bourgeoises, ou encore, dans certains cas, ont une composition de classe presque entièrement petite-bourgeoise. Pourtant, dans les deux dernières années, les opportunistes canadiens ont souvent reproché au parti d'avoir été *coupé de l'expérience militante du prolétariat* en ne s'étant pas illustré dans ces mouvements petits-bourgeois. On peut facilement croire qu'ils espèrent que mille et un Occupy fleurissent et que le parti les fédère et les reproduise durablement. Nous n'avons qu'à regarder leur activité récente pour y déceler le suivisme vis-à-vis de la gauche libérale. Par exemple, ils ont ni plus ni moins repris les appels généraux de cette dernière contre la soi-disant montée du fascisme. Aussi, ils ont mené, essentiellement sur les réseaux sociaux, une campagne contre le 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada à la manière de n'importe quel groupe étudiant vaguement anticolonialiste. À cela, il n'y a rien de nouveau. Avant notre scission avec les opportunistes canadiens, les militantes du RSM ont instigué une lutte pour faire naître des assemblées générales étudiantes et d'autres campagnes tout aussi petites-bourgeoises (telles que la campagne mémorable *De Caire Off Campus*), en plus de s'investir à corps perdu dans des luttes à la mode dans la gauche universitaire. Par exemple, récemment, ils ont mené une campagne de solidarité avec les auxiliaires d'enseignement et de recherche (des prolétaires, selon eux !) de l'Université York à l'occasion d'une grève dirigée par le local 3903 du Syndicat canadien de la fonction publique.

## La lutte des classes continue

La neuvième édition de l'Arsenal nous révèle qu'après 200 ans de luttes conscientes et opiniâtres, de prises du pouvoir, de guerres populaires et d'expériences réelles du socialisme, les opportunistes canadiens s'en remettent aux organisations intermédiaires et au travail réformiste pour se lier aux masses. Selon eux, ces perspectives sont le produit d'une ligne de masse des plus justes et des plus à jour. Nous en déduisons que notre adversaire pense que pour éviter le gouffre du révisionnisme apparu dans le mouvement communiste au XX<sup>e</sup> siècle, il faut sauter dedans à pieds joints. Pour ajouter à cet égarement, l'opportunisme canadien se targue d'être maître dans le *renouveau théorique créatif* – une adhésion déguisée au postmodernisme avec à sa tête un métaphysicien petit-bourgeois, ses congénères et son lectorat vendu.

L'Arsenal #9 est ouvertement et définitivement rejeté par notre parti et l'ensemble des partisans de la guerre populaire au Canada qui se sont mis sous notre direction. Nous ne sommes pas sans savoir que les idées avancées dans ce numéro opportuniste ne sont qu'une expression particulière de la menace révisionniste qui guette le communisme. Cette menace ralentit la progression révolutionnaire dans les pays impérialistes et ultimement, elle peut signer son arrêt de mort si elle n'est pas vivement combattue.

Fieres de tout le chemin parcouru par les révolutionnaires qui ont fait l'histoire, nous considérons la récente lutte de ligne et la scission de notre organisation comme un événement particulièrement important dans la lutte des classes au Canada. Il en résulte d'un côté un parti d'avant-garde centralisé et de l'autre, une fédération de petits collectifs réformistes et postmodernes. Le développement de l'action révolutionnaire de notre organisation et le repliement des opportunistes sur des pratiques économistes et réformistes promet l'élargissement du fossé qui nous sépare. ★

**Rejetons largement les perspectives opportunistes de l'Arsenal #9 !**

**Reconstruisons le Parti communiste révolutionnaire, véritable parti d'avant-garde !**

**Saisissons-nous de l'initiative révolutionnaire contre tous les ennemis du peuple !**



# Une histoire du mouvement communiste au Canada (I)

Le texte que nous présentons dans les pages qui suivent représente essentiellement la transcription des deux premières d'une série de quatre conférences ayant été présentées à l'hiver et au printemps 2018 dans le cadre des activités de l'École communiste de Montréal. L'ÉCM a inauguré en janvier sa première saison d'activités politiques et théoriques, sous la forme de cours, de conférences, de films/débats et de séries thématiques, s'adressant aux partisans et aux partisans du communisme mais aussi de manière générale, à tous les militants et toutes les militantes qui désirent développer leur compréhension de l'expérience passée du mouvement prolétarien ainsi que des grands enjeux actuels auxquels notre mouvement est confronté. Rendez-vous incontournable, l'école entend devenir le principal carrefour de débat et de formation communistes à Montréal. Toutes les activités ont lieu à la Maison Norman Bethune, au 9697, boulevard Saint-Laurent (3<sup>e</sup> étage). La programmation est régulièrement mise à jour au [www.maisonnormanbethune.ca](http://www.maisonnormanbethune.ca). À noter que la suite de ce texte sera présentée dans notre prochain numéro.

Cette série sur l'histoire du mouvement communiste au Canada n'est pas l'œuvre d'un spécialiste, mais la contribution d'un simple militant lui-même impliqué depuis une quarantaine d'années au sein de ce mouvement. Les observations et points de vue présentés sont les siens, mais ils reflètent pour l'essentiel ceux du Parti communiste révolutionnaire – le parti qui incarne aujourd'hui la théorie et la pratique du marxisme-léninisme-maoïsme sur le territoire canadien. Ils s'inspirent notamment de la critique du révisionnisme faite par le mouvement marxiste-léniniste dans les années 1970, plus particulièrement celle qui a été portée par l'OCML En Lutte !

Étudier l'histoire du mouvement communiste et des luttes de lignes qui l'ont traversée, c'est apprendre d'une expérience riche, qui est celle de la classe ouvrière en lutte et de son avant-garde – un processus nécessaire pour éclairer la pratique révolutionnaire contemporaine. Tel est l'objectif de cette modeste contribution, qui intéressera surtout les militantes et militants moins au fait de cette histoire.

## Aux origines du Parti communiste du Canada

L'histoire du mouvement communiste au Canada, c'est d'abord celle du **Parti communiste du Canada**, à tout le moins pour la période s'étendant de sa fondation, en 1921, jusqu'à la fin des années 1960, alors que l'on a assisté à l'émergence d'une série de nouvelles organisations créées dans la foulée de la lutte contre le révisionnisme qui caractérisait désormais bon nombre des anciens partis historiques, dont celui-là.

La création du PCC fut le résultat croisé de l'expérience du mouvement ouvrier apparu dans la dernière partie du 19<sup>e</sup> siècle et de l'influence du mouvement communiste international et du triomphe de la révolution d'Octobre en Russie.

Tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, mais surtout à partir des années 1850-1860, le développement du capitalisme et l'industrialisation avaient vu l'essor de la classe ouvrière, renforcée par l'arrivée de vagues massives de travailleuses et travailleurs issues de l'immigration. On vit ainsi apparaître les premières organisations ouvrières ; la première centrale syndicale canadienne – la *Canadian Labor Union* – fut alors créée en 1873, quoiqu'elle ne durât que quatre ans.

Entre 1890 et 1920, période marquée par une industrialisation accélérée et une concentration du capital, le pays a connu une agitation croissante et les premières organisations politiques ouvrières sont apparues, inspirées par les courants marxistes et anarchistes que l'on retrouvait ailleurs dans le monde, particulièrement en Europe et aux États-Unis. La pénétration des idées révolutionnaires fut largement facilitée par la venue de travailleuses et travailleurs immigrés. Parmi ces organisations, il y eut entre autres le Parti socialiste ouvrier, qui avait été antérieurement fondé aux États-Unis par un dirigeant socialiste et syndical marxiste, Daniel De Leon. Quatre partis socialistes provinciaux (mais pas du Québec) ont éventuellement fusionné pour donner naissance au Parti socialiste du Canada. Ces partis et organisations étaient traversés par de nombreux débats, opposant notamment partisans du parlementarisme et de la voie révolutionnaire.

La misère engendrée par la Première Guerre mondiale, la conscription et l'effort de guerre exigé des ouvriers alors que les capitalistes voyaient leurs profits monter en flèche, ont fortement contribué à accentuer la séparation entre les deux grandes classes que sont le prolétariat et la bourgeoisie. Des organisations de toutes sortes – socialistes, syndicales, anarcho-syndicalistes – comme la *One Big Union* et les *Industrial Workers of the World* ont foisonné. Les lignes de rupture entre les camps se sont affirmées à l'intérieur même des rangs de la classe ouvrière, dont une importante composante – le Congrès des métiers et du travail du Canada – appuya l'effort de guerre. Créé en 1883, le CMTC était lié à l'*American Federation of Labor* des États-Unis.

## L'impact de la révolution d'Octobre

C'est dans ce contexte qu'est arrivée la nouvelle du triomphe de la révolution d'Octobre en Russie. La prise du pouvoir par les bolcheviks montrait qu'il était possible, pour la classe ouvrière, de renverser la bourgeoisie, de conquérir le pouvoir et d'entreprendre la construction d'une nouvelle société où les droits des travailleurs et travailleuses seraient au premier plan.

Le soutien à la révolution d'Octobre devint un axe du combat entre le prolétariat et la bourgeoisie, ainsi qu'une



**ÉCOLE COMMUNISTE DE MONTRÉAL**

9697, boul. Saint-Laurent, local 303 ☎ SAUVÉ



ligne de démarcation au sein même du mouvement ouvrier. D'autant que le Canada s'est impliqué militairement en envoyant quelque 600 hommes combattre aux côtés des contre-révolutionnaires, contre l'Armée rouge triomphante en Sibérie.

Le gouvernement Borden a lancé une grande campagne de salissage anticommuniste et utilisé la *Loi sur les mesures de guerre* pour interdire plusieurs organisations socialistes, dont le Parti socialiste du travail, le Parti social-démocrate et les IWW. Ont aussi été interdites les organisations de travailleurs et travailleuses d'Europe centrale et de l'Est qui étaient nombreuses, de même que les écrits marxistes, dont la diffusion fut prohibée. L'appui à la révolution d'Octobre devint néanmoins le cri de ralliement de bon nombre de militants ouvriers.

Assemblées publiques, collectes de fonds, adoption de résolutions d'appui dans les syndicats : cet appui prit un caractère de masse. Il se fera puissamment entendre lors des manifestations du 1<sup>er</sup> mai 1919. Le travail de solidarité avec la révolution russe se poursuivra pendant plusieurs années et marquera l'activité du futur Parti communiste du Canada, dès ses balbutiements. Sur une période de 18 mois entre 1921 et 1923, le parti recueillit ainsi quelque 65 000 \$ pour la Croix-Rouge russe, soit l'équivalent de 925 000 \$ en dollars constants.

Le soutien à la révolution russe s'exprimait aussi à travers les luttes ouvrières nombreuses, dans les grèves pour de meilleurs salaires et les mobilisations pour du travail pour les vétérans revenus de la guerre. La révolution d'Octobre aura donné l'élan qui manquait à la fondation du PCC.

### La grève générale de Winnipeg

L'historique grève générale, qui s'est déroulée du 15 mai au 26 juin 1919 à Winnipeg, témoigne éloquemment de cette fusion entre l'aspiration au socialisme incarnée par le soutien à la révolution d'Octobre et la volonté des travailleurs et travailleuses de lutter pour leurs revendications légitimes.

En décembre 1918, une assemblée de masse organisée conjointement par les sections locales du Parti socialiste et du CMTC adopte une résolution de solidarité avec la classe ouvrière de Russie. Cinq mois plus tard, la grève générale est déclenchée, en appui aux ouvriers de la métallurgie qui étaient déjà en lutte. Plus de 30 000 personnes se joignent au mouvement. Un comité de grève municipal est formé, qui prend le contrôle de la ville et en assure l'administration. Les capitalistes ripostent en s'unissant et en organisant des milices (de prétendus « comités de citoyens ») pour écraser et massacrer les grévistes. Le 21 juin, également connu comme le « samedi sanglant », ces milices alliées à la police font deux morts et des centaines de blessés.

La grève générale de Winnipeg aura un retentissement dans tout le pays. À Montréal, une grande assemblée populaire a lieu le 28 mai au marché Maisonneuve avec la participation des grévistes de la Canadian Vickers. La répression de masse exercée par les capitalistes et leur État se traduira par l'arrestation, la détention et la déportation de douzaines de militantes et militants.

Rétrospectivement, on dira de la grève de Winnipeg qu'elle aura « fait bondir la conscience de classe du prolétariat canadien, la conscience des intérêts qui l'opposent à la bourgeoisie et aussi du rôle de chien de garde de l'ordre bourgeois que jouent l'État et ses institutions répressives »<sup>1</sup>.

On peut dire que la création du Parti communiste du Canada deux ans plus tard fut le résultat combiné de tous ces phénomènes :



La grève générale de Winnipeg a inspiré la création du Parti communiste du Canada.

- l'affirmation et l'organisation de la classe ouvrière dans sa lutte contre les capitalistes ;
- l'arrivée massive de travailleurs et travailleuses immigrées (dès le départ, une majorité de membres du PCC proviendront de l'étranger) ;
- la guerre impérialiste et la misère qu'elle engendra ;
- l'influence des mouvements socialistes étrangers, et particulièrement de la révolution d'Octobre ;
- et enfin, le rôle joué par l'Internationale communiste (IC), qui avait été constituée en mars 1919 et qui soutint la création du parti.

### Naissance du PCC

Après une première tentative infructueuse qui avait été déjouée par la police en février 1919 et qui s'était traduite par l'arrestation de plusieurs militants et la déportation de certains, dont Arthur Ewert (qui deviendra plus

tard membre du comité central du Parti communiste d'Allemagne), le Parti communiste du Canada est fondé dans une grange à Guelph, en Ontario, les 28 et 29 mai 1921. Quelque 22 délégués y représentent les 650 membres fondateurs du parti, en présence de trois représentants de la 3<sup>e</sup> Internationale dont l'un, Caleb Harrison, assure la présidence du congrès.

Le congrès adopte un programme qui reconnaît la centralité de la lutte de classes et analyse la période comme en étant une de *crise* et de *révolution*. Le parti rejette la dictature de la bourgeoisie et se prononce en faveur de la *dictature du prolétariat*. Le Canada est vu comme une colonie ayant « un statut privilégié » qui en fait « un auxiliaire de l'impérialisme britannique »<sup>2</sup>. Le congrès se déclare en faveur de « l'action politique de masse »,

sans pour autant adopter une définition précise ce que cela signifie, et adopte les 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste qui avaient été établies un an plus tôt au 2<sup>e</sup> congrès de celle-ci.

En matière d'organisation, le parti déclare se baser sur les cellules d'usines ou de quartiers, mais reconnaît la possibilité de former des sections sur une base linguistique, dès lors qu'une telle section regroupe au moins 10 cellules. Il y aura donc éventuellement des sections ukrainiennes et finlandaises, qui auront chacune leur bureau de direction et leur organe de propagande et se rapporteront au comité exécutif central. Dans les faits, les sections linguistiques deviendront rapidement le centre de gravité de l'activité du parti.

La *Loi sur les mesures de guerre* proclamée par le gouvernement Borden étant toujours en vigueur, le PCC naît dans l'illégalité et se voit contraint d'opérer dans une relative

clandestinité. À la demande de l'Internationale communiste, le parti se dote en parallèle d'une structure légale. Le 11 décembre 1921, soit quelque six mois après la fondation du PCC, une conférence spéciale se prononce en faveur de la fondation d'« un parti révolutionnaire de la classe ouvrière officiel et légal ». Les 51 délégués appuient la proposition et adoptent un programme en cinq points comprenant « l'établissement d'une république ouvrière » et « la participation aux campagnes électorales comme moyen de dénoncer le système capitaliste ».

La création de ce nouveau parti interviendra quelques semaines plus tard : le **Parti ouvrier du Canada** est officiellement fondé en février 1922 et compte plus de 3 000 membres. À l'interne, il est vu comme l'organisation publique et légale du PCC – le parti « A », alors que dernier est identifié comme le parti « Z ». Dès le mois de mars, il lance un journal lui aussi légal, *The Worker*.



Les deux partis ont ainsi coexisté jusqu'en 1924. Un an plus tôt, la *Loi sur les mesures de guerre* avait été rappelée, si bien qu'au 3<sup>e</sup> congrès du Parti ouvrier en avril 1924, il reprit le nom de *Parti communiste* et le parti « Z » fut dissous.

Cette période, allant de la fondation du PCC en 1921 jusqu'en 1924, est marquée par une importante croissance de son organisation. En 1925, à la demande de l'Internationale, le parti amorce une réorganisation privilégiant les cellules d'usines et de quartiers. À ce moment-là, son effectif est passé de 650 à plus de 4 500 membres, dont une forte majorité d'ouvriers et de fermiers. Des résistances font néanmoins en sorte que le processus de réorganisation en cellules d'entreprises n'aboutit pas et que les sections linguistiques demeurent.

## Une intense période d'organisation

Globalement, la première décennie d'existence du Parti communiste du Canada aura été marquée par d'importants efforts d'organisation de la classe ouvrière. Ce fut aussi le début de l'organisation des sans-travail – dès mars 1922, on assiste à une première manifestation de 5 000 chômeurs à Vancouver, qui réclament la création d'un régime d'assurance-chômage.

La même année, le PCC met sur pied la **Ligue d'éducation syndicale** (*Trade Union Educational League*), qui lutte pour la fusion des syndicats de métiers en syndicats industriels. L'organisation adhère à l'Internationale syndicale rouge. Se voyant comme un organisme d'éducation et non un syndicat, elle étendra rapidement son influence dans les syndicats et militera pour l'organisation des inorganisés. La Ligue mettra sur pied des écoles ouvrières (ou « collèves du travail ») à Toronto et Montréal.

## L'Université ouvrière d'Albert St-Martin

En 1925, alors que le PCC lance ses collèves du travail, un militant socialiste montréalais, Albert St-Martin, que l'on dit également anarchiste et humaniste, fonde l'**Université ouvrière**, dont les locaux sont situés sur la rue Craig (désormais Saint-Antoine). Militant des comités de chômeurs et initiateur des premiers comptoirs alimentaires, St-Martin a participé à la fondation du Parti ouvrier de Montréal en 1904, dont il a par la suite été un candidat. Il participe aussi à l'organisation de la première manifestation montréalaise du 1<sup>er</sup> Mai en 1906.

Défenseur du régime soviétique – et bien qu'il finira par se rapprocher du trotskisme – St-Martin tentera de fonder un parti communiste canadien-français en 1923 ; le projet fera toutefois long feu, le Komintern lui ayant refusé l'adhésion parce qu'il y avait déjà une section officiellement reconnue au Canada, soit le PCC.

Attaqué par la droite, le clergé et les fascistes (des étudiants de l'Université de Montréal iront saccager les locaux de l'Université ouvrière en 1930, tandis que le quotidien *Le Devoir* en appelle à sa fermeture), St-Martin est poursuivi pour libelle blasphématoire et une loi spéciale est adoptée, en 1933, pour ordonner sa dissolution. Bien que St-Martin et son Université ouvrière ont toujours préservé leur autonomie face au PCC, ce dernier y trouvera néanmoins un bassin intéressant de militants et militantes francophones, qui jusque là lui faisaient défaut.

Parallèlement à son travail syndical, le PCC initie la création de la **Ligue de la jeunesse communiste** en 1923. Un an plus tard, la **Ligue des femmes ouvrières** – qui avait été fondée avant la guerre et s'est plus tard retrouvée sous la direction du PCC – célèbre pour la première fois la Journée internationale des femmes. En 1925 est par ailleurs créée la **Ligue canadienne de défense ouvrière** (LCDO), section du Secours rouge internatio-

nal (qui avait été lui-même créé en 1922 à l'initiative du Komintern).

Après une période de progrès continu jusqu'en 1925, le PCC voit toutefois son développement ralenti. À comparer à l'agitation croissante que l'on avait connue dans les années précédentes, les luttes ouvrières sont moins nombreuses et les effectifs syndicaux sont en baisse, tout comme ceux du parti. En outre, le parti est l'objet d'une intense répression, en dépit du fait qu'il n'était plus officiellement interdit. Harcèlement des militantes et militants, descentes de police dans les meetings et les bureaux du parti, ciblage et déportation des camarades venues de l'étranger, jusqu'à l'assassinat de deux organisateurs d'origine finlandaise, Viljo Rosval et John Voutilainen en 1929... le PCC est sous les feux de la rampe. Cette vague de répression préfigure celle dont il sera victime au tournant des années 1930, alors que l'État aura recours au fameux article 98 du Code criminel, qui interdit les « organisations séditieuses ».

## L'article 98, une disposition ciblant les communistes

Édictée en 1919 après la vague de révoltes ouvrières et la grève générale de Winnipeg, cette disposition autorise la saisie des biens des organisations déclarées illégales. Elle crée un crime de culpabilité par association, alors que le simple fait d'assister à une réunion d'une organisation interdite suffit pour en être considéré membre. Elle interdit également aux propriétaires de bâtiments de louer un local à une organisation séditieuse, sous peine d'un emprisonnement de cinq ans. Pendant plusieurs années, des syndicats même réformistes et parfaitement légaux auront ainsi de la diffi-



Tim Buck.



culté à trouver des locaux, les locataires craignant de se mettre à risque d'une accusation pénale.

Éventuellement, en 1931, l'article 98 sera utilisé pour procéder à l'arrestation de neuf dirigeants du PCC, dont son secrétaire général Tim Buck. Huit d'entre eux seront poursuivis devant les tribunaux et la plupart seront condamnés à cinq ans d'emprisonnement. Les huit se pourvoiront en appel et finiront par être libérés en 1934, sauf Buck, qui demeurera en prison quelques mois de plus. L'organisateur de la section tchécoslovaque du parti, Tom Cacic, sera immédiatement déporté dès sa sortie de prison. Lors du procès, le PCC sera officiellement déclaré hors-la-loi, ce qui se traduira parallèlement par des centaines de déportations.

La bataille pour la libération de Tim Buck et de ses sept camarades, menée par la Ligue canadienne de défense ouvrière, se retournera finalement contre l'État et aura permis d'étendre l'influence et le rayonnement du PCC. Le secrétaire de la LCDO, Albert Edward Smith – un pasteur de l'Église méthodiste – sera lui-même arrêté et accusé de conspiration séditeuse, ce qui contribuera fortement à soulever l'indignation populaire (contrairement aux huit autres, Smith sera acquitté de l'accusation portée contre lui).

À la libération de Buck en décembre 1934, plus de 17 000 personnes remplissent les gradins du Maple Leaf Gardens à Toronto pour le voir et l'entendre, alors que 8 000 autres doivent être refoulées faute de place. Quelques semaines plus tard, le 28 décembre, une assemblée similaire tenue à Montréal mobilise pas moins de 10 000 personnes, avides d'avoir des nouvelles de ces dirigeants communistes « séditeux ».

L'article 98 fut finalement aboli par le gouvernement de Mackenzie King en 1937 et remplacé par une autre disposition moins répressive, que l'on retrouve par ailleurs encore aujourd'hui aux articles 59 à 62 du Code criminel. Il aura néanmoins inspiré le gouvernement du Québec, qui adopta la même année sa propre *Loi protégeant la province contre la propagande communiste*, l'infâme « loi du cadenas ». Celle-ci disposait qu'il était « *illégal pour toute personne qui possède ou occupe une maison dans la province de l'utiliser ou de permettre à une personne d'en faire usage pour propager le communisme ou le bolchevisme par quelque moyen que ce soit* ». Lorsque la police découvrait qu'un logement pouvait servir à cette fin, elle avait le pouvoir d'expulser les occupants et d'y apposer un

cadenas pour empêcher d'y accéder... C'est en vertu de cette même loi, œuvre du premier ministre nationaliste Maurice Duplessis, que le journal francophone du parti, *Clarté*, fut interdit. La loi du cadenas fut finalement invalidée et déclarée anticonstitutionnelle en 1957 par la Cour suprême du Canada.

Globalement, à l'échelle pancanadienne, le PCC aura donc été formellement en situation d'illégalité de 1921 à 1924, 1931 à 1936, et 1940 à 1943 (soit durant la Seconde Guerre mondiale).

### Luttes de lignes et clarifications politiques

Dans les années qui ont immédiatement suivi sa création et jusqu'en 1928-1929, le PCC s'est impliqué au sein d'un autre parti politique, le **Canadian Labour Party** (CLP, ou **Parti canadien du travail**). Cette manœuvre



Le chef de l'escouade antisubversive de la police provinciale, Paul Benoit, appose un cadenas sur la porte d'entrée du local de la *United Jewish People Order* au coin de l'Avenue de l'Esplanade et de la rue Laurier à Montréal. Cette organisation avait osé appuyer l'élection du député communiste Fred Rose en 1943...

était justifiée selon lui par la nécessité de constituer « *un front uni pour une action politique indépendante des travailleurs* ». Pour le PCC, « *l'unité des révolutionnaires et des réformistes autour de politiques combatives prônant la lutte de classe était la voie du progrès* ». Cette orientation ne semble pas avoir entraîné d'opposition au sein du parti. Il faut dire qu'elle pouvait s'appuyer sur les décisions prises à sa fondation en faveur d'une « *action politique de masse* ».

Fondé en 1917 à l'initiative du Congrès des métiers et du travail du Canada, le CLP se voulait une sorte de parti travailliste, inspiré par son homologue britannique. D'après le

PCC, même si ses objectifs demeuraient flous, il y avait néanmoins une possibilité de convergence entre les deux partis autour de revendications immédiates, comme la création d'un régime d'assurance-chômage. La plupart des sections provinciales du Parti ouvrier/PCC (dont celle du Québec) ont donc adhéré aux sections respectives du CLP.

Durant toute cette période *d'entrisme*, le Parti ouvrier/PCC ne s'est pas présenté lui-même aux élections, mais ce n'était pas par rejet de la voie électorale ou du parlementarisme bourgeois, mais précisément pour laisser la place au CLP. Plusieurs militants communistes ont d'ailleurs été candidats pour ce dernier. Ainsi, en 1926, William N. Kolisnyk a été élu au conseil municipal de Winnipeg sous la bannière du CLP, devant ainsi « *le premier communiste à être élu à une charge publique en Amérique du Nord* ».

Cela dit, l'aile droite du CLP voyait d'un très mauvais œil cette alliance avec les « gauchistes » du PCC et elle s'est battue pour s'en défaire. En 1925, la section québécoise du CLP réussit à expulser le PCC et ses militants, après qu'une tentative similaire eut échoué en Ontario. Le CLP finira par mourir de ses divisions internes et disparaîtra en 1928-1929.

Il est bon de noter que le PCC tira néanmoins un bilan positif de cette expérience qui, selon lui, avait démontré « *le besoin et le potentiel d'un front uni de la classe ouvrière basé sur un programme de lutte pour les intérêts réels des ouvriers* ».

Au total, la période des années 1920, surtout dans la deuxième moitié de la décennie, n'a pas été sans luttes de lignes au sein du parti – des luttes qui ont souvent été menées en accord, voire à l'initiative de l'Internationale communiste. Maurice Spector fut la cible d'une de ces luttes.

Vers la fin des années 1920, Spector occupait le poste de président du PCC et il était le rédacteur en chef du journal *The Worker*. Il était aussi délégué du parti auprès de l'IC. Tombé sous l'influence de Léon Trotski après l'expulsion de ce dernier du Komintern et du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS en 1927, Spector s'est comporté en véritable hypocrite, dissimulant ses sympathies trotskistes alors même qu'il entretenait des liens directs avec le principal dirigeant trotskiste états-unien, J.P. Cannon. Au sein du parti, il ne se démarquait pas particulièrement par des positions de gauche ou critiques de certaines décisions qui auraient pu être contestables. Au contraire, il s'est opposé à la réorganisation du parti sur des bases

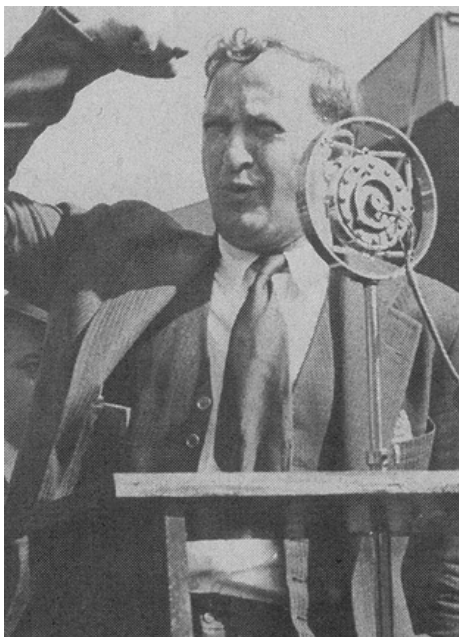


léninistes et il appuya la revendication de « l'indépendance du Canada sous un gouvernement des ouvriers et des fermiers face à l'Angleterre ».

Ayant découvert ses activités fractionnelles, le comité central l'expulsa en novembre 1928. Quatre ans plus tard, toujours trotskiste, Spector fondera une organisation éphémère, l'*International Left Opposition (Trotskyist) Canada*, qui connaîtra rapidement plusieurs scissions et dont une majorité de membres finiront par rejoindre le CCF (*Co-operative Commonwealth Federation*, l'ancêtre du NPD actuel), qui avait été créé lui aussi en 1932.

Encore plus dangereux que le trotskisme de Spector et reconnu comme le danger principal par sa direction, le PCC amorcera une lutte importante, à la même époque, contre ce qu'on appela l'*exceptionnalisme nord-américain*. Cette lutte fut impulsée principalement par la direction du Komintern, contre un courant opportuniste de droite qui surestimait la « stabilisation » du système capitaliste, sous-estimait le danger de guerre et rejetait le centralisme démocratique. Ce courant était apparu à l'intérieur du Parti communiste des États-Unis, qui était notamment influent au sein du parti canadien. Incarné par son dirigeant Jay Lovestone, il prétendait que le capitalisme aux États-Unis présentait des caractéristiques particulières qui le mettaient à l'abri de sa tendance générale à la crise et à l'appauvrissement. Lovestone et ses disciples avaient été expulsés du PC états-unien en 1929, mais leurs idées demeuraient incrustées au sein du parti.

Le secrétaire général du PC canadien, Jack MacDonald, fut le principal défenseur de l'*exceptionnalisme nord-américain* dans les rangs du PCC. Dans son rapport au congrès de 1927,



Le renégat Lovestone.

il soutint que l'expansion industrielle « ouvrirait la possibilité d'une nouvelle offensive pour obtenir une part encore plus grande du revenu national » par la classe ouvrière et qu'il s'agissait là de la stratégie à suivre. MacDonald utilisa la critique de Spector pour mousser sa ligne et consolider sa position.

En préparation du congrès de 1929, MacDonald s'activa pour consolider sa ligne révisionniste. Dans son projet de rapport, il identifia « l'opportunisme de gauche » comme le danger principal qui guettait le parti ; selon lui, le PCC courait le risque de dégénérer « en une secte de propagande remplaçant par des phrases révolutionnaires le travail de chaque jour parmi les travailleurs » (on croirait lire la critique que les opportunistes canadiens font actuellement du PCR !). MacDonald y défendait aussi le maintien de la structure fédérative du parti, mieux adaptée aux exigences de l'action électorale.

Le comité exécutif de l'Internationale envoya une communication au PCC dénonçant l'orientation de MacDonald. La lettre critiquait l'importance que MacDonald accordait à la période de prétendue « prospérité économique » que connaissait le Canada et affirmait que son analyse ne tenait aucunement compte des contradictions qui allaient au contraire vraisemblablement conduire à une crise. La direction de l'Internationale avait aussi noté que la caractérisation de l'impérialisme britannique comme étant l'ennemi principal du peuple canadien servait de prétexte à MacDonald pour secondariser la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie et abandonner la lutte de classe.

Tel le trotskiste qu'il devint plus tard et qu'il était peut-être déjà secrètement, MacDonald s'est rallié en paroles aux recommandations de l'IC et a modifié son rapport en conséquence. En même temps, il travaillait discrètement à organiser une fraction autour de ses positions. Lors du congrès, il réussit à se faire réélire au comité central et à y faire nommer une majorité de ses supporters, sur un programme qui reprenait par ailleurs la critique des orientations qui étaient les siennes !

Dans les mois qui ont suivi la tenue du congrès, alors que la situation devenait intenable et qu'il comprit qu'il avait perdu la bataille auprès de la base militante du parti, MacDonald démissionna du CC et un nouvel exécutif fut élu. MacDonald fut alors remplacé à la direction du parti par Tim Buck, qui en devint le secrétaire général – un poste qu'il occupa sans discontinuer jusqu'en 1962.

Jack MacDonald et quelques-uns de ses partisans furent définitivement exclus du parti vers la fin de l'année 1930 et au début de l'année suivante. Certains d'entre eux y ont toutefois été réadmis quelques années plus tard, dont Mike Buhay, qui siégea comme conseiller de la ville de Montréal dans les années

1940. MacDonald, quant à lui, finira par rejoindre le groupe de Maurice Spector en 1932 et mourra trotskiste en 1941.

## Une période de luttes intenses

Au tournant des années 1930, à la suite du krach boursier de 1929 – et contrairement aux prophéties de MacDonald – le Canada connaît une période de crise économique intense. Le chômage devient un phénomène de masse ; des centaines de milliers de personnes dépendent de la charité pour survivre. En 1933, on estime que 20 % de la force de travail était frappée par le chômage. La même année, le revenu personnel disponible n'atteignait que la moitié de ce qu'il était en 1929. Les saisies et les évictions de logements se succèdent quotidiennement.

Cette grande misère provoque une remontée des luttes ouvrières, qui seront toutefois durement réprimées. Et le Parti communiste du Canada se trouve au cœur de ces combats :



Annie Buller, organisatrice syndicale et fondatrice du PCC.

pour le bien-être social et l'assurance-chômage, pour l'assurance-santé, un salaire minimum et la réglementation des heures de travail, etc. Les organisations initiées par le parti, comme la **Ligue d'unité ouvrière** et la **Farmers' Unity League**, connaissent une forte croissance et voient leur influence grandir.

Ce phénomène rejaillit sur le PCC. Après avoir vu ses effectifs fondre de 4 500 membres en 1925 à seulement 1 400 en 1931, le parti revendique 5 500 membres en 1934 et plus de 9 000 un an plus tard. Il connaîtra par la suite une progression numérique constante, jusqu'après la guerre. Si, dans ce contexte d'intense lutte de classes, le PCC est frappé par la

répression bourgeoise comme on l'a vu plus haut avec l'utilisation de l'article 98 du Code criminel, les organisations ouvrières et syndicales le sont tout autant, en particulier les nouveaux syndicats organisés par la Ligue d'unité ouvrière, qui avait succédé à la Ligue d'éducation syndicale mise sur pied par le parti en 1922.

En 1931, la grève des mineurs d'Estevan en Saskatchewan témoigne de cette combativité ouvrière, de l'influence du PCC et du rôle de chiens de garde du capital que jouent la police et le système judiciaire. La région autour de la municipalité d'Estevan, située à environ 200 km au sud-est de Regina, près de la frontière États-Uni et du Dakota du Nord, comporte plusieurs mines de charbon. En grève pour protester contre les baisses de salaires qu'on leur a imposées, les mineurs sont victimes d'une brutale répression policière le 29 septembre, alors qu'ils s'appêtent à manifester. Trois ouvriers sont assassinés et une cinquantaine d'autres sont blessés.

Plusieurs militants et militantes (dont Annie Buller, une organisatrice syndicale et fondatrice du PCC) sont arrêtées et condamnées à des peines allant d'un mois jusqu'à deux ans de prison. C'est l'occasion pour la Ligue canadienne de défense ouvrière de mener une vaste campagne de solidarité avec les grévistes d'Estevan, en même temps qu'elle menait la charge contre la détention et le procès des huit dirigeants communistes accusés en vertu de l'article 98.

Cette organisation, liée au Secours rouge international, s'est montrée extrêmement active et a largement contribué à ce que l'influence du PCC se répande. Durant la campagne qu'elle a menée contre le procès des « huit », la LCDO a diffusé pas moins de 5 millions de tracts à travers le pays ; dans les six premiers mois de l'année 1933, elle a organisé plus de 400 manifestations ou assemblées de masse. À la fin de la même année, elle revendiquait quelque 43 000 membres.

### **Classe contre classe : la Ligue d'unité ouvrière mène la charge**

En 1929, le parti avait décidé de transformer la Trade Union Educational League, qu'il avait mise sur pied en 1922, en une centrale syndicale basée sur l'organisation industrielle et non par métiers, afin notamment d'organiser les travailleurs et travailleuses inorganisés des industries de production de masse. La **Ligue d'unité ouvrière/Workers' Unity League (LUO/WUL)** fut ainsi créée en janvier 1930 avec Tom McEwan comme secrétaire ; ce dernier fut ensuite l'un des « huit » poursuivis pour sédition). La LUO ne s'est pas lancée dans une campagne de maraudage contre le CMTC et les syndicats de métiers – ses supporters continuaient d'ailleurs d'y intervenir –, mais s'est consacrée à rassembler

les inorganisés et à rallier des syndicats indépendants. Elle organisa aussi les chômeurs et fut à l'initiative de la mise sur pied du *Relief Camp Workers' Union*, qui organisa éventuellement la grande marche vers Ottawa.

À son deuxième congrès en 1931, la LUO a officiellement adhéré à l'Internationale syndicale rouge. Quatre ans plus tard, à son apogée, elle comptait plus de 40 000 membres. Parmi ses syndicats affiliés les plus importants, il y avait notamment le *Mine Workers' Union of Canada* et le *Lumber Workers Industrial Union of Canada*, qui organisait les travailleurs forestiers. Ses militants et militantes ont été particulièrement ciblés par la répression anticomuniste et ont été victimes de nombres descentes de police et arrestations. La LUO elle-même fut déclarée illégale en Saskatchewan.

Même si ses effectifs ne dépassèrent jamais ceux du CMTC ou du *All Canadian Congress of Labor (ACCL)*, la Ligue d'unité ouvrière a acquis une forte influence. Entre 1933 et 1936, elle fut ainsi responsable de 90 % des grèves au Canada, incluant les plus importantes.



Le 4 juillet 1935, 1 500 chômeurs marchent dans les rues de Winnipeg pour exiger de meilleures conditions dans les camps de travail.

Résultat de l'organisation des chômeurs, qui étaient regroupés dans des camps de travail où ils étaient payés 20 ¢ par jour sous la supervision de la Défense nationale, la marche sur Ottawa reste l'un des plus importants faits d'armes du PCC. Face au chômage massif qui avait suivi la crise de 1929, de grandes manifestations avaient eu lieu en faveur de la création d'un régime d'assurance-chômage, alors inexistant.

Là encore, le mouvement avait fait face à une grande répression. Un militant communiste d'origine finlandaise, Urho Jaaska, a notamment été battu à mort par la police après une manifestation dans le nord de l'Ontario. À Montréal, Nick Zynchuk, un Ukrainien, a été lâchement abattu par un tir dans le dos par un flic du nom de Joseph Zappa, alors qu'il

tentait d'entrer chez lui pour récupérer quelques effets personnels à la suite de l'éviction de son logement. L'assassin Zappa était connu pour être membre d'une organisation d'extrême-droite. Plus de 10 000 personnes ont assisté aux funérailles de la victime.

En 1935, l'organisateur affecté par la Ligue d'unité ouvrière pour diriger le Relief Camp Workers' Union (RCWU), Arthur Evans, propose l'organisation d'une grève doublée d'une marche vers Ottawa. La marche débute en juin à Vancouver. Elle grossit rapidement – les chômeurs s'y joignent par centaines – et le gouvernement conservateur de R.B. Bennett tient à la stopper alors qu'elle arrive à Regina. Il propose d'accueillir une délégation de huit représentants à Ottawa, pendant que les marcheurs resteraient logés et nourris à Regina. Pendant que la rencontre se déroule le 22 juin (en présence de tout le conseil des ministres !), les marcheurs sont cernés par 600 policiers. Au retour de la délégation, la ville est bouclée et les marcheurs ne peuvent plus la quitter. Le 1<sup>er</sup> juillet, la police attaque un rassemblement organisé par les marcheurs et fait une centaine

de blessés. Dans le brouhaha, un détective en civil est battu à mort par d'autres flics. La RCWU est déclarée hors-la-loi, ce qui déclenche une vague d'indignation à travers le pays. Après l'élection des libéraux de Mackenzie King le 14 octobre 1935, les camps de travail seront abolis et la RCWU va se dissoudre ; le régime d'assurance-chômage fut par la suite créé en 1940.

La Ligue d'unité ouvrière sera elle aussi dissoute à la même époque (1935-1936), marquant ainsi le début d'un tournant dans la tactique suivie par le PCC... Mais s'agissait-il seulement d'un changement de tactique ou l'affirmation d'une stratégie préfigurant le mythe du « passage pacifique au socialisme » ?



## Une nouvelle période

L'année 1935 voit s'ouvrir la période dite du *front uni antifasciste* et des fronts populaires à l'échelle internationale, selon la tactique adoptée au 7<sup>e</sup> congrès du Komintern. Le PCC s'y est adapté – ou plutôt, il se l'est appropriée – très rapidement, car cela correspondait dans une large mesure à la « zone de succès » qu'il avait remportée dans les années précédentes et à l'influence qu'il avait gagnée dans les milieux libéraux et petits-bourgeois. Cette nouvelle tactique mise de l'avant par l'IC, le PCC s'en est servi pour justifier certaines orientations qu'il avait commencé à prendre et à mettre en œuvre dès 1934.

Pour le PCC, la défaite des conservateurs de R.B. Bennett et l'élection des libéraux de Mackenzie King ont constitué un tournant, « le point culminant de la lutte contre l'offensive réactionnaire du début des années 30 ». Dès lors, une toute nouvelle période s'ouvrait : « Les conditions devenaient plus favorables pour approfondir l'unité de la classe ouvrière, la clé de l'avancement... »

De façon révélatrice, cette période est qualifiée par le PCC non plus comme celle du front uni antifasciste comme l'avait proposé l'IC, mais comme une période de « lutte pour la paix et la démocratie ». Dans ses textes et résolutions, l'expression « front uni antifasciste » a été remplacée par celle de « front démocratique » en 1937-1938.

C'est dans ce nouveau contexte que la Ligue d'unité ouvrière fut appelée à se dissoudre et à fusionner ses syndicats affiliés avec le CMTC ou l'ACCL. Le PCC évaluait que les « unions réformistes » étaient désormais prêtes à favoriser une plus grande unité de la classe ouvrière et que « les raisons à l'origine de la fondation de la LUO » avaient disparu. Les fusions ont été accomplies rapidement, en moins d'un an. Dans la période qui suivit, les militants du PCC continueront néanmoins à se battre pour l'unité entre les syndicats industriels et les syndicats de métiers, qui ne se réalisera une fois pour toutes que beaucoup plus tard, en 1956, avec la création du Congrès du travail du Canada (le CTC que l'on connaît aujourd'hui).

## La conception du front uni du PCC

La montée du fascisme suivant la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne en 1933 et la menace que cela fait peser sur l'URSS – déjà sous pression par les impérialistes – justifiaient la mobilisation de la classe ouvrière contre ce danger immédiat. Pour le PCC, cela devait se traduire par « le rétablissement de l'unité entre les deux courants de la classe ouvrière – révolutionnaire et réformiste ». La caractérisation de la social-démocratie comme s'apparentant à un *social-fascisme*, qui avait marqué la période précédente, avait, selon le

PCC, engendré un sectarisme néfaste au sein du mouvement communiste international. Le parti canadien se désolait ouvertement de ce que la tactique *classe contre classe* avait bloqué la coopération entre communistes et sociaux-démocrates, « dans une période où l'unité était pourtant pressante ».

La nouvelle tactique du Komintern arrivait donc à point pour le PCC : « La montée du fascisme nécessitait [...] un changement de stratégie et de tactique. Dans le cas du Parti communiste, il devint nécessaire de combattre le sectarisme de gauche. » [Nous soulignons]

Tel que conçu par le PCC, le front uni antifasciste ne se limitait toutefois pas à l'unité « entre les deux courants de la classe ouvrière ».



Des membres du Bataillon Mackenzie-Papineau qui sont allés combattre pour défendre l'Espagne républicaine contre le fascisme – de véritables héros.

Il devait aussi inclure « la paysannerie, la petite-bourgeoisie, les intellectuels et d'autres dont les intérêts sont fondamentalement opposés aux intérêts égoïstes du capital monopoliste ». On verra que ces « autres » allaient rapidement inclure de larges secteurs de la bourgeoisie, alors que le front uni antifasciste se transformera en *front démocratique pour le progrès*. Le PCC insista en outre sur le fait que ce front uni ne devait en aucun temps être instrumentalisé par les communistes « pour mettre de l'avant leurs propres buts », façon de dire qu'ils allaient devoir se soumettre à d'autres buts que les leurs...

Le changement de tactique opéré par l'IC à la suite de la présentation du rapport de son secrétaire général Georgi Dimitrov à son 7<sup>e</sup> congrès servit de prétexte au PCC pour opérer une rupture complète avec « le sectarisme qui s'était introduit dans la pensée du Parti ». On critiqua en particulier l'attitude que le parti avait eue envers le CCF, qui avait été fondé en 1933 et que le congrès du PCC, en juillet

1934, avait pourtant caractérisé comme social-fasciste. L'histoire officielle se désole néanmoins qu'il a fallu plusieurs années avant que le parti réussisse à se débarrasser de tous les « résidus » de ce prétendu sectarisme...

Pour le PCC, « le CCF avait le potentiel de devenir un parti fédéré du peuple ouvrier » – un objectif désormais poursuivi par le parti. Toutefois, ses tentatives de rapprochement, incluant des propositions concrètes d'alliances électorales, ont la plupart du temps été écartées par la direction du CCF – sauf sur la scène municipale ou scolaire. Cette fermeture du CCF s'est d'ailleurs poursuivie plusieurs années plus tard, alors qu'un PCC affaibli et de plus en plus insignifiant a fait des tentatives

de rapprochement infructueuses avec le NPD dans les années 1960-1970.

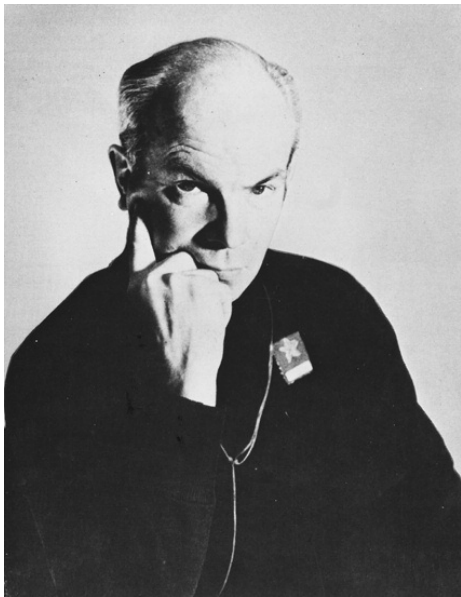
Le PCC consacra dès lors beaucoup d'efforts à l'action électorale, avec certains succès au niveau municipal. Son travail syndical, qui avait été au centre de son activité dans les années précédentes, a fini par prendre de moins en moins de place ; l'action électorale et la création d'alliances avec des « forces progressistes » devinrent son centre de gravité.

L'organe central du parti, *The Worker*, qui paraissait deux fois par semaine depuis 1934, fut converti en un quotidien, le *Daily Clarion*, le 1<sup>er</sup> mai 1936. Le PCC se voyait désormais apte à animer un vaste « front populaire »... mais un front populaire pour quoi ? De moins en moins pour combattre tactiquement un ennemi principal – le fascisme – dans la perspective de préparer la révolution socialiste, mais pour défendre et consolider « la démocratie » et obtenir une plus grande part de la « richesse collective » dans le cadre du système capitaliste.



Pour les militants et militantes du parti, cela dit, cette réorientation stratégique, qui allait bien au-delà d'un simple changement de tactique – n'apparaissait pas nécessairement si évidente. Le parti se développait et voyait son influence grandir. Des centaines de militants menaient des luttes héroïques, indistinctement, que ce soit contre les défenseurs du fascisme ou pour les justes revendications ouvrières.

Au Québec, notamment, après l'élection du gouvernement Duplessis en 1936, les communistes ont dû affronter les fascistes, qui s'attaquaient à eux ouvertement et physiquement, et faire face à l'infâme « loi du cadenas » que nous avons évoquée plus haut. Cela n'empêcha pas le membership canadien-français du parti de croître spectaculairement, alors qu'il avait jusque là été marginal.<sup>3</sup>



Norman Bethune.

Parmi ces luttes héroïques menées par des militantes et militants communistes, on ne saurait passer sous silence la participation de centaines d'entre eux aux brigades internationales mobilisées pour appuyer le gouvernement républicain en Espagne, et l'envoi du docteur Norman Bethune sur le front, qui y a acquis une notoriété internationale. Pendant deux ans, en 1937-1938, le Bataillon McKenzie-Papineau, constitué par la **Ligue canadienne contre la guerre et le fascisme**, a mobilisé quelque 1 546 valeureux volontaires qui ont combattu pour l'Espagne républicaine, dont 721 ont payé de leur vie. Parmi eux, plusieurs étaient membres ou des cadres du PCC.

Ce qui devint plus évident quelques années plus tard – savoir la consolidation d'une ligne réformiste et révisionniste au sein du PCC – ne l'était pas nécessairement dans l'activité quotidienne des militantes et militants, surtout dans un contexte trouble et un parti qui est toujours demeuré somme toute relativement faible, à comparer à celui des États-Unis et aux grands partis européens.

## La Seconde Guerre : l'amorce d'un déclin inexorable

Le déclenchement du deuxième grand conflit mondial le 1<sup>er</sup> septembre 1939 et l'entrée en guerre du Canada neuf jours plus tard ont ouvert une période d'immense confusion au sein du PCC. D'après son histoire officielle, « *plusieurs membres du Parti dès le début considéraient la déclaration de guerre à Hitler comme louable* ». Même si la politique étrangère antisoviétique de l'Angleterre et de la France posait certaines questions, le fascisme était vu comme la principale menace à la paix, à la démocratie et au socialisme.

Lorsque les hostilités ont éclaté, le parti a pris du temps à se positionner. Au bout de quelques semaines, il s'est rangé à la position voulant qu'il s'agit essentiellement d'une guerre inter-impérialiste et a adopté une position de neutralité. Pour plusieurs de ses alliés auprès desquels il avait réussi à gagner de l'influence dans la période d'avant-guerre, cette position a été perçue comme une trahison et le parti s'est retrouvé isolé. Avec l'entrée en guerre du Canada, la *Loi sur les mesures de guerre*, qui avait déjà servi à interdire le PCC à sa création, a été réactivée. Dès novembre 1939, les journaux *The Clarion* et *Clarté* sont bannis. Le PCC répond en lançant un journal formellement indépendant, le *Canadian Tribune*.

Le 6 juin 1940, le PCC et 15 autres organisations dont la Ligue de la jeunesse communiste et la Ligue canadienne de défense ouvrière sont formellement interdits et leurs biens confisqués. Au moins 250 militants du parti furent internés de 1940 à 1942, sans procès ni accusations. Officiellement, le PCC soutenait qu'il fallait transformer la guerre inter-impérialiste en guerre civile contre la bourgeoisie, « *afin de construire un Canada pacifique, heureux et socialiste* », et il lutta contre la conscription. Mais cette position ne faisait pas l'unanimité dans ses rangs, après toutes ces années où la priorité avait été consacrée à la lutte antifasciste.

Malgré son interdiction, le PCC poursuit son activité électorale, à travers diverses alliances ou « coalitions ». C'est ainsi qu'une militante du parti, Dorise Nielsen, devient la première communiste à être élue à la Chambre des communes lors des élections générales de mars 1940, comme représentante d'une circonscription de la Saskatchewan. Elle fut élue sous la bannière du *Unity Party*, qui rassemblait des membres du CCF, des communistes et d'autres « progressistes ». Elle-même était à la fois membre du CCF et du PCC ; au moment de son élection, son adhésion au PCC avait toutefois été tenue secrète.

L'invasion de l'URSS par les troupes de l'Allemagne nazie en juin 1941 et l'appel à la résistance alors lancé par le Komintern

## Dorise Winifred Nielsen (1902-1980)

**D**orise Nielsen est un personnage tout à fait singulier dans l'histoire du mouvement communiste canadien. Née à Londres, elle s'établit en Saskatchewan en 1927 et se joint au CCF comme organisatrice en 1934. Trois ans plus tard, elle adhère secrètement au PCC. En 1940, elle devient la troisième femme à être élue au Parlement canadien, et la première communiste. Elle s'y fait remarquer par son train de vie modeste et ses constantes interventions en faveur des droits des femmes. Assumant ouvertement son adhésion au PCC (devenu entretemps le *Parti ouvrier progressiste*), elle est défaite à l'élection de 1945 et ne réussira jamais à regagner son siège de député.

Tout en siégeant au comité exécutif central, elle devient organisatrice à temps plein pour le parti et rédige une chronique hebdomadaire pour le *Canadian Tribune*, « *Women's Place is Everywhere* ». Elle participe en outre à la fondation du *Congress of Canadian Women* et du *Canadian Peace Congress* et devient, en 1949, la secrétaire administrative de l'**Association d'amitiés canado-soviétique**, dont elle démissionnera quatre ans plus tard.



En 1957, elle ira s'établir en République populaire de Chine, dont elle deviendra officiellement citoyenne en 1962. Elle y vivra jusqu'à sa mort en 1980, après y avoir travaillé comme professeure d'anglais et correctrice aux Éditions en langues étrangères. À son décès, elle a été inhumée au cimetière des Héros de la révolution à Beijing.

amènent le PCC à changer prestement de position : la guerre contre l'Allemagne est vue désormais comme une guerre juste antifasciste et l'engagement du Canada mérite d'être soutenu. La direction du parti lance l'appel « *au mouvement ouvrier et à toutes les forces progressistes* » à unir leurs efforts pour appuyer toutes les mesures du gouvernement King visant à accélérer la guerre contre le fascisme et à accorder une aide effective à l'Union soviétique. Elle soutient la création d'un « *front national sans distinction de classes ou de partis* » et milite pour la conscription – une position qui s'avérera évidemment impopulaire au Québec, quoique pas nécessairement au sein du parti et de ses supporters. Le PCC met en outre l'accent sur la restauration des droits démocratiques, vue comme un moyen de favoriser l'unité nationale et l'effort de guerre.

À l'été 1942, lors d'une réunion informelle convoquée par Tim Buck à laquelle n'assistent que 25 personnes, dont 19 de l'Ontario, 3 du Québec et 3 des autres provinces, on évalue qu'un changement de nom et de forme organisationnelle est nécessaire pour accomplir les tâches liées à l'effort de guerre. Le *Comité communiste ouvrier du Dominion pour la guerre totale* est alors fondé pour poursuivre sous ce nom les activités du parti. Ledit comité s'oppose aux grèves ouvrières et fait campagne pour la levée de l'interdiction du parti et la libération de ses militants, plaidant que les prétextes que le gouvernement avait utilisés pour le supprimer ont désormais disparu. De fait, assez rapidement, le gouvernement King libère les prisonniers communistes ou supposés tels.

Il refuse néanmoins de lever l'interdiction du PCC. « *Compte tenu de la situation poli-*



Le programme électoral du Parti ouvrier progressiste en 1945.

*tique et de la nécessité d'avoir un parti politique public pour les communistes, la direction du Parti décida qu'il valait mieux former un nouveau parti ayant un nom différent... »* C'est ainsi qu'est formé le **Parti ouvrier progressiste** (POP, ou *Progressive Labor Party*), qui se lance immédiatement dans l'arène électorale. Le POP fait notamment élire deux députés au parlement ontarien. Quelques jours plus tard – on est en août 1943 – Fred Rose est à son tour élu lors d'une élection partielle dans la circonscription fédérale de Montréal-Cartier (qui correspond aujourd'hui plus ou moins à celle de Laurier-Sainte-Marie). Le POP et son député donnent un « *appui critique* » au gouvernement King. Le parti se voit déjà comme « *une force dont on devait tenir compte dans les institutions législatives au Canada* ».

Le POP ne se contente pas d'appuyer la guerre totale, mais il se projette déjà dans la période qui s'ouvrira après la guerre, tout en restant bien ancré dans cette idée d'un « *front national* » incluant toutes les classes : « *Un haut niveau de production et le plein emploi [allaient être] possibles pourvu que le gouvernement commence et entreprenne la modernisation et la reconstruction de l'économie du Canada... [Des fonds allaient pouvoir] être employés pour reconstruire et étendre l'infrastructure économique... et pour développer les ressources naturelles du Canada.* »

Officiellement, et afin de se démarquer du renégat révisionniste Earl Browder qui dirige le Parti communiste des États-Unis et qui est sous le feu des critiques de plusieurs dirigeants du mouvement communiste international, le POP affirme que dans ce grand projet national, il ne faut pas subordonner « *les intérêts indépendants de la classe ouvrière* » à ceux de la « *bourgeoisie monopoliste* ». Dans les faits, cependant, il adopte exactement la ligne de Browder.

À l'élection fédérale de 1945, le POP a d'abord voulu conclure une alliance électorale avec le CCF, mais ce dernier l'a rejetée. À défaut, et par crainte d'une victoire conservatrice, le POP a fait campagne en proposant une coalition « *libérale-ouvrière* ». Fred Rose fut alors réélu... mais pas pour longtemps.

### L'affaire Gouzenko

Juif polonais, Fred Rose a émigré au Canada en 1916 avec ses parents, à l'âge de 9 ans. Il a joint la Ligue de la jeunesse communiste et le PCC alors qu'il travaillait en usine.

Le militant est accusé de sédition et emprisonné dans les années 1930 et il devient la cible de Maurice Duplessis, après qu'il eut dénoncé les liens qui unissent son gouvernement aux gouvernements fascistes d'Hitler et Mussolini.

En 1935, il s'était déjà présenté à l'élection fédérale où il était arrivé deuxième avec 16 % des suffrages. L'année suivante, il se présente

au provincial dans la circonscription de Montréal-Saint-Louis et termine troisième à 17 %. Fred Rose est finalement élu en 1943 dans une élection partielle au fédéral où il l'emporte avec 30 % des voix, dans une course à quatre. Il bat notamment David Lewis du CCF, qui deviendra beaucoup plus tard (en 1971) chef du NPD. Rose est réélu le 11 juin 1945 avec 40 % des suffrages, mais son mandat sera exceptionnellement écourté.

En juillet 1945, soit quelques jours après sa réélection, un jeune commis-comptable qui travaille à l'ambassade soviétique à Ottawa, Igor Gouzenko, fait défection et emporte des documents qui feraient preuve de l'implica-



Fred Rose.

tion de plusieurs personnes dans un réseau d'espionnage au profit de l'Union soviétique au Canada et aux États-Unis. Une commission d'enquête est formée par le gouvernement King, présidée par deux juges de la Cour suprême, qui arrête et détient les personnes nommées dans les documents de Gouzenko.

Fred Rose est dénoncé par l'une d'elles<sup>4</sup> et identifié comme le responsable d'un réseau d'une vingtaine d'espions, qui s'intéressaient apparemment à la recherche sur les armes atomiques. Rose refusera de témoigner devant cette commission et sera finalement trouvé coupable, en 1947, et condamné à une peine d'emprisonnement tout juste assez longue, soit cinq ans et un jour, pour qu'on puisse le dépouiller de son siège à la Chambre des communes.

Rose sera libéré après quatre ans et demi, en 1951. Harcelé par la Gendarmerie royale du Canada et incapable de se trouver un emploi à sa sortie de prison, il retournera vivre en Pologne en 1953, où il décèdera en 1983.



Entretiens, le Canada aura pris soin de révoquer sa citoyenneté en 1957, s'assurant ainsi qu'il ne puisse plus jamais remettre les pieds au pays...

Il est évidemment hautement significatif que le seul député communiste élu à ce titre à la Chambre des communes ait connu un tel sort – cela, alors que le PCC/POP se voyait comme capable d'influence sur la législature et adoptait définitivement la voie parlementaire et pacifique vers le « socialisme ».

### **Le triomphe définitif du révisionnisme**

Au lendemain de la guerre, et particulièrement après 1947, le POP/PCC est entré dans une longue période de déclin et de dégénérescence, qui a vu ses effectifs fondre de 23 000 membres (1947) à seulement 3 000 en 1960. Mais ce déclin ne fut pas que quantitatif : sa ligne stratégique réformiste et révisionniste s'est établie à demeure et le parti n'en a plus jamais dévié, aidé en cela par la « déstalinisation » et le triomphe du révisionnisme de Khrouchtchev au milieu des années 1950 en Union soviétique.

Dans un article publié il y a déjà une vingtaine d'années dans la revue *Socialisme Maintenant* !<sup>5</sup>, nous avons recensé plusieurs exemples dans les documents programmatiques de ce parti, qui témoignaient de son abandon de toute perspective révolutionnaire : « *Le Canada d'abord... gardons le Canada indépendant !* » (1953), pour l'élection d'« *une majorité parlementaire vouée à reconquérir l'indépendance canadienne* » (1954), appui définitif et permanent à l'idée du passage pacifique au socialisme (1958), soutien à la création du NPD (1961), « *conquête du pouvoir politique par une coalition démocratique et antimonopoliste qui va ouvrir la voie pour la transition pacifique au socialisme, et cela, sans guerre civile* » (1971), mise sur pied d'une « *alliance démocratique, antimonopoliste et anti-impérialiste qui aura pour objectif la restructuration démocratique de la société canadienne de sorte que les intérêts de la majorité des Canadiennes et Canadiens soient mis au premier plan* » (2001)... le Parti communiste canadien n'a certes jamais réémergé de la fange révisionniste.

Comme on peut le voir, la caractérisation de la société canadienne aura toujours été un élément de démarcation au sein du PCC. La classe capitaliste dominante était-elle dépendante de l'impérialisme britannique, ou était-elle au contraire elle-même une classe impérialiste ? La position de Jack MacDonald, qui identifiait l'impérialisme britannique comme étant l'ennemi principal, fut combattue, on l'a vu, par l'Internationale communiste.

Sur cette question, les opposants à MacDonald à la fin des années 1920, dont Tim Buck, ne s'étaient pas particulièrement distingués. Ils avaient même appuyé l'expulsion de trois

militants de la Ligue de la jeunesse communiste, qui avaient mené la lutte pour que le PCC reconnaisse la bourgeoisie canadienne comme l'ennemi principal. Après que l'IC fut intervenue pour forcer un réalignement, Tim Buck et ses acolytes se sont ralliés à sa position. Les trois jeunes militants ont été réintégrés et Buck a même fait une autocritique par rapport au traitement qui leur avait été réservé, mais la confusion est demeurée et la « *lutte pour l'indépendance du Canada* » est toujours restée au cœur du programme du parti – sauf que l'impérialisme américain a fini par succéder à l'impérialisme britannique comme ennemi principal.

Officiellement, l'exceptionnalisme nord-américain des Lovestone et MacDonald avait été totalement répudié par le PCC en 1931, mais a-t-il jamais vraiment été vaincu ? En apparence, avec l'ouverture de la période dite de lutte « *classe contre classe* » de la fin des années 1920 jusqu'en 1934, la pratique du PCC semblait avoir effectivement opéré une rupture avec l'opportunisme de droite. Cela dit, les conceptions et les pratiques réformistes, qui avaient émergé sous la direction de



Dans les années 1960, le PCC a sombré dans l'insignifiance la plus absolue. Sur la photo, ses leaders, Dewhurst, Kashtan et Walsh, fraternisent avec le chef de file du révisionnisme, Léonid Brejnev.

MacDonald, ont rapidement repris le dessus, dès lors qu'on est entré dans la période du « *front uni antifasciste* » en 1935. À partir de là, le parti a connu une longue période de dégénérescence, qui l'a conduit à abandonner toute prétention révolutionnaire et quelques années plus tard, à sombrer dans l'insignifiance.

Il y a eu plusieurs moments dans l'histoire du PCC, de sa naissance jusqu'à ce congrès de 1943 où il a donné naissance au POP, où l'on a pu voir des traces de révisionnisme et d'abandon de la voie révolutionnaire. Mais jusque là, il ne s'agissait pas nécessairement d'une orientation consolidée.

Notre thèse, c'est que « *le révisionnisme et les déviations de droite ont toujours été un problème majeur au sein de ce parti, jusqu'à atteindre un point de non-retour dans les années 1940* ». Dès sa création, on l'a vu, le PCC a été influencé par des conceptions erronées sur la nature et les contradictions de la société canadienne. Il n'a jamais vraiment eu une vision claire de la stratégie qui allait mener la classe ouvrière à renverser la bourgeoisie et à conquérir le pouvoir. Cela a ouvert la porte aux déviations opportunistes et libérales, qui ont fini par en devenir la ligne dominante.

Cela dit, l'absence d'une conception stratégique claire et la prévalence de conceptions qui, rétrospectivement, apparaissent d'une façon sans doute beaucoup plus évidente qu'à l'époque comme ayant été erronées, étaient loin d'être l'apanage du seul PC canadien : elles ont été le fait de bon nombre de partis communistes. Le PCC a certes connu son lot de militants malhonnêtes et vendus au capitalisme (surtout dans sa variante libérale) comme Spector et MacDonald, mais il a aussi rallié et organisé des milliers de militantes et militants exemplaires, que le révisionnisme

dominant a malheureusement fini par désorienter. Cela deviendra évident au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

Au PCR, nous adhérons globalement à la position qu'a mise de l'avant le groupe marxiste-léniniste En Lutte ! à la fin des années 1970, qui affirme que c'est bien au congrès d'août 1943 que le révisionnisme est devenu l'aspect dominant de la ligne du PCC :

« *En effet dès cette époque, le Parti, abandonnant toute stratégie vraiment révolutionnaire, accepte de soumettre toute son action au cadre étroit du légalisme et du parlementarisme bourgeois. Au lieu de la préparation*



« systématique des masses à la révolution, au renversement de la bourgeoisie, le nouveau parti proposait l'élection d'un gouvernement ouvrier et fermier qui, plus tard, sans lutte armée, sans révolution, se transformerait en un gouvernement socialiste. Le Parti laissait donc croire aux masses canadiennes que la bourgeoisie accepterait d'elle-même d'abandonner ses privilèges de classe, tout cela sans répression, sans employer la violence de son appareil d'État. C'était là trahir clairement toute l'histoire de la lutte révolutionnaire du prolétariat, trahir les principes marxistes-léninistes sur la question de l'État et de la révolution. [...] Il est juste d'affirmer que dès 1943, le PCC (devenu le POP) a abandonné la voie de la révolution, la politique indépendante du prolétariat et a cessé d'être un authentique parti prolétarien. De ce moment jusqu'à son ralliement aux positions des révisionnistes soviétiques, la gangrène du révisionnisme allait conduire le Parti de scission en scission, le vidant de ses militants authentiquement révolutionnaires pour y faire entrer toute une série d'opportunistes et d'arrivistes petits-bourgeois et bourgeois. »<sup>6</sup>

### Fergus McKean, la première rupture

On verra dans la suite de cette présentation comment, dans la foulée de la rupture sino-soviétique, le nouveau mouvement marxiste-léniniste s'est formé et a représenté une rupture avec le PCC et le révisionnisme moderne. Mais bien avant lui, on doit à un militant communiste de Colombie-Britannique, Fergus McKean, le fait d'avoir été le premier à dénoncer la trahison de ce parti et à rompre avec lui. On dit de McKean qu'il fut le seul dirigeant connu du POP/PCC à contester l'émergence et la consolidation d'une ligne et d'une pratique révisionnistes en son sein.

Fergus McKean a rallié le PCC en 1932 et il en est devenu organisateur en 1936. Deux ans plus tard, il accède au poste de secrétaire provincial pour la Colombie-Britannique. Après avoir pris connaissance de la lettre que le représentant du Parti communiste français, Jacques Duclos, a fait circuler dans le mouvement communiste international pour dénoncer le révisionnisme de Browder, McKean analyse le « browderisme » au sein du parti canadien et conclut que ce dernier n'est plus qu'« une machine électorale et parlementaire petite-bourgeoise et sociale-démocrate ».

En août 1945, McKean et les quelques militants qui l'appuient sont expulsés du parti. En mai 1946, il publie une analyse complète et détaillée du révisionnisme qui l'a miné, *Communism versus Opportunism*. Ses efforts pour bâtir un nouveau parti antirévionniste feront toutefois long feu.

Réédité en 1974 par le PCCML, puis par le groupe En Lutte ! en 1977 (qui en fit aussi la première traduction en langue française),

*Communism versus Opportunism* reprend la critique de Duclos et dénonce la stratégie d'alliance avec la bourgeoisie libérale et « l'adaptation » que le parti états-unien a faite de la tactique du front populaire, et son utilisation de la lutte contre le sectarisme pour mousser une politique de droite. L'auteur montre ensuite en détail comment le révisionnisme de Browder a trouvé écho et s'est introduit au sein du PC canadien, que les mêmes orientations et tendances y ont également pris le dessus. Il dénonce l'abandon des principes marxistes-léninistes et de la voie révolutionnaire au profit de la voie électorale et parlementaire.

McKean critique le programme du POP/PCC, qui se situe essentiellement sur le terrain du développement économique et du « partage de la richesse », son abandon de la



Fergus McKean.

lutte de classes et de la théorie léniniste de l'impérialisme et de l'État, et sa glorification de la démocratie bourgeoise. Il dénonce aussi son révisionnisme en matière organisationnelle et son abandon des cellules d'entreprises. McKean critique en outre le chauvinisme de grande nation qu'affiche le parti et défend le droit du Québec à l'autodétermination, y compris le droit à la sécession. Bien qu'il soit demeuré assez faible sur le « que faire ? » et les perspectives de reconstruction du parti, *Communism versus Opportunism* demeure un classique que les révolutionnaires d'aujourd'hui devraient étudier.

### À suivre...

Globalement, l'histoire du Parti communiste du Canada témoigne du fait que les révolutions sont un puissant stimulant pour la création et le développement des partis; c'est grâce à la révolution d'Octobre que la classe ouvrière canadienne a pu enfin voir la nais-

sance de son premier parti d'avant-garde. Elle démontre aussi que le danger du révisionnisme demeure toujours présent à l'intérieur même de ses rangs, et que cette déviation s'appuie sur les espaces de légalité que peut offrir la démocratie bourgeoise, même quand ceux-ci sont restreints.

L'expérience du PCC nous rappelle l'importance de dégager et de s'appuyer sur une stratégie révolutionnaire adaptée aux conditions concrètes dans lesquelles l'action du parti se déploie, et de ne jamais y substituer la tactique. Un parti révolutionnaire a nécessairement besoin d'un programme révolutionnaire, et celui-ci doit obligatoirement s'appuyer sur une analyse claire des contradictions internes à la formation sociale qu'il se propose de révolutionner, ainsi que du rapport entre ces contradictions et les contradictions qui caractérisent la situation internationale.

On verra, dans les présentations qui suivront, quels ont été les impacts de la rupture sino-soviétique et de la grande lutte contre le révisionnisme moderne dans les années 1960, l'émergence du mouvement marxiste-léniniste au tournant des années 1970 et son effondrement au début des années 1980, puis l'apparition du maoïsme, son appropriation par une nouvelle génération militante et son incarnation dans l'existence et la pratique du Parti communiste révolutionnaire. ★

### NOTES :

- « Octobre 1917-1997. Le Canada, lui aussi ébranlé par Octobre », *Socialisme Maintenant !*, n° 3, automne 1997. En ligne : <http://www.pcr-rpc.ca/fr/2497>
- Les citations attribuées au PCC tout au long de cet article sont extraites de son histoire officielle : *Le Parti du socialisme au Canada. L'histoire du Parti communiste du Canada 1921-1976*, Montréal, Éditions Nouvelles frontières, 1985.
- Selon les historiens Comeau et Dionne, les effectifs canadiens-français du parti ont augmenté de façon constante entre 1932 à 1947, passant de 40 à 500 membres, avant de décliner spectaculairement par la suite, comme tout le reste du parti. Voir Robert Comeau et Bernard Dionne, *Le droit de se taire : Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB éditeur, 1989. En ligne : [http://classiques.uqac.ca/contemporains/comeau\\_robert/droit\\_de\\_se\\_taire/droit\\_de\\_se\\_taire.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/comeau_robert/droit_de_se_taire/droit_de_se_taire.html)
- Il s'agit de Raymond Boyer, un chimiste rattaché à l'Université McGill qui travaillait au développement d'un composé explosif et qui a témoigné avoir transmis des « informations confidentielles » aux Soviétiques par l'entremise de Fred Rose, tout en avouant que ces informations avaient de toute manière déjà été rendues publiques.
- « Le GCO se fonde au sein du Parti communiste canadien : la bête révisionniste (ou le révisionnisme bête) renaît de ses cendres », *Socialisme Maintenant !*, n° 4, printemps 1998. En ligne : <http://www.pcr-rpc.ca/fr/2505>
- « Brève histoire de la lutte pour la reconstruction d'un parti prolétarien », *Unité prolétarienne*, vol. 2, n° 1, octobre 1977.









**« Un parti communiste a pour tâche centrale la conquête du pouvoir pour la classe et le peuple.**

**Un parti, une fois constitué et selon les conditions concrètes, doit lutter pour matérialiser cette conquête et il ne peut le faire qu'avec la guerre populaire. »**

*- Le président Gonzalo du Parti communiste du Pérou (1988)*

